

Bâtir la force grâce à l'abri

Prescriptions politiques pour
des logements autochtones
écoénergétiques sains

Décembre 2025



Nous tenons à exprimer notre plus profonde gratitude à Leona Humchitt pour sa contribution importante à ce projet durant son passage parmi nous, ainsi que pour les conseils qu'elle continue de nous offrir en esprit. Ce rapport est dédié à sa mémoire, avec la permission de sa famille.

Nous souhaitons rendre hommage à ses efforts constants et à son immense influence dans l'avancement de l'action climatique. Leona sera toujours reconnue comme une ardente défenseuse d'un retour à des modes de vie plus sains, en harmonie avec nos proches et avec la Terre Mère. Elle disait souvent : « C'est un travail exigeant, mais c'est un travail du cœur » — un rappel qui continue d'inspirer ce projet et le cheminement vers des logements écoénergétiques sains.



Table des matières

Qui sommes-nous.....	4
Sommaire.....	6
1. Introduction	11
2. Méthodes de recherche.....	14
3. Le lien négligé entre le logement, la santé et le climat	18
Les coûts cachés pour la santé des logements inadéquat	19
Risques climatiques et lacunes énergétiques	23
4. Obstacles institutionnels à des logements sains	28
Responsabilité fragmentée	29
Inadéquation des programmes de financement avec les réalités autochtones	34
Lacunes en matière de capacités	39
5. Des solutions qui concrétisent les politiques en logements	42
Promouvoir la responsabilité du gouvernement pour le logement des Autochtones	43
Voix locales et action communautaire en matière de logement autochtone	45
Financement des logements autochtones.....	48
Facteurs de réussite	52
6. Conclusions	54
7. Recommandations en matière de politiques	56
Glossaire.....	63
Références	65
Remerciements	74

Couverture réalisée par Bayja Morgan-Banke, artiste des nations Toquaht (Nuu-Chah-Nulth) et Secwépemc (Shuswap).



Qui sommes-nous

Ce rapport est le fruit de nombreuses années de collaboration entre l'Institut climatique du Canada et Indigenous Clean Energy. Il a été soutenu par Shared Value Solutions, ainsi que par de nombreux détenteurs de connaissances, praticiens et défenseurs qui ont depuis longtemps soutenu la lutte pour un logement sécuritaire. Nous rendons hommage à ceux qui nous ont précédés et qui œuvrent sur le terrain pour apporter des changements. En tant qu'auteurs, nous nous sommes efforcés d'orienter ce travail de manière constructive en écoutant attentivement, en amplifiant les récits et en tissant ensemble les connaissances des communautés, des décideurs politiques et des experts techniques. Chaque partenaire a apporté des forces et des positions différentes, unis par un engagement commun envers la souveraineté autochtone, une politique climatique solide et le bien-être des communautés.



L'Institut climatique du Canada est un organisme de recherche sur les politiques en matière de changements climatiques, entièrement à distance. Son personnel, les membres de son conseil d'administration, ses experts et ses conseillers sont répartis sur l'ensemble du territoire qui constitue aujourd'hui le Canada. L'Institut climatique s'engage en faveur de la réconciliation avec les Autochtones et du respect de leur souveraineté. Par le biais de son volet Recherche autochtone, l'Institut élabore des politiques climatiques rigoureuses et respectueuses de l'autodétermination en centrant la recherche menée par des Autochtones en partenariat avec des organisations autochtones, afin de renforcer leur expertise et leurs connaissances.

Indigenous Clean Energy (ICE) est un organisme national à but non lucratif, dirigé par des Autochtones, qui se concentre sur l'avancement du leadership autochtone et de l'action collective dans la transition vers les énergies propres, par le renforcement des capacités et le soutien au développement de projets d'énergie propre et d'efficacité énergétique. Le travail d'ICE se déroule sur les terres traditionnelles et ancestrales des Nations autochtones de l'île de la Tortue, où le développement énergétique a historiquement été lié aux systèmes coloniaux qui ont perturbé la gouvernance, l'économie et les modes de vie des Autochtones. Les efforts de l'organisation sont ancrés dans le respect de la souveraineté autochtone, de l'autodétermination et des droits inhérents des Premières Nations, des Inuits et des Métis. ICE se positionne comme un collaborateur qui marche aux côtés des communautés, soutient leurs visions et renforce leur capacité à mener des transitions vers des énergies propres de manière à refléter leurs cultures, leurs valeurs et leur vision du monde.

Shared Value Solutions (SVS) est un cabinet de conseil en environnement et en développement communautaire, détenu par des colons, dont les membres desservent les Premières Nations, les Métis et les Inuits d'un océan à l'autre. Son siège social est situé à Guelph, en Ontario, sur le territoire traditionnel des Attawandarons et sur le territoire traditionnel de la Première Nation des Mississaugas de Credit. Il possède également des bureaux situés sur les terres visées par le Traité d'Achat entre les lacs n° 3 (1792) et le Traité de Nanfan (1701), et à proximité de la Proclamation Haldimand. Ils sont situés dans le bassin versant de la rivière Grand qui est partagé avec la Première Nation des Mississaugas de Credit, les Six Nations de la rivière Grand et la Nation Ojibway de Saugeen. Le cabinet se spécialise dans la recherche communautaire avec et pour les communautés autochtones de partout au Canada, offrant une expertise en recherche sociale, en processus et négociations réglementaires, en sciences de l'environnement, en systèmes d'information géographique, en planification et plus encore. SVS travaille activement à soutenir les communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis dans la promotion de leurs droits et de leurs intérêts.



Autrices et auteurs

Des aspects du parcours des autrices et auteurs viennent étayer le présent rapport; néanmoins, il existe aussi des lacunes qui pourraient limiter leur analyse. Nous reconnaissons que les injustices et les inégalités systémiques découlant de la colonisation historique et de la discrimination persistante rendent certaines personnes et communautés plus vulnérables aux répercussions physiques, sociales et économiques des changements climatiques et des politiques sur le climat, notamment les personnes autochtones, noires et de couleur, à faible revenu, 2ELGBTQQIA+, et ayant un handicap. Ces groupes et leurs expériences sont souvent mal représentés dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques sur le climat.

Maria Shallard, Institut climatique du Canada

Mme Maria Shallard est d'ascendance mixte Pune'luxutth et coloniale. Elle est titulaire d'un baccalauréat et d'une maîtrise en recherche autochtone et environnementale et est directrice de l'équipe de recherche autochtone de l'Institut climatique du Canada. Ayant grandi dans une entreprise familiale de construction, elle a acquis une expérience concrète des défis liés au logement et a été motivée par son expérience personnelle de locataire pour créer des changements qui mènent à des logements plus sains.

Carlyn Allary, Institut climatique du Canada

Mme Carlyn Allary est associée de recherche au sein de l'équipe de recherche autochtone à l'Institut climatique du Canada et membre des Métis de la Rivière-Rouge, qui fait partie de la Fédération Métisse du Manitoba. Elle est titulaire d'un baccalauréat et poursuit une maîtrise, tous deux obtenus dans des universités coloniales. Elle reconnaît l'optique et l'expérience uniques qu'elle apporte en tant que femme Métisse, qui façonnent son approche professionnelle.

Kayla Fayant, Indigenous Clean Energy

Mme Kayla Fayant est une femme Métisse qui vit et travaille dans sa communauté d'origine, l'établissement Métis de Fishing Lake, en Alberta. Elle est gestionnaire de programme au sein de l'équipe Bringing it Home de l'ICE. Le temps qu'elle a passé à travailler et à vivre dans sa communauté d'origine l'a motivée à créer des changements systémiques qui mènent à un mode de vie plus sain dans sa communauté et dans les autres.

Chad Bonnetrouge, Indigenous Clean Energy

M. Chad Bonnetrouge est un Déné de la Première Nation Deh Gáh Got'jè, sur le territoire du Traité n° 11, et réside actuellement sur le territoire des Six Nations de la rivière Grand. Il est coordonnateur du programme d'efficacité énergétique à l'ICE. En tant que jeune Autochtone du Nord, il possède des connaissances et une expérience approfondies en matière de logement autochtone et de répercussions du changement climatique, et il s'efforce d'accélérer la participation des Autochtones aux énergies propres et à l'efficacité énergétique.

Joanne Shantz, Shared Value Solutions

Mme Joanne Shantz est principalement d'ascendance coloniale irlandaise et anglaise et réside actuellement sur les terres visées par le traité et le territoire de la Première Nation des Mississaugas de Credit. En tant que chercheuse principale à SVS, elle a eu le privilège de travailler aux côtés des Nations autochtones et d'organisations partout au Canada sur des projets liés à la santé et au bien-être, à l'énergie, aux changements climatiques et au logement.

Olivia Shotyk, Shared Value Solutions

Mme Olivia Shotyk est d'ascendance coloniale et vit actuellement sur les terres visées par le traité de la Première Nation des Mississaugas de Credit et sur le territoire traditionnel des Attivereonk et des Haudenosaunee. Elle est titulaire d'une maîtrise en architecture de paysage, axée sur les pratiques autochtones d'aménagement et de conception. Elle est chercheuse intermédiaire à SVS et a travaillé avec des communautés autochtones partout au Canada sur des projets liés à la planification communautaire, à la socioéconomie et aux changements climatiques.

Jeremy Shute, Shared Value Solutions

M. Jeremy Shute est d'ascendance mixte irlandaise, écossaise et anglaise et vit sur les terres visées par le traité et le territoire de la Première Nation des Mississaugas de Credit. Il est un partenaire fondateur de SVS et un planificateur principal de l'utilisation des terres. Il a travaillé à l'interface de la planification communautaire, du logement et des changements climatiques avec des Nations autochtones partout au Canada.





Cette maison située dans la Première Nation d'Attawapiskat, en Ontario, photographiée le 20 avril 2016, a été jugée non habitable. (Nathan Denette/ La Presse Canadienne)


Sommaire

L'accès à des logements sécuritaires, sains et écoénergétiques demeure un défi crucial pour de nombreuses communautés autochtones dans tout le Canada. Le présent rapport établit le concept de logements écoénergétiques sains et démontre les avantages connexes d'une approche du logement qui améliorerait la santé des Premières Nations, des Inuits et des Métis tout en contribuant simultanément à l'atteinte des objectifs de carboneutralité du Canada et en soutenant la résilience climatique.

Malgré une reconnaissance croissante des liens entre la santé, l'énergie et le logement des Autochtones, les solutions gouvernementales existantes ne soutiennent pas des approches intégrées, laissant les politiques et les approches de financement fragmentées, cloisonnées et souvent déconnectées des réalités locales. En outre, les coûts de santé à long terme et les émissions de gaz à effet de serre associés à des logements inadéquats ne sont pas pleinement évalués ni pris en compte dans la prise de décisions. De plus, de nombreuses communautés sont confrontées à des contraintes de capacité pour développer des logements sécuritaires, sains, écoénergétiques et résilients face aux changements climatiques.

Comme le reflètent la plupart des visions du monde autochtones, tout est interdépendant. Des progrès significatifs exigent une action coordonnée et holistique qui relie les politiques en matière de santé, de logement, de climat et d'énergie à l'échelle fédérale, provinciale et territoriale, en partenariat avec les détenteurs de droits autochtones.





Ce rapport explore les logements écoénergétiques sains comme approche du logement autochtone fondée sur cette idée d'interconnexion.

La recherche s'appuie sur une analyse documentaire approfondie, un rassemblement virtuel sur les logements écoénergétiques sains et des entretiens semi-structurés avec des experts et des praticiens de secteurs tels que le logement, la santé, l'énergie et la gouvernance. Notre approche a été axée sur la narration et a privilégié autant que possible la littérature autochtone.

Des modèles de financement novateurs peuvent permettre aux détenteurs de droits autochtones d'accéder aux ressources nécessaires au développement de logements écoénergétiques sains, tout en progresser les efforts intergouvernementaux pour faire avancer les engagements du Canada en matière de réconciliation, d'action climatique et de développement d'infrastructures essentielles. Parmi les exemples de cette approche, on peut citer le Fonds pour les logements du marché destinés aux Premières Nations, qui renforce la capacité des communautés à accroître l'accès à la propriété dans les réserves.

Au cœur de ce type d'approche financière se trouve le passage d'un financement ponctuel de projet à des partenariats financiers à long terme, flexibles et autodéterminés.

Le présent rapport recommande que les gouvernements travaillent en collaboration avec les détenteurs de droits autochtones pour élaborer conjointement des politiques de logement qui reflètent les réalités culturelles, régionales et communautaires, centrées sur le bien-être holistique. Les progrès nécessiteront une meilleure mesure des répercussions et des avantages du logement, de la santé et du climat, ainsi que des programmes et des soutiens plus réactifs qui renforcent les capacités communautaires.

Les responsables du projet Bringing It Home d'Indigenous Clean Energy se réunissent en cercle dans une maison semi-souterraine à Osoyoos, Colombie-Britannique, à l'été 2025. (Cara Garneau/ Indigenous Clean Energy)



Les logements écoénergétiques sains sont des logements écoénergétiques, résistants aux changements climatiques et qui contribuent au bien-être de leurs occupants. Ce terme évoque une conception différente du logement, centrée sur les dimensions humaines et communautaires du logement, l'efficacité énergétique, les valeurs culturelles et la réduction des gaz à effet de serre. En effet, les logements écoénergétiques sains constituent l'approche que nous suggérons pour assurer l'efficacité énergétique des rénovations majeures et des nouvelles constructions : une approche qui soutient les résultats en matière de santé, de bien-être général et de réduction des émissions.



Le développement de mini-maisons situé à Tyendinaga, en Ontario, durant l'été 2025. (Cara Garneau/ICE)



Ensemble, ces solutions ouvrent la voie à une approche claire pour l'avenir. Une meilleure coordination entre les gouvernements et un financement novateur et flexible peuvent permettre d'obtenir des résultats bien supérieurs avec le financement actuellement dépensé. Bien que combler les lacunes en matière de logement des Premières Nations, des Inuits et des Métis exige des investissements, les programmes et politiques conçus conjointement assurent que le financement est plus important et procure des avantages durables aux peuples autochtones.

Le moment est urgent et l'occasion est claire. Avec la création de Maisons Canada, un organisme fédéral de 13 milliards de dollars visant à accélérer la construction de logements abordables, les gouvernements ont une chance d'améliorer les infrastructures autochtones. Les logements écoénergétiques sains ne sont pas seulement une solution de logement, ils constituent le fondement de la santé communautaire, de la résilience climatique et de la réconciliation. Les communautés autochtones montrent déjà la voie. Il faut maintenant des mesures politiques habilitantes et coordonnées.

Résumé des recommandations

Une version plus détaillée de ces recommandations en matière de politiques se trouve à la page 56 du présent rapport.

- 1. Coordonner et intégrer l'action gouvernementale :** Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et leurs agences devraient créer des mécanismes de coordination explicites, comme des groupes de travail interministériels, avec les gouvernements autochtones, afin d'intégrer les cadres politiques, réduire les chevauchements, simplifier l'accès aux ressources et réaffecter le financement existant à l'appui d'objectifs et d'avantages communs.
- 2. Élaborer conjointement des politiques et des programmes avec les dirigeants autochtones :** Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et leurs agences devraient concevoir conjointement des politiques et des programmes avec les dirigeants des Premières Nations, des Inuits et des Métis, afin d'assurer la pertinence culturelle et l'adaptabilité régionale. Une élaboration conjointe renforce la confiance, permet de trouver des solutions sur mesure et reflète le principe d'autodétermination.
- 3. S'engager à conclure des ententes d'investissement à long terme :** Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux devraient s'engager à conclure des ententes de financement pluriannuelles avec les détenteurs de droits autochtones. Des engagements stables permettent la planification à long terme, la construction de nouveaux logements écoénergétiques sains, la modernisation et la rénovation des logements existants, ainsi que l'investissement dans des mesures sanitaires comme la surveillance de la qualité de l'air intérieur.
- 4. Offrir des options de financement flexibles :** Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et leurs agences devraient offrir une gamme de modèles de financement qui permettent aux communautés autochtones de choisir l'approche la plus adaptée à leurs objectifs et à leurs capacités, qu'il s'agisse de financement traditionnel, de financement mixte, d'ententes axées sur les résultats ou de mécanismes dirigés par les communautés.



5. Mesurer les avantages et les impacts holistiques du logement : Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et leurs agences devraient s'assurer que les exigences en matière de production de rapports pour les projets de logement tiennent compte des répercussions sociales, culturelles, environnementales et économiques, et pas seulement des résultats des projets. Cette approche favorise une prise de décision fondée sur des données probantes, assure que le financement avenir est mieux aligné sur les résultats réels et reflète l'expérience vécue dans les communautés.

6. Veiller à ce que les programmes de financement soient accessibles et adaptés aux capacités : Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et leurs agences devraient s'assurer que les programmes de financement sont simples et accessibles. Les processus de demande et de reddition de comptes doivent être simplifiés et doivent soutenir la formation, le perfectionnement des compétences et la création d'emplois, afin de permettre aux communautés de tirer pleinement parti des possibilités offertes.

En mettant en œuvre ces recommandations de politiques, les gouvernements canadiens ont l'occasion d'aider les communautés autochtones à créer des logements écoénergétiques sains qui sont écoénergétiques, résilients face aux changements climatiques et qui soutiennent le bien-être de leurs occupants. Le succès repose sur l'établissement de partenariats solides : des approches à long terme, flexibles et élaborées conjointement, qui reconnaissent le rôle central du leadership autochtone dans l'atteinte des objectifs en matière de logement, de santé et de lutte contre les changements climatiques.

La communauté inuite d'Inukjuak, Québec, située sur la rive est de la baie d'Hudson dans la région du Nunavik, est photographiée à l'automne 2024. (Lina Forero/ICE)



Introduction

Jason Morningstar, membre du programme 20/20 Catalysts d'Indigenous Clean Energy, effectue une évaluation énergétique à Wendake, Québec à l'automne 2024. (ICE)

Des logements sains et sécuritaires sont essentiels à la santé des gens. Partout au Canada, le logement inadéquat est l'un des défis les plus urgents auxquels sont confrontés les peuples autochtones. Cette inégalité reflète les conséquences historiques et actuelles de la colonisation, de la discrimination systémique et de la fragmentation des juridictions. Le logement, l'énergie, la résilience aux changements climatiques et la santé sont profondément interdépendants, pourtant les politiques et les programmes les abordent trop souvent en vase clos.

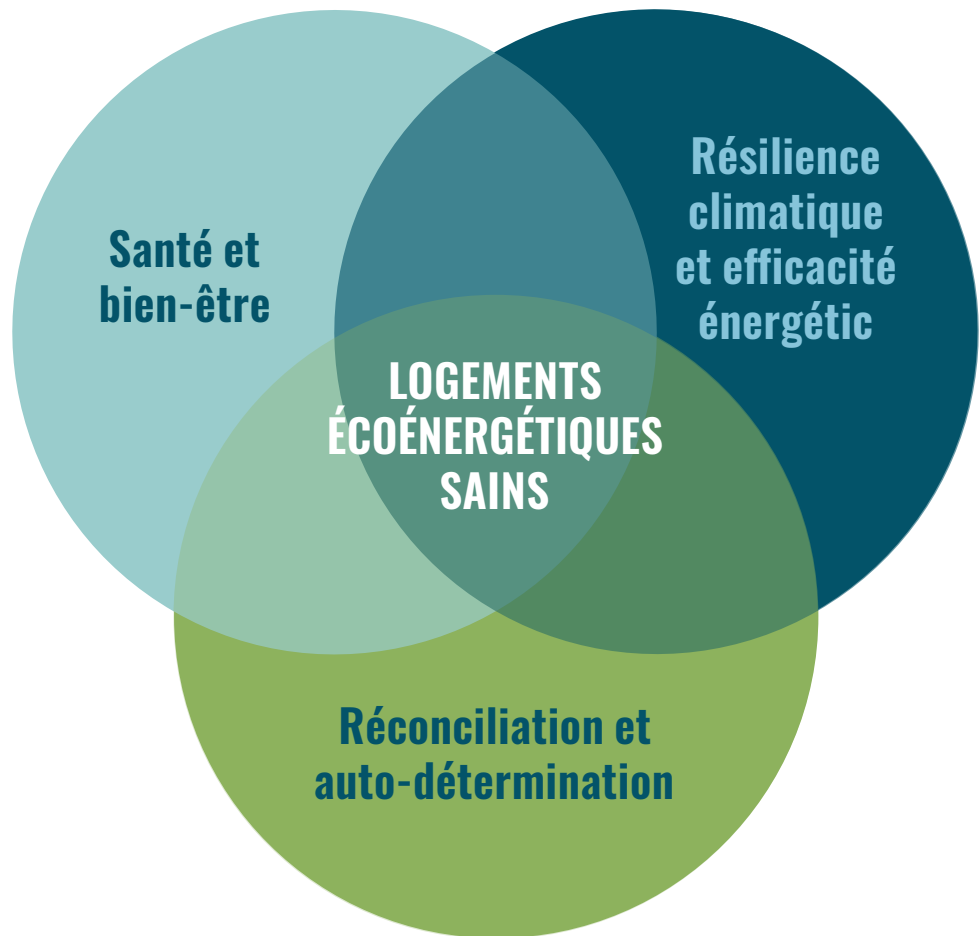
Les conditions de logement inférieures aux normes contribuent directement à des taux plus élevés de maladies respiratoires, de stress et de maladies chroniques. Des problèmes tels que la moisissure, l'humidité, une mauvaise isolation et le manque de chauffage fiable nuisent au bien-être physique, spirituel et mental. Ces problèmes de santé liés au logement touchent de manière disproportionnée les familles autochtones, en particulier dans les communautés éloignées et du Nord où les coûts d'infrastructure sont plus élevés et les risques climatiques plus importants. Les phénomènes météorologiques extrêmes, les changements dans les écosystèmes et les cycles saisonniers imprévisibles augmentent les risques pour les logements déjà dans des conditions fragiles.

Notre rapport précédent, *Plus qu'une question de durabilité : la force des logements autochtones*, a démontré que le logement, la santé et l'énergie sont indissociables. L'efficacité énergétique et les systèmes d'énergie propre ne sont pas seulement des solutions au changement climatique. Au même titre que le logement, ils constituent des déterminants sociaux de la santé. Investir dans des logements écoénergétiques réduit les émissions, diminue les coûts des services publics, améliore la qualité de l'air intérieur et allège la pression sur les systèmes de santé. Ces avantages sont particulièrement importants dans les communautés autochtones, où le bien-être est compris de manière holistique en relation avec la terre, l'eau et toutes les relations.



FIGURE 1 :

**La construction
des logements
écoénergétiques
sains tient compte
du fait que le
logement est plus
qu'un abri.**



Cette recherche souligne l'urgence de la crise du logement à laquelle sont confrontés les peuples autochtones partout au pays, ainsi que les possibilités de changements transformateurs grâce à l'élaboration de politiques collaboratives. Cependant, des obstacles subsistent. Le chevauchement excessif des responsabilités entre les gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et autochtones crée de l'incertitude et des lacunes en matière de reddition de comptes. Les programmes de financement ne tiennent souvent pas compte des réalités des communautés autochtones, ce qui limite le potentiel de solutions durables et résilientes face aux changements climatiques. Les solutions de logement à court terme et à faible coût peuvent répondre aux pressions immédiates, mais compromettent le bien-être, la résilience et la durabilité à long terme. Le coût de cet échec se mesure non seulement en dollars, mais aussi en impacts sur la santé, notamment l'asthme, les affections cutanées, le cancer, les crises de santé mentale et les décès évitables.

S'attaquer aux problèmes de logement insalubre chez les Autochtones est conforme aux appels à l'action de la Commission de vérité et de réconciliation, qui exhortent les gouvernements à combler les écarts en matière de santé entre les Canadiens autochtones et non autochtones (Gouvernement du Canada, 2025b), à la *Loi sur la stratégie nationale sur le logement du Canada*, qui s'engage à adopter une approche de logement adéquate fondée sur les droits de la personne (Gouvernement du Canada, 2025a), à l'engagement du Canada à mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones en matière de santé, qui reconnaît le droit des peuples autochtones à un logement adéquat, au meilleur état de santé physique et mentale possible et à la participation à la prise de décisions (Gouvernement du Canada, 2023), ainsi qu'à l'engagement du Canada à respecter la Convention des

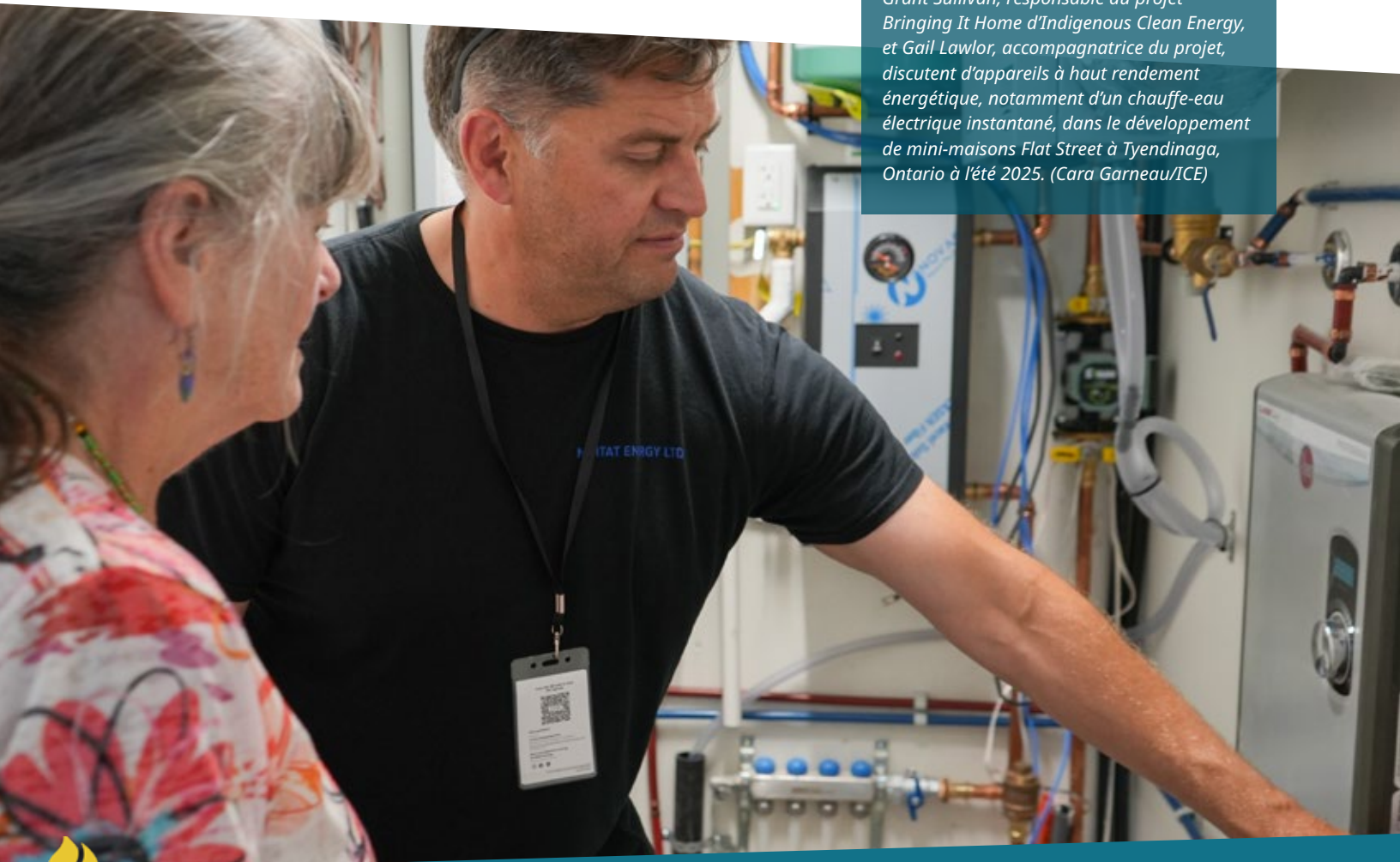


Nations Unies relative aux droits de l'enfant, qui reconnaît le droit de chaque enfant au meilleur état de santé possible (article 24) et à un niveau de vie suffisant pour son développement, y compris le logement (article 27) (Nations Unies, 1989). L'Organisation mondiale de la santé reconnaît également la qualité de l'air intérieur comme un droit fondamental (Organisation mondiale de la santé, 2009).

Ce rapport préconise une réponse coordonnée. Les gouvernements à tous les niveaux devraient aller au-delà des approches fragmentées pour élaborer des politiques intégrées qui reconnaissent le logement comme un déterminant de la santé et l'énergie comme un facteur de bien-être. Par exemple, en mettant en œuvre des modèles de financement qui tiennent compte des réalités communautaires et en établissant des approches pour renforcer les capacités qui sont au centre des droits et de l'autodétermination des Autochtones, les gouvernements peuvent contribuer à atténuer les lourdes conséquences de l'inaction. De plus, des approches fondées sur les distinctions sont nécessaires pour respecter la diversité des communautés autochtones, et les solutions en matière de logement devraient être menées par les dirigeants autochtones.

Les logements écoénergétiques sains représentent une voie à suivre : des logements écoénergétiques, résistants aux changements climatiques et favorisant un bien-être holistique. Les recommandations énoncées dans le présent rapport visent à aider les gouvernements provinciaux, fédéral, territoriaux et autochtones à faire progresser l'autodétermination des Autochtones. Elles s'appuient sur l'expertise des personnes travaillant sur le terrain et reflètent la nécessité d'un changement systémique pour parvenir à la fois à la réconciliation et à une politique climatique durable.

Grant Sullivan, responsable du projet Bringing It Home d'Indigenous Clean Energy, et Gail Lawlor, accompagnatrice du projet, discutent d'appareils à haut rendement énergétique, notamment d'un chauffe-eau électrique instantané, dans le développement de mini-maisons Flat Street à Tyendinaga, Ontario à l'été 2025. (Cara Garneau/ICE)



Méthodes de recherche

Notre rapport reconnaît que le logement n'est pas seulement un déterminant social de la santé, mais aussi un élément essentiel de la continuité culturelle, de la souveraineté et des relations avec la terre. Nous visons à respecter la souveraineté des données autochtones, à prioriser les expériences vécues et à nous assurer que les voix des Premières Nations, des Inuits et des Métis travaillant dans cet espace sont au cœur de l'élaboration de nos solutions proposées.

Ce rapport privilégie autant que possible la littérature rédigée par des Autochtones. Il s'appuie sur l'analyse de plus de 100 sources évaluées par des pairs, une revue de la littérature grise et des documents en ligne, le rassemblement virtuel sur les logements écoénergétiques sains (avec 41 participants), et 31 entretiens semi-structurés menés au cours des deux dernières années avec des universitaires autochtones, des experts en logement, des praticiens et des experts de la santé de partout au pays qui ont été identifiés en partie par sondage en boule de neige (Naderifar et autres, 2017). Notre approche méthodologique est centrée sur la narration, ce qui est essentiel à la revitalisation culturelle et politique des Nations autochtones (Corntassel et autres, 2009), la responsabilisation relationnelle, la validation communautaire et le respect de la gouvernance autochtone et des moyens de savoir, en convergence avec les données occidentales.

Les participants du programme ImaGENation, qui soutient les projets d'énergie propre menés par des jeunes autochtones, reçoivent des enseignements sur le tipi lors d'une séance sur place à Wanuskewin, Colombie-Britannique, à l'automne 2022. (ICE)



Le rapport compile et analyse les recherches effectuées au moyen de ces diverses méthodes. Les données ont été synthétisées à l'aide d'un codage thématique et triangulées entre les sources, afin d'identifier des thèmes cohérents et des perspectives uniques.

Analyse documentaire

L'Institut climatique du Canada et Indigenous Clean Energy (ICE) ont mené une analyse documentaire préliminaire lors de la phase 2 du projet Logements écoénergétiques sains, qui a servi à préparer le rapport *Plus qu'une question de durabilité : la force des logements autochtones écoénergétiques sains*. Lors de la phase 6, l'équipe de recherche a poursuivi ce travail en effectuant une analyse documentaire exhaustive ciblant des sources autochtones, en plus d'autres publications universitaires et de littérature grise portant sur plusieurs thèmes essentiels du projet Logements écoénergétiques sains. Les chercheurs ont identifié la littérature au moyen d'une analyse thématique axée sur le logement, la santé et l'efficacité énergétique, complétée par des recherches ciblées pour combler les lacunes et répondre à des questions précises. Certains participants aux entretiens ont également formulé des recommandations concernant les sources à inclure dans l'analyse documentaire.

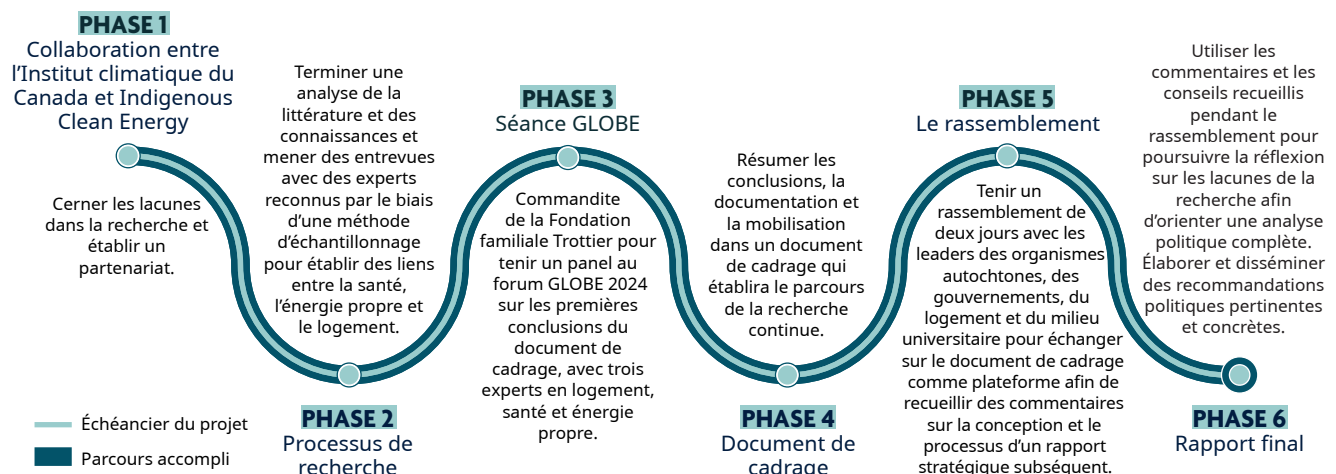
Cette analyse documentaire a permis d'acquérir une compréhension générale des intersections entre le logement, la santé, l'efficacité énergétique et les changements climatiques pour les peuples autochtones. Elle a également contribué à répondre aux questions de recherche, à identifier les lacunes et à guider l'élaboration des questions d'entretien. Les résultats et les leçons apprises sont intégrés à l'analyse et aux recommandations, de même qu'aux résultats et aux réponses d'un rassemblement virtuel sur les logements écoénergétiques sains et aux entretiens avec des informateurs essentiels.

Rassemblement virtuel sur les logements écoénergétiques sains

En novembre 2024, l'Institut climatique du Canada et ICE ont organisé un rassemblement virtuel de deux jours sur les logements écoénergétiques sains, réunissant 41 experts des secteurs du logement, de l'énergie, de la gouvernance et de la santé. Les participants, sélectionnés sur la base des recommandations issues d'entretiens de la phase 2 du projet Logements écoénergétiques sains, ont discuté des moyens d'aborder les obstacles au logement durable, de développer et de renforcer les liens dans ce domaine, et d'éclairer l'analyse des politiques et les recommandations relatives à la mise en œuvre de logements écoénergétiques sains dans les communautés autochtones.

FIGURE 2:

Evolution du projet de logements écoénergétiques sains.



Le rassemblement était axé sur la discussion, en utilisant des groupes de discussion animés par le personnel de l'Institut climatique et ICE, afin d'encourager les conversations sur le financement des logements écoénergétiques sains et les interventions politiques nécessaires. Au cours du rassemblement, qui s'est déroulé sous la règle de Chatham House, deux questions de sondage ont été posées aux participants. Les participants ont choisi leurs trois meilleures réponses aux questions suivantes :

1. Lorsque nous réfléchissons aux moyens de relever ce défi (des logements écoénergétiques sains), quels sont les obstacles les plus fondamentaux? Qu'est-ce qui ressort comme étant le plus important?
2. Quelles sont vos trois principales interventions en matière de politiques?

Les résultats des sondages sont présentés dans le corps du présent rapport. Les principaux thèmes défis abordés tout au long du rassemblement comprenaient :

- Obstacles géographiques et infrastructures auxquels sont confrontés les communautés autochtones.
- Contraintes financières.
- Lacunes en matière de capacités et de connaissances au sein des communautés autochtones.
- Absence de prise en compte des aspects culturels dans les programmes et processus existants.
- Difficultés à naviguer dans des systèmes complexes politiques et réglementaires.

Après l'événement, l'Institut climatique et ICE ont saisi les résultats de ces discussions dans le *Rapport du rassemblement virtuel*, qui est intégré ici, parallèlement aux renseignements issus de la revue de la littérature et des entretiens. Une version abrégée du *Rapport du rassemblement virtuel* a été distribuée aux participants, à qui nous avons donné l'occasion de fournir des commentaires.

Entretiens

De février à septembre 2025, l'Institut climatique et ICE, en partenariat avec Shared Value Solutions, ont mené une série de 19 entretiens virtuels avec des informateurs essentiels et des experts travaillant dans les domaines de la santé, de l'énergie et du logement autochtone, ou à l'intersection de ces secteurs. L'équipe de recherche a identifié les participants en fonction de leur expérience et de leur expertise (éclairée par des recommandations), en veillant à un équilibre entre le leadership autochtone, les membres de la communauté et les organisations, ainsi que des experts non autochtones ayant une connaissance approfondie des sujets liés au logement, à la santé et à l'énergie autochtones.

Les entretiens suivaient un format semi-structuré, utilisant un guide d'entretien, tout en permettant aux intervieweurs de s'adapter en fonction des domaines d'expertise des participants, afin de favoriser le partage d'expériences. L'équipe de recherche a posé une question d'introduction pour comprendre les antécédents des participants et orienter l'entretien. Les questions des entretiens portaient généralement sur les responsabilités des différents paliers de gouvernement, le financement et la santé des Autochtones.

Les entretiens ont été enregistrés à l'aide de la fonction d'enregistrement intégrée de Zoom et avec l'aide de deux preneurs de notes de l'Institut climatique du Canada et d'Indigenous Clean Energy. Les participants avaient la possibilité de refuser l'enregistrement, l'utilisation de leur nom ou l'utilisation de citations directes dans ce rapport. Les participants ont également eu la possibilité d'examiner les citations directes, afin de s'assurer qu'elles étaient correctement retranscrites.



Limites et lacunes de l'étude

L'équipe de recherche a fait tout son possible pour atténuer les lacunes de ce projet. Cependant, toute recherche comporte des limites inhérentes qu'il est important de reconnaître lors de l'interprétation et de l'application des résultats.

En effectuant ce travail, nous reconnaissons les cultures, les histoires et les identités distinctes des Premières Nations, des Inuits et des Métis, et reconnaissons que ces distinctions se traduisent par des expériences différentes en matière de santé, d'énergie, de logement et de responsabilités gouvernementales en général. Dans la mesure du possible, nous avons discuté de la recherche et des conclusions propres aux Premières Nations, aux Inuits et aux Métis. Toutefois, la disponibilité et la portée des données relatives à chaque groupe varient selon les sujets abordés. Tout au long du rapport, nous avons également utilisé les termes « communautés autochtones » ou « peuples autochtones » pour décrire les tendances plus larges ou refléter la manière dont les statistiques et les renseignements ont été présentés par les sources originales (voir le Glossaire).

Les entretiens réalisés dans le cadre de ce projet révèlent plusieurs lacunes géographiques, les participants étant limités au Manitoba, la Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador, l'Ontario, l'Île-du-Prince-Édouard, les Territoires du Nord-Ouest et la Colombie-Britannique. Comme les expériences peuvent varier considérablement d'une province ou d'un territoire à l'autre, il est important de reconnaître le nombre limité de perspectives de l'Est et du Nord incluses dans cette recherche. Ce rapport ne couvre pas non plus en profondeur un certain nombre de points de vue importants qui traitent d'expériences uniques liées à la santé, à l'énergie et au logement des Autochtones : celles des jeunes, des aînés et des membres de la communauté lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre, queer, intersexuée et plus (2SLGBTQI+).

En caractérisant le paysage politique des logements écoénergétiques sains, afin de déterminer les responsabilités du gouvernement et d'identifier les principaux obstacles, il est important de reconnaître que ce domaine est extrêmement complexe et en constante évolution, à mesure que les programmes et les initiatives de financement évoluent. Par conséquent, le présent rapport donne un aperçu général de l'état actuel des politiques relatives aux logements écoénergétiques sains et aux responsabilités qui y sont associées, mais il n'aborde pas les nuances et les détails supplémentaires comme les rôles des gouvernements provinciaux, territoriaux et autochtones, car cela nécessiterait des recherches plus approfondies.

Enfin, nos propres expériences vécues, nos niveaux de privilège et de positivité sont pris en compte dans ce rapport, et nous avons inclus un énoncé réfléchi à la suite de la présentation de notre équipe, afin de prendre en compte les biais et les influences que nous pourrions avoir en tant que chercheurs colons et autochtones.



3

Des gens vérifient l'état des maisons et cherchent des chiens isolés lors des inondations à la Première Nation de Peguis, au Manitoba, le 4 mai 2022. (David Lipnowski/La Presse Canadienne)

Le lien négligé entre le logement, la santé et le climat

L'accès à un logement adéquat a une incidence sur la santé, tant au niveau individuel qu'au niveau communautaire.

L'accès à un logement adéquat a une incidence sur la santé, tant au niveau individuel qu'au niveau communautaire. Les logements malsains, notamment ceux qui sont surpeuplés, inefficaces sur le plan énergétique ou en mauvais état, peuvent présenter un risque sérieux pour leurs occupants. La Régie de la santé des Premières Nations et l'Aboriginal Housing Management Association (AHMA) considèrent le logement comme un déterminant intégral de la santé et insistent sur le fait que le logement fait partie intégrante des soins de santé (Régie de la santé des Premières Nations, 2024).

Pourtant, le logement, la santé, l'énergie et le climat sont souvent traités séparément, les considérations climatiques et énergétiques étant considérées comme des éléments secondaires plutôt que comme des aspects essentiels à la résolution des problèmes de logement et de santé. À mesure que les effets des changements climatiques s'intensifient, des événements météorologiques plus fréquents et extrêmes peuvent aggraver les risques pour la santé et les autres défis associés aux logements de mauvaise qualité et énergétiquement inefficaces. Les changements climatiques peuvent renforcer le cycle de vulnérabilité en matière de logement et de climat en raccourcissant les saisons de construction, en créant des difficultés de transport et en engendrant une dépendance à l'égard de la main-d'œuvre et des matériaux extérieurs (Wale et autres, 2024).

Pour les peuples autochtones, qui subissent déjà de manière disproportionnée les effets des changements climatiques, la nécessité d'accélérer la réduction des émissions et de déployer des logements écoénergétiques sains est de plus en plus urgente. L'intégration des solutions en matière de logement, de santé, d'énergie et de climat est essentielle pour améliorer le bien-être des Autochtones et la résilience des communautés autochtones.



La coûts cachés pour la santé des logements inadéquat

« Le volet promotion de la santé est plus difficile à quantifier, mais la capacité des gens à suivre leur plan de traitement médical (nécessitant un soutien à domicile) ou leur plan de médicaments est également un avantage et contribue à des économies à long terme en matière de soins de santé. Il s'agit d'un bénéfice plus global. » — Dr. Michael Schwandt, médecin hygiéniste, Vancouver Coastal Health

De nombreuses études évaluées par des pairs démontrent que des conditions de logement inférieures aux normes contribuent à des problèmes de santé, notamment la bronchite, la tuberculose et les infections cutanées, tout en réduisant la qualité du sommeil et en mettant à rude épreuve les relations familiales, la santé mentale et la capacité des membres de la communauté à réussir à l'école et au travail.

Les mauvaises conditions de logement sont un facteur de contribution majeur aux problèmes de santé au sein des communautés autochtones (Priest et autres, 2012; Wale et autres, 2024). Les personnes vivant dans des logements nécessitant des réparations, surpeuplés, excessivement humides ou mal ventilés peuvent être confrontées à de graves problèmes de santé physique, certains nécessitant une hospitalisation ou des traitements ou des soins continus. Des conditions de logement inadéquates peuvent également causer de la détresse mentale, un sentiment de désespoir et de découragement et avoir une incidence plus large sur le bien-être des personnes et des communautés (Chambre des communes, 2017).

Malgré ces liens bien reconnus, l'importance de s'attaquer aux problèmes de logement pour améliorer les résultats en matière de santé au sein des communautés autochtones est souvent à la fois négligée et sous-évaluée.

Un logement inadéquat contribue à une mauvaise santé

« Si nous pouvions mettre en œuvre des logements de bonne qualité qui améliorent la santé, nous pourrions commencer à répondre aux besoins en santé en amont. » — Dre Linda Larcombe, professeure en médecine interne, Max Rady College of Medicine, Université du Manitoba

Il existe de nombreuses voies par lesquelles de mauvaises conditions de logement peuvent causer, contribuer ou exacerber des problèmes de santé et des maladies existants. Le plus souvent, les participants aux entretiens ont parlé de l'impact de la moisissure sur les membres de la communauté, qui peut se développer et se propager en raison d'une ventilation inadéquate ou d'une accumulation d'humidité, particulièrement dans les cuisines et les salles de bain, ainsi que par la surpopulation. La moisissure peut causer ou exacerber les allergies et les problèmes de la peau, des yeux, des voies respiratoires et gastro-intestinaux, notamment les infections des voies respiratoires supérieures et inférieures et d'autres problèmes (Kovesi et autres, 2022; Climate Central, 2023; Orr et autres, 2024; Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2024; Wale et autres, 2024).

L'utilisation d'appareils de chauffage comme les poêles à bois, dont dépendent de nombreux ménages autochtones, peut également exposer les habitants à des particules et à des polluants atmosphériques intérieurs (Indigenous Clean Energy, 2021; Kantamneni et Haley, 2024). De nombreuses recherches évaluées par des pairs montrent qu'un logement inadéquat peut contribuer à des maladies



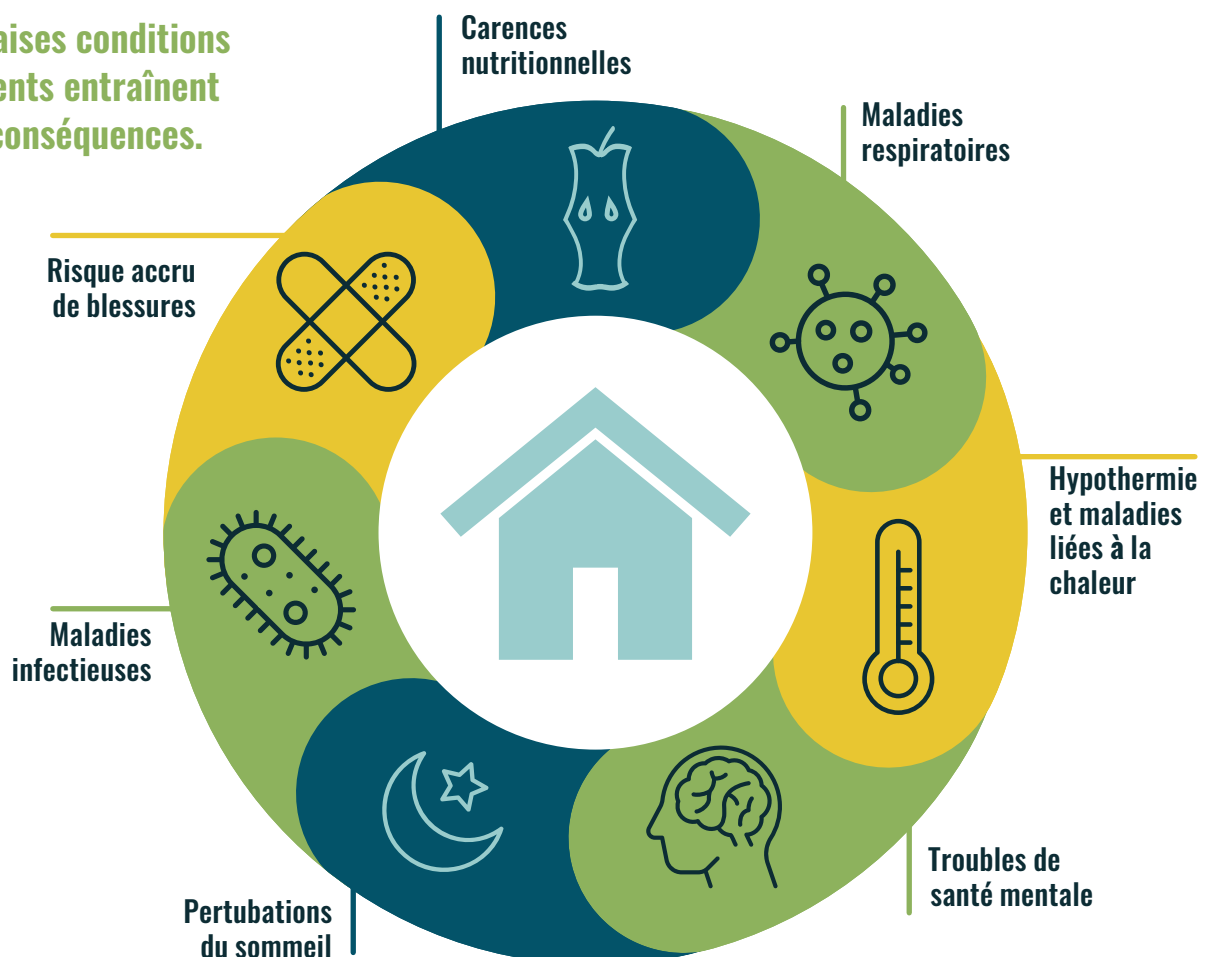
respiratoires comme la tuberculose, la pneumonie, la bronchite et l'asthme, et présenter un risque accru de maladies infectieuses comme la grippe (Dales et autres, 2022; Centre de collaboration nationale de la santé autochtone, 2017; Stout, 2018; Rennie et autres, 2019; Riva et autres, 2020; Kovesi et autres, 2022; Loppie et Wien, 1991; Orr et autres, 2024).

D'autre part, un logement adéquat peut fournir les ressources nécessaires (électricité, réfrigération, etc.) aux personnes ayant des besoins médicaux complexes ou à celles qui suivent un traitement pour gérer leur état et respecter leurs plans de traitement.

Le logement n'est pas seulement une « boîte » qui assure la protection. Il joue un rôle important dans les activités culturelles, les liens sociaux, la vie familiale, la préparation et le partage des repas, la stabilité, le sentiment de fierté et l'indépendance. La surpopulation des logements est liée au stress, l'anxiété, la dépression, l'insécurité alimentaire, les troubles du sommeil et une réussite scolaire moindre chez les enfants (Riva et autres, 2014; Centre de collaboration nationale de la santé autochtone, 2017; Riva et autres, 2020; Reed et autres, 2024). Le manque d'accès au logement ou la mauvaise qualité des logements sont également associés à un risque accru de violence, de toxicomanie et de suicide (Comité permanent des affaires autochtones et du Nord, 2018; Loppie et Wien, 2022; Reed et autres, 2024). Un participant aux entretiens a souligné comment un environnement domestique malsain ou une maladie chronique résultant de mauvaises conditions de logement peuvent contribuer au présentisme, ce qui signifie que les membres de la communauté peuvent aller au travail ou à l'école, mais ne pas être aussi engagés ou productifs parce qu'ils ne se sentent pas bien.

FIGURE 3 :

Les mauvaises conditions de logements entraînent diverses conséquences.





Jusqu'à tout récemment, une famille habitait cette maison infestée de moisissure, photographiée le 23 avril 2024 à Janvier, en Alberta. La Nation Métisse de Chard s'est associée à Cenovus Energy Inc. pour réaliser des travaux de rénovation essentiels dans la communauté. (Amber Bracken/La Presse Canadienne)

De plus, bon nombre des mêmes problèmes qui lient le logement à de mauvais résultats en matière de santé sont également présents dans les écoles et les services de garde d'enfants desservant les communautés autochtones, ce qui exacerbe encore plus les risques disproportionnés pour la santé auxquels font face les jeunes autochtones (Partenariat canadien pour la santé des enfants et l'environnement, 2024; Partenariat canadien pour la santé des enfants et l'environnement et Association canadienne de droit et société, 2024). Vivre ces répercussions à la fois à la maison et à l'école signifie que de nombreux enfants autochtones passent la majeure partie de leur enfance dans des espaces intérieurs qui nuisent à leur santé plutôt que de la favoriser.

Des logements de mauvaise qualité peuvent également exposer les communautés à des risques environnementaux, tels que le gaz radon, qui est la principale cause de cancer du poumon chez les non-fumeurs au Canada (Santé Canada, 2025). Le risque d'exposition peut être accru dans les logements mal construits ou mal situés en raison de facteurs tels qu'une ventilation inadéquate, des fissures dans les murs de fondation ou les dalles de plancher, des interstices autour des tuyaux de service, des poteaux de soutien, des battants de fenêtre et des siphons de sol (Larcombe et autres, 2022; Orr et autres, 2024; Santé Canada, 2025). Parallèlement, des logements plus étanches et plus écoénergétiques peuvent aggraver par inadvertance l'exposition au radon en emprisonnant le gaz à l'intérieur et en réduisant le renouvellement de l'air. L'intégration de mesures d'atténuation du radon pendant la construction peut prévenir les concentrations plus élevées et devrait être une priorité dans les nouvelles constructions.

Les coûts des soins de santé liés au logement ne sont pas évalués

Les problèmes de santé liés au logement dans les communautés autochtones demeurent une lacune politique critique et sous-estimée au Canada, et les coûts s'accumulent. Il existe des coûts directs, tels que les hospitalisations, les visites chez le médecin et aux urgences, les médicaments, ainsi que des coûts indirects, comme la perte de productivité, le temps consacré aux soins par les proches et les répercussions sur la santé mentale. Des études suggèrent que ces coûts indirects sont estimés à peu près égaux ou supérieurs aux coûts directs (Hostland, 2015; Ismaila et autres, 2019).

Les participants aux entretiens ont expliqué que de nombreuses communautés autochtones ou personnes des Premières Nations, Inuites et Métisses vivant dans des régions plus rurales ou éloignées n'ont pas accès à des services de santé à proximité, ce qui les oblige à effectuer des déplacements coûteux et souvent perturbateurs vers les centres urbains pour recevoir des soins de base. Il est également bien documenté que le racisme et la discrimination systémiques au sein du système de santé contribuent à des expériences de soins inaccessibles, incomplets et dangereux (Barbo et Alam, 2024).

Les conséquences disproportionnées sur la santé subies par les peuples autochtones en raison de logements inadéquats exercent une forte pression non seulement sur les personnes et les familles concernées, mais aussi sur le système de santé et les ressources disponibles. Une étude comparant les taux d'hospitalisation pour maladie respiratoire a révélé que les taux étaient 1,9 fois plus élevés chez les Métis, 2,1 fois plus élevés chez les Premières Nations vivant hors réserves, 3,3 fois plus élevés chez les Premières Nations vivant dans une réserve et 2,7 fois plus élevés chez les Inuits que chez les Canadiens non autochtones (Carrière et autres, 2016).



Les nourrissons Inuits présentent certains des taux les plus élevés d'admissions à l'hôpital en raison d'infections des voies respiratoires inférieures, pour lesquelles une mauvaise ventilation et un surpopulation sont des facteurs contributifs (Banerji et autres, 2001; Banerji et autres, 2009; Banerji et

Les Autochtones étant surreprésentés dans la population itinérante du Canada par un facteur de 10, les personnes en situation d'itinérance étant admises à l'hôpital jusqu'à cinq fois plus souvent que la population générale.

autres, 2013; Banerji et autres, 2016). Le coût total par hospitalisation pour une infection des voies respiratoires inférieures peut varier de 23 203 \$ au Nunavik (Québec) à 63 686 \$ dans la région de Kivalliq (Nunavut) (Banerji et autres, 2013). Les estimations montrent également que le coût moyen pour le système de santé de la prise en charge d'un cas de tuberculose au Canada est de 17 506 \$, bien que les coûts puissent atteindre 131 780 \$ dans certains cas (Campbell et autres, 2022). Les peuples autochtones présentent également des taux de tuberculose disproportionnellement élevés, en partie à cause de logements inadéquats, ce qui contribue à des inégalités en matière de santé et à des coûts élevés des soins de santé (Agence de la santé publique du Canada, 2024).

Le manque de logement peut également contribuer à des tensions sur le système de santé liées à l'itinérance, les Autochtones étant surreprésentés dans la population itinérante du Canada par un facteur de 10, les personnes en situation d'itinérance étant admises à l'hôpital jusqu'à cinq fois plus souvent que la population générale (Centre de collaboration nationale de la santé autochtone, 2017).

« Il en coûte environ dix fois plus cher de traiter un cancer du poumon que de réduire le radon dans les habitations, sans compter les frais de déplacement supplémentaires pour les communautés du Nord ou éloignées. » —Darius Mali, Ingénieur senior, C-NRPP certifié en mesure et atténuation du radon, Geosyntec Consultants

Les bienfaits potentiels pour la santé et les économies de coûts associés aux logements écoénergétiques sains ne sont pas évalués, malgré les recherches démontrant que le logement est un facteur essentiel de la santé et du bien-être des Autochtones. Le développement de logements écoénergétiques sains peut aider à résoudre les problèmes de santé décrits dans le présent rapport en améliorant la ventilation, en modernisant les systèmes de chauffage et en effectuant la transition vers des énergies propres, mais les économies réalisées par la suite en coûts de soins de santé ne sont ni mesurées ni prises en compte comme un résultat des projets de logement ou des programmes de financement associés (Riva et autres, 2014; Centre de collaboration nationale de la santé autochtone, 2017; Indigenous Clean Energy, 2021). Les participants ayant de l'expérience dans l'accès à différents programmes de financement ont souligné que « ce qui est mesuré est pris en compte », tout en expliquant que les exigences en matière de rapports pour ce qui est mesuré sont souvent rigoureuses et très spécifiques. Cette approche limitée ne reflète pas les avantages réels et les économies de coûts associés à des logements écoénergétiques sains qui découlent de l'offre de logements de meilleure qualité.

Les participants à notre rassemblement virtuel sur les logements écoénergétiques sains en novembre 2024 ont également souligné l'importance du partage d'expériences pour souligner les avantages holistiques liés aux logements écoénergétiques sains : les récits sont essentiels pour donner vie aux projets de logements et démontrer leur valeur, en plus des indicateurs quantitatifs.



Risques climatiques et lacunes énergétiques


À mesure que les effets des changements climatiques continuent de s'intensifier, les Premières Nations, les Inuits et les Métis sont en première ligne, subissant et affrontant activement les conséquences de ce phénomène. Alors que la pression monte pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, il existe un besoin parallèle de logements dans les communautés autochtones qui peuvent s'adapter efficacement à un climat en mutation. Cependant, l'importance des considérations climatiques et énergétiques, comme la construction de logements autochtones écoénergétiques et utilisant des sources d'énergie propres, continue d'être négligée. En fait, construire des logements en tenant compte de ces considérations est souvent considéré comme plus coûteux et en conflit avec le besoin de construire plus de logements à moindre coût (Wale et autres, 2024). Ce point de vue ne tient pas suffisamment compte de la gravité des répercussions des changements climatiques sur le logement des Autochtones, ni de la valeur de l'efficacité énergétique et des projets d'énergie propre comme solutions.

Les changements climatiques sont un problème croissant pour le logement des populations autochtones

Bon nombre des défis liés à un logement inadéquat, tels que la mauvaise qualité de l'air intérieur, la prolifération de moisissures et les difficultés de régulation de la température, seront amplifiés par la fréquence et la gravité accrues des incendies de forêt, des précipitations, des inondations, des vagues de chaleur et d'autres événements induits par les changements climatiques.


Les peuples autochtones sont touchés de manière disproportionnée par les effets des changements climatiques (Wale et autres, 2024), et le temps et le financement nécessaires pour coordonner l'atténuation des risques et la planification du logement posent un défi supplémentaire.

Plusieurs participants ont également exprimé leurs inquiétudes quant à la pénétration de la fumée des feux de forêt dans les habitations, un phénomène qui devrait s'aggraver dans le contexte des changements climatiques. Les logements mal construits et vétustes présentent un taux d'infiltration des fumées de feux de forêt plus élevé, exposant les occupants aux polluants atmosphériques et entraînant des taux plus élevés d'hospitalisation et de visites aux urgences (Barn, 2014; Chen et autres, 2021).



Carrol Johnston se tient à l'endroit où se trouvait sa maison avant qu'un incendie de forêt ne la détruise, dans l'établissement Métis d'East Prairie, en Alberta, le 4 juillet 2023. (Jeff McIntosh/ La Presse Canadienne)





Des résidents passent en voiture devant un bâtiment qui s'est affaissé en raison de problèmes liés au dégel du pergélisol, à Nain, T.-N.-L., le 12 mai 2023. (Darren Calabrese/La Presse Canadienne)

Les personnes interrogées ont également évoqué les difficultés liées à la régulation de la température, expliquant que, dans le Nord en particulier, le manque de ventilation passive, de moustiquaires et de climatisation rend difficile la gestion des conditions plus chaudes. Un autre participant a indiqué que, dans sa communauté, la hausse des températures a entraîné une augmentation des cas de coups de chaleur.

Le manque de systèmes de refroidissement lors d'épisodes de chaleur extrême peut également provoquer une augmentation des hospitalisations, des complications pour la santé et de la mortalité, comme on l'a constaté lors du dôme de chaleur de 2021 dans l'Ouest canadien, qui a causé plus de 600 décès liés à la chaleur (Service des coroners de la Colombie-Britannique, 2022; Beugin et autres, 2023; Kantamneni et Haley, 2024).

Les participants ont également évoqué les conséquences du dégel du pergélisol et de l'érosion côtière, et une personne interrogée a indiqué que les habitants de sa communauté ont été contraints de déménager en raison de l'érosion et des inondations. De même, le rapport *Adapt Nunatsiavut : An Inuit Approach to Climate Change Mitigation and Adaptation (2025) [S'adapter Nunatsiavut : Une approche inuite de l'atténuation et de l'adaptation aux changements climatiques - en anglais seulement]* souligne que le dégel du pergélisol entraîne une instabilité des sols et la déstabilisation des bâtiments et autres infrastructures, ce qui pose des risques urgents pour la sécurité des logements, la résilience des communautés et, en fin de compte, la santé. De plus, les changements climatiques peuvent exacerber le risque lié au radon dans les régions du Nord, où le dégel du pergélisol crée des sols plus poreux, facilitant ainsi la circulation des gaz (Rathebe et autres, 2025).

Sans suffisamment de temps et de financement pour intégrer les évaluations des risques dans la planification des logements, les communautés risquent de devoir construire sans avoir une connaissance précise des zones touchées par le dégel du pergélisol ou d'autres dangers, ce qui entraîne la construction de nouveaux logements dans des zones de vulnérabilité climatique accrue.

Non seulement les logements actuels sont mal adaptés aux risques climatiques et à l'atténuation des émissions, mais le secteur de la construction résidentielle lui-même est également vulnérable aux variations extrêmes liées aux changements climatiques. Comme l'a mentionné un participant aux entretiens, avec le raccourcissement des saisons des routes d'hiver chaque année, le transport de carburant et de matériaux de construction vers les communautés est devenu de plus en plus difficile. Une autre personne a décrit comment, au cours des dernières années, la sécheresse a réduit le niveau d'eau du fleuve Mackenzie à un point tel qu'elle a empêché les barges de transporter des matériaux de construction.





Alfred Higginbottom, de la bande Skuppah, un gouvernement des Premières Nations Nlaka'pamux, observe un incendie de forêt qui brûle sur le flanc d'une montagne à Lytton, en Colombie-Britannique, le 1^{er} juillet 2021. (Darryl Dyck/La Presse Canadienne)

Durant les saisons plus chaudes, les feux de forêt peuvent également perturber le transport des matériaux nécessaires à la construction, à la réparation et à l'entretien des logements existants et neufs. Cela a une incidence sur l'approvisionnement et la mise en oeuvre de logements, soulignant que les répercussions des feux de forêt ne se limitent pas aux évacuations et à la destruction de l'environnement construit existant. Les Autochtones sont 30 fois plus susceptibles d'être touchés par les feux de forêt que les Canadiens non autochtones et sont plus susceptibles de subir des conséquences néfastes sur leur santé (Ressources naturelles Canada, 2024a). Ces événements défavorables viennent s'ajouter aux difficultés de longue date en matière d'infrastructures auxquelles sont confrontées les communautés autochtones éloignées.

Les projets d'efficacité énergétique et d'énergie propre sont traités comme des éléments accessoires

« Beaucoup de groupes... sont très intéressés par l'efficacité énergétique et croient en sa valeur pour les logements abordables. Mais si je dois choisir entre la réalisation d'un projet et l'accès à un logement pour une personne, plutôt que de maximiser l'efficacité énergétique que je peux inclure, je dois donner la priorité à fournir un logement... c'est notre réalité. » —Sheldon Pollett, directeur général, Raising the Roof

Alors que les changements climatiques amplifient les risques, les ménages confrontés à des pertes ou des fuites de chaleur, à une mauvaise isolation, à des systèmes de chauffage et d'eau chaude inefficaces et à des fenêtres brisées doivent dépenser davantage pour chauffer et refroidir leurs logements, ce qui exacerbe leurs difficultés financières et renforce la précarité énergétique (Indigenous Clean Energy, 2021). Malgré la nécessité d'aborder l'efficacité énergétique du point de vue du bien-être, des coûts et de la réduction des émissions, les programmes d'efficacité énergétique ou les mises à niveau sont souvent considérés par les bailleurs de fonds et les agences gouvernementales comme distincts du logement, voire comme un simple ajout, au lieu d'être intégrés dès la conception, la planification et la construction.



Cela place de nombreuses communautés autochtones dans une situation où elles doivent prioriser les projets d'efficacité énergétique et d'énergie propre par rapport à d'autres priorités urgentes, y compris la santé et le logement, plutôt que d'être habilitées à adopter une approche coordonnée. Les participants aux entretiens ont discuté des défis liés à l'intégration de l'efficacité énergétique ou de l'énergie propre dans les initiatives de logement, en soulignant que, bien qu'ils voient une grande valeur dans ces projets, il peut être difficile d'accorder la priorité à leur mise en œuvre ou de convaincre les propriétaires de les mettre en œuvre. Cela peut être particulièrement vrai dans le contexte d'autres besoins pressants au sein de la communauté, lorsque les financements et autres ressources sont limités. Dans certaines communautés, il peut être difficile de justifier les dépenses consacrées aux projets énergétiques lorsque le besoin en nouveaux logements est très important, et que ces projets sont considérés et financés comme des initiatives distinctes. Un participant a souligné que, pour sa communauté, la réalité est que s'ils doivent choisir entre construire un logement pour un membre de la communauté et maximiser l'efficacité énergétique, ils doivent donner la priorité à la mise en œuvre d'un logement.

Outre les problèmes d'efficacité énergétique, certaines communautés autochtones restent dépendantes du diesel pour alimenter leurs logements, ce qui est non seulement plus coûteux pour les consommateurs que les énergies renouvelables, mais contribue également aux émissions de gaz à effet de serre et à la pollution atmosphérique (Lovekin et Heerema, 2019). Les participants aux entretiens ont souligné que les communautés autochtones sont prêtes et désireuses de faire avancer des solutions énergétiques abordables et propres, mais que les obstacles financiers, politiques et de capacité continuent d'entraver l'action. Un des participants aux entretiens a évoqué le potentiel des pompes à chaleur dans les logements individuels pour aider à maintenir des températures sécuritaires. Cependant, les coûts initiaux élevés, même avec les subventions disponibles, sont bien au-delà des moyens de nombreuses personnes et communautés, surtout lorsqu'ils sont considérés comme des priorités distinctes de la santé et du logement.

Bien que la plupart des maisons à Inukjuak, au Québec, soient passées au chauffage électrique, la communauté a toujours besoin de financement pour convertir le reste, comme celle-ci, vue avec un réservoir de diesel à l'extérieur. (Photo gracieuseté d'Aphrodite Salas/Université Concordia)



ÉTUDE DE CAS :

Logements écoénergétiques sains et l'asthme

« Nos logements contiennent des déclencheurs qui pourraient exacerber nos symptômes d'asthme. La qualité de l'air intérieur est souvent négligée alors qu'en fait, c'est un facteur essentiel pour la prise en charge de l'asthme » —Jeffrey Beach, PDG d'Asthma Canada


Au Canada, l'asthme est la troisième maladie chronique la plus courante et la principale cause d'hospitalisations chaque année, comptant plus de 80 000 visites aux urgences chaque année (Asthma Canada, 2024). Chez les Premières Nations, les Inuits et les Métis, la prévalence de l'asthme est environ 40 % plus élevée que chez les Canadiens non autochtones (Asthma Canada, 2021). Le risque d'asthme augmente dans les logements surpeuplés, présentant des moisissures ou une accumulation d'humidité, une mauvaise qualité de l'air intérieur due à la fumée et à d'autres polluants, ainsi qu'un manque de ventilation et de systèmes de filtration d'air adéquats (Centre de collaboration nationale de la santé autochtone, 2017; Chen et autres, 2021; Climate Central, 2023). Une étude menée en 2019 a montré qu'après avoir déménagé dans un logement de meilleure qualité, les participants Inuits ont signalé une réduction significative de leur détresse psychologique et étaient moins susceptibles de présenter des symptômes liés à l'asthme (Riva et autres, 2019).

À l'échelle mondiale, les coûts directs et indirects associés à l'asthme sont parmi les plus élevés pour les maladies chroniques en raison de l'utilisation importante des soins de santé et des répercussions physiques, mentales, sociales et professionnelles qui y sont associées (Bahadori et autres, 2009; Ismailia et autres, 2013). Au Canada, l'asthme est la principale cause d'absentéisme scolaire et la troisième cause de perte de productivité au travail (Ismailia et autres, 2013).

En 2020, le total des coûts directs prévus de l'asthme au Canada était estimé à 1,3 milliard de dollars par an, les coûts indirects étant encore plus élevés, à 1,71 milliard de dollars par an (Ismailia et autres, 2019). Le coût de l'asthme au Canada devrait atteindre 4,2 milliards de dollars par an d'ici 2033 (Asthma Canada, 2024). Dans sa thèse de doctorat, Craig Rodney Hostland estime qu'au Canada, le total des coûts directs, indirects et externes associés à la non-rénovation des logements des personnes asthmatiques (atteintes d'asthme sévère et persistant) touchées par les moisissures et l'humidité est estimé à 1,2 milliard de dollars par an (Hostland, 2015). L'analyse des coûts prévoit également que les programmes de rénovation pourraient générer environ 800 millions de dollars d'économies annuelles.

Bien que les estimations du fardeau économique et des économies de coûts pour les Premières Nations, les Inuits et les Métis asthmatiques ne soient pas disponibles, il est clair que l'amélioration du logement pour les Autochtones permettrait de réduire les déclencheurs et les symptômes de l'asthme, de réduire les coûts directs et indirects des soins de santé causés par l'asthme et d'alléger considérablement la pression exercée sur le système de santé. Le déploiement de logements écoénergétiques sains dans les communautés autochtones peut directement contribuer à la prévention et à la prise en charge de l'asthme et est particulièrement important étant donné que les Premières Nations, les Inuits et les Métis sont touchés de façon disproportionnée par l'asthme, en partie à cause des conditions de logement parmi les plus insalubres et les plus inadéquats du pays. Les communautés autochtones sont également confrontées à des répercussions plus importantes des changements climatiques, qui devraient augmenter les coûts liés à l'asthme en augmentant leur exposition à des facteurs déclenchants tels que la fumée de feux de forêt, les allergènes et les moisissures après des inondations (American Lung Association, 2019; Climate Central, 2023).





Richard Joseph, conseiller en efficacité énergétique agréé, procède à inspecter un poêle à bois pendant une évaluation ÉnerGuide simulée dans une maison de la bande de Penticton, lors de la première séance sur place du programme Project Accelerator d'Indigenous Clean Energy en mai 2025. (Kayla Fayant/ICE)

4

Obstacles institutionnels à des logements sains

Les lois, les politiques, les pratiques institutionnelles et les processus de gouvernance façonnent et structurent les déterminants sociaux de la santé (Balestry, 2025). Dans le contexte du logement, les peuples autochtones vivent sur leurs terres selon des modes de vie saisonniers depuis des temps immémoriaux, mais les politiques coloniales, notamment les déplacements forcés et l'établissement de réserves, ont bouleversé ces modes de peuplement et le bien-être général des communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis (Shared Value Solutions, 2024).

La crise du logement inadéquat persiste depuis des générations, alimentée par les inégalités et le sous-financement cyclique (Kovesi et autres, 2022; Orr et autres, 2024). Alors que 5,7 % de la population non autochtone du Canada vit dans des logements nécessitant des réparations majeures, ces conditions touchent environ 19,7 % des Premières Nations, 26,2 % des Inuits et 10 % des Métis (Statistique Canada, 2022).

Malgré le besoin urgent d'améliorer les conditions de logement des Autochtones et de mettre en œuvre des programmes de logements écoénergétiques sains, des obstacles institutionnels à l'action persistent. Il est essentiel de relever ces défis de manière plus holistique pour élaborer des solutions concrètes et coordonnées.



FIGURE 4 :

Les peuples autochtones vivent de façon disproportionnée dans des logements en mauvais état.

Pourcentage de la population vivant dans des habitations qui nécessitent des réparations majeures

Source:

Statistique Canada, 2022



Responsabilité fragmentée

« Chacun détient une partie de la solution en matière de logement et si nous travaillons ensemble, nous pouvons coordonner nos efforts... cela nous libère de l'obligation de devoir tout faire pour tout le monde. » —Travis Seymour, directeur général du Fonds pour les logements du marché destinés aux Premières Nations

Les responsabilités liées aux logements écoénergétiques sains au Canada sont complexes et varient en fonction des distinctions entre les Premières Nations, les Inuits et les Métis, notamment : les contextes hors réserves et dans les réserves, les cadres ou ententes de gouvernance propres à la communauté ou au pays et les différences régionales (Shared Value Solutions, 2024). Les gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux, municipaux et autochtones de partout au Canada participent tous, à des degrés divers, à des initiatives en matière de santé, d'énergie et de logement, ce qui ajoute à la complexité de la situation. Cette fragmentation peut entraver l'intégration des politiques, alourdir les charges administratives et bureaucratiques et créer des obstacles aux synergies entre la santé, l'énergie et le logement des Autochtones. De plus, pour les communautés et les organisations autochtones qui cherchent à naviguer dans le paysage des politiques pour servir leurs intérêts autodéterminés, ces complexités peuvent créer un niveau d'incertitude quant aux responsabilités gouvernementales en matière de logement autochtone.



Le morcellement des responsabilités gouvernementales mène à des solutions mal coordonnées

“Awayr di bon rilasyon di travayl avek li zotoriti di munisipal dju governmen si tinporten paski si kon a paw saw, y la tolten di burokrasi, y la tolten di obstak.”
—Will Goodon, Minist di Lojmen ipi di la Propriyiti Minajmen, Federasyon Di Michif dju Manitoba (langue michif, dialecte français)

« Entretenir de bonnes relations de travail avec les administrations municipales est essentiel, car sans cela, on se heurte constamment à la bureaucratie et à des obstacles. » —Will Goodon, ministre du Logement et de la Gestion immobilière, Fédération Métisse du Manitoba

Les participants aux entretiens, issus de diverses communautés et organisations autochtones, ont noté que tous les paliers de gouvernement sont impliqués, à des degrés divers, dans les domaines du logement et de la santé. Un participant a décrit la situation comme un casse-tête dont chaque pièce est détenue par une entité différente, certaines pièces étant redondantes au lieu de s'emboîter. Plusieurs autres participants ont confirmé que la communication entre les différentes agences gouvernementales et les différents paliers de gouvernement n'est pas toujours garantie ni fiable. Au niveau fédéral seulement, les responsabilités liées à la santé, à l'énergie et au logement des Autochtones sont réparties entre Services aux Autochtones Canada, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, Logement, Infrastructures et Collectivités Canada, Environnement et Changement climatique Canada, Santé Canada et l'Agence de la santé publique du Canada.

La Couronne entretient une relation fiduciaire avec les peuples autochtones du Canada, bien que la manière dont cette relation se manifeste concrètement dans le contexte des politiques de santé, d'énergie et de logement pour les Premières Nations, les Inuits et les Métis soit moins claire (Hurley, 2000). En 2016, la Cour suprême a confirmé que les Métis et les membres des Premières Nations non inscrites relèvent de la compétence fédérale, confirmant ainsi la responsabilité constitutionnelle du gouvernement fédéral à l'égard de ces groupes (Cour suprême du Canada, 2016). Cependant, nombreux sont ceux qui ont critiqué le manque d'action, notamment un participant Métis interrogé qui a déclaré que les progrès étaient lents. De même, des groupes comprenant l'Assemblée des Premières Nations (APN) ont caractérisé le sous-financement des logements des Premières Nations et l'existence d'un déficit d'infrastructures des Premières Nations comme un échec des obligations fiduciaires actuelles du Canada aux obligations fiduciaires existantes du Canada (LeBlanc et autres, 2023). En 2023, plus de 100 Premières Nations ont intenté des recours collectifs contre le Procureur général du Canada pour manquement à ses obligations fiduciaires, à l'honneur de la Couronne et à la Charte canadienne des droits et libertés en omettant de régler la crise du logement dans les réserves (McCarthy Tétrault, 2025). Un participant aux entretiens a noté que l'inadéquation persistante des logements dans les réserves a contribué à une migration importante des membres de la communauté vers des zones urbaines, perturbant davantage la cohésion communautaire et perpétuant les modèles coloniaux de déplacement.

Le niveau d'implication du gouvernement fédéral dans le logement, la santé et l'énergie des Autochtones varie selon les portefeuilles et selon les identités et les régions autochtones. De manière générale, le gouvernement du Canada offre des programmes et des services de logement aux membres des Premières Nations inscrites et vivant dans une réserve (Shared Value Solutions, 2024).

Pour les Inuits et les Métis, le contexte de l'intervention fédérale est différent. Bien que le Canada ait joué un rôle historique dans le logement des Inuits, ces responsabilités ont été transférées à d'autres paliers



de gouvernement, le rôle du gouvernement fédéral se limitant largement à l'octroi de financement (Dyck et Patterson, 2017). Dans l'ensemble du l'Inuit Nunangat, les autorités en matière de logement (souvent aux niveaux provincial et territorial) jouent un rôle important dans la prestation des programmes de logement (Shared Value Solutions, 2024). Un participant aux entretiens des Territoires du Nord-Ouest a indiqué que plus de fonds tendent à être alloués aux Premières Nations, aux Inuits et aux Métis avec des revendications territoriales résolues ou des ententes d'autonomie gouvernementale, et que les personnes coincées dans le processus de revendication territoriale pourraient ne pas avoir accès au même montant de financement pour les programmes de santé et de logement.

De même, le gouvernement fédéral soutient le logement des Métis par le biais de partenariats et d'accords spécifiques avec divers groupes Métis, leur permettant de servir leurs propres citoyens (Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada, 2021; Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada, 2022).

Le gouvernement fédéral apporte également un soutien financier à des initiatives énergétiques autochtones partout au Canada, en particulier dans les communautés autochtones éloignées et dépendantes du diesel, qui sont isolées des grandes infrastructures énergétiques du Canada (Ressources naturelles Canada, 2025).

Le logement des Autochtones en milieu urbain se caractérise par une ambiguïté juridictionnelle historique, ce qui a donné lieu à une mosaïque de réponses gouvernementales présentant d'importantes lacunes.

De manière générale, le logement des Autochtones en milieu urbain se caractérise par une ambiguïté juridictionnelle historique, ce qui a donné lieu à une mosaïque de réponses gouvernementales présentant d'importantes lacunes (Breton, 2020). L'existence de ces lacunes a été soulignée par plusieurs participants aux entretiens, qui ont déclaré que diverses organisations sans but lucratif ou autres interviennent souvent pour servir les communautés autochtones urbaines et travailler à répondre à leurs besoins en matière de logements écoénergétiques sains.

À l'instar du secteur du logement, le gouvernement fédéral contribue au soutien de la santé des Autochtones en partenariat avec d'autres ordres de gouvernement. Un domaine où les responsabilités diffèrent pour les peuples autochtones est le principe de Jordan, qui vise à garantir que les enfants des Premières Nations aient accès aux services de santé nécessaires, quel que soit le gouvernement concerné (c'est-à-dire

provincial, territorial ou fédéral) et que les questions de compétence soient réglées ultérieurement, afin que la santé des enfants ne soit pas compromise par des processus bureaucratiques (Services aux Autochtones Canada, 2025).

Il est important de noter, toutefois, que Services aux Autochtones Canada (SAC) a mis à jour les critères d'admissibilité au titre du principe de Jordan en 2025, afin d'exclure l'achat, la construction et la rénovation structurelle d'un logement (First Nations Health Consortium, 2025). Cette exclusion démontre à quel point les modèles de financement actuels ne reflètent pas les visions autochtones du monde, où le logement est étroitement lié au bien-être et à la protection de l'enfance. Pour les Métis, les Premières Nations vivant hors réserves et les Premières Nations non inscrites, les services et les prestations de santé sont généralement fournis par les provinces et les territoires, qui offrent des services de santé universellement accessibles et assurés par le régime public à tous les résidents (Services aux Autochtones Canada, 2024).

La responsabilité des administrations municipales et locales en ce qui concerne les logements écoénergétiques sains dans les communautés autochtones est encore plus variable à l'échelle du Canada, certaines agissant comme des partenaires solides et d'autres n'étant pas véritablement impliquées. Lors des entretiens, les participants ont généralement convenu que l'orientation générale relative aux initiatives en matière de logement et d'énergie provient des paliers fédéraux, provinciaux



et territoriaux, suivis par les municipalités. De manière générale, les municipalités étaient considérées comme de solides alliées pour le logement des Autochtones en milieu urbain, ou avec les Nations autochtones et les communautés ne disposant pas de terres de réserve.

Un thème récurrent dans tous les entretiens était que, au fil du temps, le gouvernement fédéral a délégué plus de responsabilités aux provinces et aux territoires, avec des degrés de succès variables. Certains participants ont perçu ce transfert comme un désengagement du gouvernement fédéral et ont décrit les difficultés supplémentaires rencontrées, notamment de nouvelles couches de bureaucratie et un manque de clarté quant à la localisation des ressources disponibles et à la meilleure façon d'y accéder. Un participant a également exprimé sa crainte que, si les engagements fédéraux évoluent en fonction des priorités des mandats politiques, cela pourrait aussi influencer les mandats provinciaux. De plus, tant l'analyse documentaire que les entretiens ont mis en évidence l'existence de cloisonnements similaires à ceux du gouvernement fédéral en matière de politiques de santé, d'énergie et de logement, aux niveaux provinciaux et territoriaux.

La bureaucratie nuit à la santé, à l'énergie et au logement

« Nous ne pouvons pas aborder le changement climatique de manière holistique si nous le cloisonnons. » —Cole Chrétien, analyste des politiques environnementales, Nation Métis de la Saskatchewan

Le cloisonnement des compétences juridictionnelles nuit à l'intégration de la santé, de l'énergie, du logement et de la résilience aux changements climatiques, piliers fondamentaux du bien-être durable des communautés. Les personnes interrogées et les recherches existantes soulignent constamment cette fragmentation comme un obstacle majeur pour les communautés autochtones.

Malgré des preuves bien documentées que le logement est un déterminant social important de la santé, les politiques et les programmes ne reflètent souvent pas cette réalité. Les participants aux entretiens ont souligné qu'un logement sécuritaire, stable et sain est fondamental pour améliorer les

Lors du rassemblement virtuel sur les logements écoénergétiques et sains, les participants ont identifié le cloisonnement des approches de financement actuelles comme le principal obstacle à la mise en œuvre de ces logements (64 % des votes).

Les changements climatiques contribuent à l'élévation du niveau de la mer et à l'affaissement des terres à mesure que le pergélisol dégèle, menaçant la collectivité arctique de Tuktoyaktuk, aux T.N.-O., photographiée ici le 8 août 2009. (Rick Bowmer/Associated Press)



résultats dans un large éventail de domaines, notamment le bien-être des enfants, la santé mentale et physique, le niveau d'éducation, l'emploi, les liens sociaux et le bien-être général de la communauté.

Les coûts d'investissement initiaux des logements écoénergétiques sains ne devraient pas être perçus comme étant supérieurs aux économies systémiques et aux avantages holistiques à long terme d'une relation intégrée entre l'efficacité énergétique, la qualité du logement et la santé.

Les participants ont partagé des exemples concrets de la manière dont les conditions de logement inférieures aux normes augmentent la pression sur les systèmes de santé et sociaux : des aînés entrant prématurément en établissement de soins de longue durée en raison de réparations inabordables de leur logement, la moisissure contribuant aux maladies respiratoires chroniques et à d'autres problèmes de santé, la fumée des feux de forêt aggravant les problèmes de qualité de l'air intérieur, et les coûts élevés des interventions d'urgence liées à une situation d'itinérance. Ces exemples soulignent le besoin urgent d'approches politiques qui reflètent l'interdépendance du logement, de la santé et de l'énergie, et qui soutiennent des solutions intégrées et axées sur la communauté.

« La moisissure, c'est le principal tueur dans notre communauté, je suis convaincu. » — Gary Wilson, président-directeur général de l'Aboriginal Housing Management Association (AHMA), membre du conseil d'administration de National Indigenous Collaborative Housing Inc., chef de la direction et directeur du développement économique de Tiičma Enterprises

Lors du rassemblement virtuel, l'un des thèmes importants identifiés par la majorité des participants a été la nature cloisonnée des approches de financement actuelles, notamment en ce qui concerne les budgets de santé. Au Canada, une part importante des dépenses en soins de santé est consacrée aux problèmes de santé des Autochtones liés à un logement inadéquat. Par exemple, en 2021, l'incidence de la tuberculose active était environ 450 fois plus élevée chez les Inuits, 54 fois plus élevée chez les Premières Nations et sept fois plus élevée chez les Métis que chez les personnes non-autochtones nées au Canada (Agence de la santé publique du Canada, 2024). La surpopulation et l'insalubrité des logements contribuent largement à cette disparité en matière de santé (Jetty, 2020). Les recherches montrent qu'accroître les investissements pour résoudre les problèmes liés au logement, tels que la moisissure, l'humidité et la surpopulation constitue un moyen efficace de réduire à la fois les symptômes respiratoires et la fréquence des consultations médicales urgentes (Hostland, 2015; Riva et autres, 2020).

« La perspective de profit influence parfois les décisions politiques. » — Michael Sadler, directeur général, First Nations Housing and Infrastructure Council

La fragmentation des responsabilités en matière de santé, d'énergie et de logement des Autochtones entre les différents paliers de gouvernement et organismes rend difficile l'accès des communautés et organisations autochtones au soutien dont elles ont besoin. Plusieurs participants ont fait part des difficultés rencontrées pour s'y retrouver dans les méandres de la bureaucratie, ce qui augmente les coûts administratifs et alourdit le fardeau des organisations autochtones, ralentissant ainsi l'accès aux fonds et à d'autres formes de soutien.

En fait, le Comité permanent des affaires autochtones et du Nord a indiqué que le transfert de fonds du gouvernement fédéral aux provinces ou territoires a créé des disparités en matière de soutien à travers le Canada (Comité permanent des affaires autochtones et du Nord, 2022). Les participants au rassemblement virtuel sur les logements écoénergétiques sains ont également signalé des incohérences dans les systèmes et les approches, même au sein des différents paliers et des divisions du gouvernement.



Les communautés et les organisations autochtones savent quelles solutions sont nécessaires, elles ont du mal à les mettre en œuvre lorsqu'elles sont confrontées à la redondance et à la lourdeur administrative des instances gouvernementales.

Inadéquation des programmes de financement avec les réalités autochtones

« Il existe un écart considérable entre les besoins réels et les fonds que le gouvernement a effectivement alloués ou s'est engagé à allouer. » — Travis Seymour, directeur général du Fonds pour les logements du marché destinés aux Premières Nations

Les types et les montants de financement offerts aux nations, communautés et organisations autochtones pour des logements écoénergétiques sains varient selon la région et au fil du temps. Les participants aux entretiens, familiers des processus d'accès au financement, ont expliqué que celui-ci est principalement acheminé par le gouvernement fédéral aux gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux. Ils ont souligné que les cycles électoraux et les changements de priorités du gouvernement fédéral peuvent influencer les offres de subventions au logement et d'autres formes de soutien.

Pour les Premières Nations, les Inuits et les Métis, la disponibilité du financement peut également varier selon que les communautés possèdent des terres de réserve, leurs propres structures de gouvernance et d'autres particularités liées à la manière dont elles sont reconnues par le gouvernement fédéral. Les programmes de financement ne tiennent souvent pas compte des besoins distincts de chaque communauté, adoptant plutôt une approche uniforme. De plus, les règles de financement limitent souvent la manière dont les ressources peuvent être utilisées, empêchant les communautés de rechercher des solutions novatrices ou de se concentrer sur les résultats plutôt que sur des activités spécifiques.

Des programmes incohérents, insuffisants et génériques qui ne tiennent pas compte des besoins particuliers

« Nous étions des experts en matière de logement avant l'arrivée de tous les colonisateurs. Nous nous sommes adaptés, sinon nous serions morts, et nous avons construit des logements résilients aux conditions géographiques des régions où nous vivions, et nous devons faire la même chose ici. » — Michael Sadler, directeur général, First Nations Housing and Infrastructure Council

Les politiques et les programmes administrés par les gouvernements au Canada appliquent souvent une approche uniforme ou pancanadienne aux peuples autochtones, qu'ils soient des Premières Nations, des Inuits ou des Métis. De plus, ces politiques et ces programmes ne tiennent souvent pas compte des besoins et des contextes spécifiques, tels que les différences géographiques, les traités et le fait que les communautés possèdent ou non des terres ou des réserves.

Dans certains cas, par exemple, le financement fédéral est accordé par le biais de programmes ciblés pour les Autochtones vivant à l'extérieur hors réserves. Cependant, un participant aux entretiens a indiqué que le financement pour les personnes vivant sur les terres de réserve est généralement



environ trois fois supérieur au financement disponible pour les Nations sans terres de réserve.

De plus, parmi les programmes de financement disponibles, il manque un soutien constant et à long terme nécessaire à la construction de logements écoénergétiques sains dans les communautés autochtones.

Un exemple concerne l'utilisation de stratégies de logement axées sur les distinctions, qui sont des plans de logement élaborés spécifiquement pour les Premières Nations, les Inuits et les Métis, reconnaissant leurs cultures, leurs droits et leurs besoins uniques. Bien que la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) reconnaisse que la Stratégie de logement pour les Autochtones en milieu urbain, rural et du Nord complète les stratégies de logement fondées sur la distinction existantes (Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2025b), plusieurs participants aux entretiens ont souligné que, selon leur expérience, les programmes de logement de la SCHL n'ont pas une approche fondée sur la distinction. Un participant a décrit la SCHL comme « un gros navire qui essaie de faire demi-tour sur place », en faisant référence à la lenteur avec laquelle l'organisation s'adapte ou modifie son approche.

Plusieurs participants aux entretiens et participants au rassemblement virtuel sur les logements écoénergétiques sains ont souligné l'importance des approches dirigées par des Autochtones pour l'élaboration de politiques et le financement. Ils ont encouragé l'octroi de fonds plus directement aux gouvernements, aux organisations et aux communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis, car ceux-ci sont les mieux placés pour identifier et répondre aux besoins des membres de leurs propres communautés. La *Stratégie de logement pour l'Inuit Nunangat* de 2019 du Comité du Partenariat entre les Inuits et la Couronne a également préconisé que les investissements soient versés directement aux Inuits (Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada 2019). Une telle approche pourrait permettre aux groupes des Premières Nations, des Inuits et des Métis d'élaborer des solutions adaptées à leurs besoins et à leur contexte particuliers.

“On spayr in pchi brin kan kon aten li mon Otokton obindon Aborijin...j’a di zinketchud di program di lojmen ki sa iti anonsi ayn kowp d’ani pawsi ki senb d’eyt rvenu a la manyayr pan-Otokton di fayr li safayr.” —Will Goodon, Minist di Lojmen ipi di la Propriyiti Minajmen, Federasyon Di Michif Dju Manitoba (langue michif, dialecte français)

« Nous sommes un peu perdus lorsque les termes « autochtone » ou « aborigène » sont utilisés... J’ai des inquiétudes concernant un programme de logement annoncé il y a quelques années qui semble revenir à la façon de faire panautochtone. » —Will Goodon, ministre du Logement et de la Gestion immobilière, Fédération Métisse du Manitoba

Les maisons construites dans les communautés des Premières Nations, des Inuits et des Métis ne sont souvent pas adaptées à la culture locale et ne favorisent pas un logement sain. Les participants aux entretiens ont partagé des exemples, notamment le fait que les maisons sur les réserves sont souvent construites très près les unes des autres en raison des exigences liées à l'accès aux infrastructures, à l'électricité et aux égouts. Dans le Nord, où la préparation des aliments traditionnels nécessite fréquemment une ébullition, les logements ne disposent souvent pas d'une ventilation adéquate dans la cuisine, ce qui augmente le risque de moisissures. Le manque d'autonomie en matière de logement et la conception de logements imposée, axée sur des modèles occidentaux, contribuent au stress psychologique (Stout, 2018).

En dépit de la dépendance à l'égard des logements financés par le gouvernement, les programmes de financement existants sont incohérents et insuffisants. Les participants au rassemblement virtuel sur



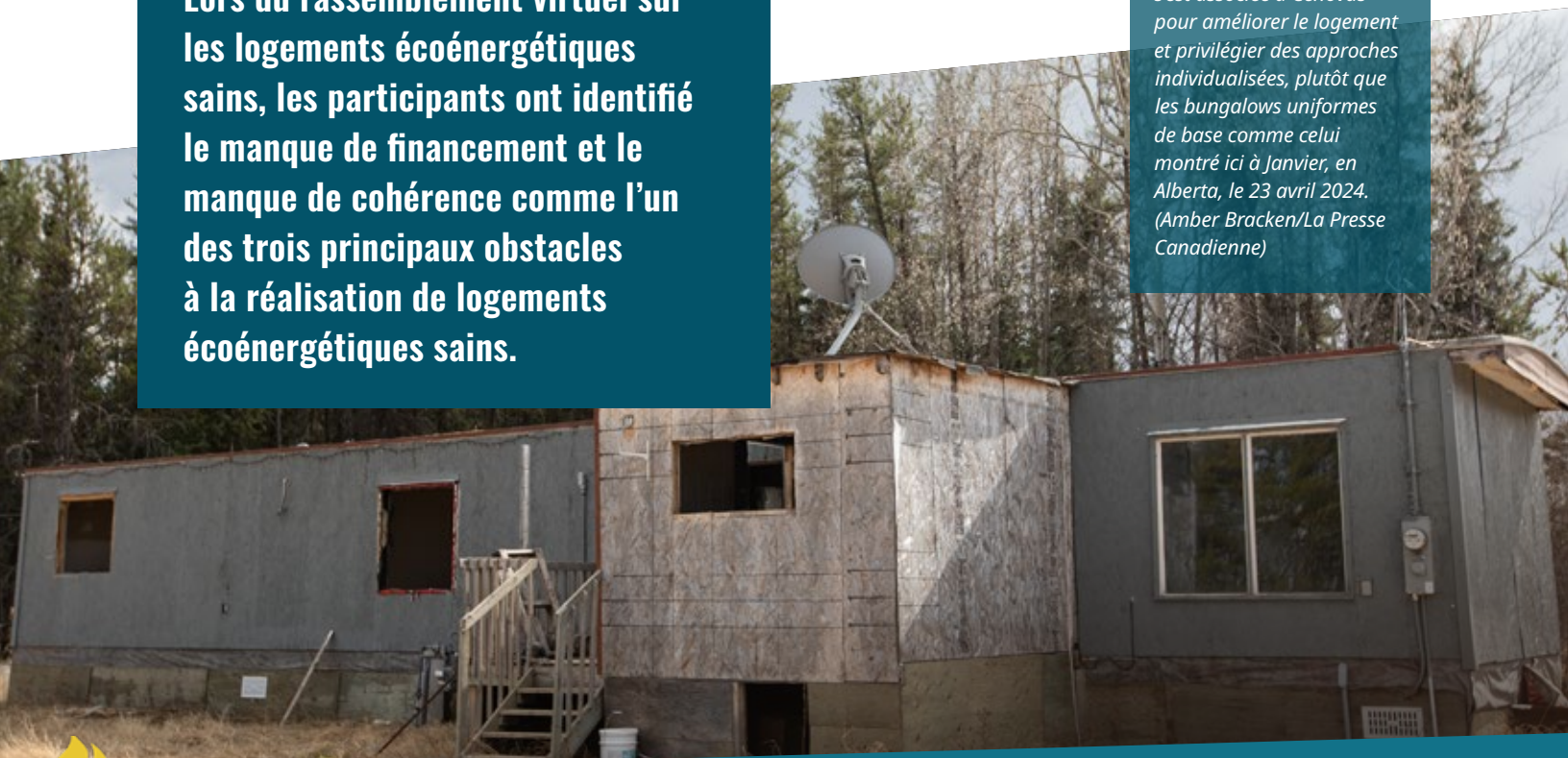
les logements écoénergétiques sains ont identifié ce point comme l'un des trois principaux obstacles à l'obtention de meilleurs résultats en matière de logements. Il a également été mentionné dans un certain nombre de rapports gouvernementaux. Par exemple, la *Stratégie de logement pour l'Inuit Nunangat* a déterminé que l'amélioration et l'entretien des logements au l'*Inuit Nunangat* nécessitaient des investissements stables, pluriannuels et à long terme. Dans leur rapport conjoint, l'APN et Services aux Autochtones Canada ont qualifié le système de financement actuel comme utilisant une approche « d'extinction des feux », accordant des fonds projet par projet, année après année, de manière fragmentaire, à la manière d'une intervention réactive pour éteindre des incendies (Assemblée des Premières Nations et Services aux Autochtones Canada, 2023). Le rapport 2022 du Comité permanent des affaires autochtones et du Nord, intitulé « Les effets de la pénurie de logements sur les peuples autochtones au Canada », a également repris ces recommandations, soulignant que le financement doit être à long terme, stable, prévisible et flexible (Comité permanent des affaires autochtones et du Nord, 2022). L'approche « extinction des feux » ne correspond pas aux besoins des communautés en matière de financement des opérations et de l'entretien, ni au besoin en capitaux fiables pour soutenir le développement durable, l'accessibilité financière des logements à long terme et l'efficacité énergétique (LeBlanc et autres, 2023).

« Nous avons besoin d'une approche de financement du logement autochtone qui soit axée sur l'équité et non sur la gestion des crises. » —Dre Julia Christensen, professeure agrégée, Département de géographie et de planification, Université Queen's

Malgré l'insuffisance des fonds alloués aux gouvernements autochtones, ceux-ci doivent néanmoins les utiliser et en rendre compte. Selon un participant aux entretiens qui travaille dans les communautés du Nord, cela fait perdre du temps, des ressources et des heures de travail aux gouvernements autochtones, qui sont contraints de recourir à des solutions de financement

Lors du rassemblement virtuel sur les logements écoénergétiques sains, les participants ont identifié le manque de financement et le manque de cohérence comme l'un des trois principaux obstacles à la réalisation de logements écoénergétiques sains.

La Nation Métisse de Chard s'est associée à Cenovus pour améliorer le logement et privilégier des approches individualisées, plutôt que les bungalows uniformes de base comme celui montré ici à Janvier, en Alberta, le 23 avril 2024. (Amber Bracken/La Presse Canadienne)



temporaires qui ne permettent pas de résoudre les problèmes sous-jacents. Les projets d'infrastructure, comme la construction de logements, exigent d'importants investissements en capital et des budgets pluriannuels glissants pour assurer l'exécution efficace des tâches de planification, de conception et de construction (Assemblée des Premières Nations, 2024).

En revanche, le Bureau de la vérificatrice générale du Canada a rapporté que la majeure partie du financement du SAC et de la SCHL était allouée à des projets « prêts à démarrer » ou pouvant être mis en œuvre rapidement (Bureau de la vérificatrice générale du Canada, 2024). Un participant aux entretiens a expliqué qu'il n'existe pas de projets « prêts à démarrer », car une communauté pourrait être prête à commencer les travaux et devoir attendre cinq ans avant de recevoir le financement. De plus, devenir « prêt à démarrer » nécessite des capitaux et une capacité de personnel considérables avant même que le financement ne soit accordé.

La nature du financement pose également problème pour les communautés autochtones, car elle oblige de nombreuses Nations et organisations à se faire concurrence pour obtenir un financement qui, en fin de compte, reste insuffisant pour répondre aux besoins en matière de logement. Entre 2018 et 2023, ASC et la SCHL ont dépensé 3,86 milliards de dollars en logements pour les Premières Nations. Sur ce montant, seulement 905,47 millions de dollars (23 %) étaient garantis, le reste obligeant les Premières Nations à présenter une demande et à se faire concurrence pour recevoir le financement (Bureau de la vérificatrice générale du Canada, 2024). L'APN et SAC ont déterminé, dans leur étude collaborative sur les besoins en infrastructure des Premières Nations, que le gouvernement fédéral devrait investir 135,1 milliards de dollars entre 2023 et 2030 pour combler les besoins en logement des Premières Nations et combler le fossé en infrastructure d'ici 2030 (Assemblée des Premières Nations et Services aux Autochtones Canada, 2023).

De même, un montant de 370 millions de dollars a été alloué dans le budget fédéral de 2024 au logement et aux infrastructures dans l'Inuit Nunangat, ce qui est loin du montant de 75 milliards de dollars sur 35 ans demandé par Inuit Tapiriit Kanatami dans sa proposition prébudgétaire pour les infrastructures (Inuit Tapiriit Kanatami, 2024). Le montant du financement fédéral actuel est insuffisant depuis des dizaines d'années. En 2024, le Bureau de la vérificatrice générale du Canada a indiqué que le financement annuel de SAC et de la SCHL est resté relativement stable depuis les années 1990 (Bureau de la vérificatrice générale du Canada, 2024), ce qui signifie que les fonds ne suffisent plus à mesure que les communautés sont confrontées à l'augmentation du coût de la construction résidentielle, à l'inflation et à la demande croissante de logements – des pressions qui se sont intensifiées à la suite de la pandémie de COVID-19 et des récents différends sur les droits de douane. En raison de ces défis, un participant a indiqué que les logements restent souvent inachevés, que des raccourcis sont pris et que les logements ne sont pas conformes au code du bâtiment.

Le manque de flexibilité du financement compromet les résultats concrets

Les programmes de financement fédéraux présentent des défis persistants pour les communautés autochtones, notamment en raison de la rigidité des exigences des programmes. Ces contraintes limitent souvent à la fois l'accès au financement et la flexibilité de son utilisation une fois obtenu. Parmi les problèmes spécifiques, on peut citer le financement non cumulatif (c'est-à-dire les fonds qui ne peuvent pas être combinés avec d'autres sources), les restrictions d'admissibilité qui disqualifient les bénéficiaires d'obtenir un financement ultérieur, et les programmes liés à des activités prescriptives plutôt qu'à des résultats holistiques définis par la communauté. Collectivement, ces limitations restreignent ce que les communautés peuvent accomplir et la manière dont elles abordent les solutions.

Les participants ont constamment souligné comment le financement non cumulatif crée des obstacles financiers. Dans de nombreux cas, le montant accordé est insuffisant pour couvrir le coût





Louis Okimaw regarde les dégâts dans la chambre de son fils. Leur maison, photographiée le 20 avril 2016 à la Première Nation d'Attawapiskat, en Ontario, a été jugée non habitable. (Nathan Denette/La Presse Canadienne)

total des travaux nécessaires, en particulier dans le secteur du logement. Sans accès à des capitaux supplémentaires pour combler les lacunes de financement, les rénovations essentielles peuvent être retardées, voire abandonnées. Comme l'a fait remarquer un participant, dans de telles circonstances, les investissements dans des logements résilients aux changements climatiques sont souvent relégués au second plan au profit des besoins communautaires plus immédiats. Un autre participant a indiqué qu'une fois qu'un logement a reçu un financement de SAC, il n'est plus admissible à un financement supplémentaire de SAC pour le logement pendant une période de dix ans. Cette restriction peut s'avérer particulièrement problématique lorsque les fonds initiaux sont insuffisants pour traiter tous les travaux requis ou lorsque de nouveaux problèmes surviennent au cours des années suivantes.

Un autre obstacle mentionné est que, dans le cadre du programme de financement de SAC pour l'élimination des moisissures en Colombie-Britannique, la Régie de la santé des Premières Nations doit d'abord inspecter le logement et produire un rapport avant que le financement puisse être approuvé (Première Nation Tseshaht, 2018). Bien qu'elle vise à vérifier les risques pour la santé, cette exigence impose des exigences supplémentaires à un système de santé autochtone déjà mis à rude épreuve et peut retarder l'accès aux réparations urgentes de logements.

Plusieurs participants ont également expliqué comment les critères d'admissibilité et les conditions d'utilisation restrictifs compromettent l'élaboration de solutions de logement holistiques et culturellement pertinentes en matière de logement. Les structures de financement actuelles peuvent limiter la capacité des demandeurs à mettre en œuvre des options de logement réfléchies, novatrices et durables. Dans le contexte de conditions de logement inférieures aux normes, l'innovation n'est pas un luxe, mais une nécessité. Les participants ont souligné la nécessité d'une plus grande flexibilité dans la conception des programmes, afin de répondre efficacement aux besoins locaux. Un participant a indiqué qu'idéalement, il faudrait davantage de financements non affectés et pluriannuels, incluant des lignes budgétaires pour la recherche et la conception, ce qui permettrait l'innovation.

Des inquiétudes ont également été soulevées au sujet des exigences du programme imposées par des institutions comme la SCHL. Par exemple, des participants ont expliqué que la SCHL n'approuverait pas l'utilisation de matériaux de construction plus durables adaptés aux conditions climatiques locales en raison de coûts initiaux plus élevés. Par conséquent, les communautés ont été contraintes d'utiliser des matériaux comme des bardeaux en vinyle, qui sont mal adaptés à l'environnement et ont entraîné des réparations prématurées dans les maisons. D'autres ont noté que l'exigence de la SCHL de sélectionner le soumissionnaire le moins cher se traduit souvent par une qualité de construction et une longévité de l'infrastructure réduites.



Un participant a raconté comment la maison de son père avait été construite en sapin et en cèdre par son grand-père. Lorsque de la moisissure apparaît dans une maison, bien qu'il soit possible d'y remédier, les politiques de la SCHL ont rendu nécessaire la construction d'une nouvelle maison au lieu de permettre la rénovation, imposant ainsi un choix difficile entre vivre dans une maison insalubre avec de la moisissure, accepter une nouvelle maison avec des matériaux de moindre qualité ou déménager entièrement.

Lorsque les agences gouvernementales se concentrent sur les exigences d'approvisionnement du financement (p. ex., l'utilisation de matériaux spécifiques pour réduire les coûts, l'attribution des marchés au soumissionnaire le moins cher) plutôt que sur les résultats pour les communautés autochtones, cela limite la capacité des bénéficiaires de financement à innover ou à adapter les projets à leurs besoins et contextes particuliers. Un participant a décrit son point de vue selon lequel de telles relations de financement sont centrées sur le contrôle et la conformité plutôt que sur l'obtention de résultats positifs pour les familles et les communautés, perpétuant ainsi les dynamiques coloniales et sapant les approches autodéterminées et dirigées par les communautés.

Lacunes en matière de capacités

« Comment pouvons-nous aider les communautés à mieux développer les compétences de leurs membres dans les métiers spécialisés et à élaborer un programme? Le gouvernement ne consacre pas assez de ressources pour permettre que cela soit possible. » — Gary Wilson, président-directeur général de l'Aboriginal Housing Management Association (AHMA), membre du conseil d'administration de National Indigenous Collaborative Housing Inc., chef de la direction et directeur du développement économique de Tiičma Enterprises

De nombreuses communautés autochtones au Canada sont confrontées à des contraintes persistantes en matière de capacités lorsqu'elles naviguent dans les programmes, les politiques et les cadres de reddition de comptes fédéraux, provinciaux et territoriaux liés à la santé, à l'énergie et au logement. Dans ce contexte, la capacité fait référence aux ressources et aux soutiens (tels que l'infrastructure administrative, les outils financiers, la formation, les systèmes de connaissances et le personnel qualifié) qui permettent aux communautés de poursuivre des objectifs autodéterminés et d'exercer leurs droits inhérents. Lorsque ces mesures de soutien sont limitées ou absentes, les communautés rencontrent des obstacles importants à l'accès et à la mise en œuvre de possibilités visant à soutenir leur bien-être. Ce défi est bien documenté : le Bureau de la vérificatrice générale du Canada (2024) a recommandé que SAC et la SCHL identifient les communautés des Premières Nations ayant les besoins les plus élevés en matière de capacité et s'assurent qu'elles reçoivent un financement durable pour gérer le logement. Malgré ces constatations, les initiatives fédérales continuent souvent d'exiger un niveau élevé de capacités de la part des communautés sans fournir le soutien nécessaire, créant ainsi un décalage structurel qui compromet les résultats des politiques et perpétue les inégalités.

Les limites de capacité constituent une contrainte tout au long du cycle de vie du projet

Les participants aux entretiens ont souligné que les communautés confrontées aux plus grandes difficultés en matière de capacité sont souvent celles qui ont les besoins les plus importants et qui, par conséquent, n'ont pas accès au soutien nécessaire. Un participant aux entretiens a expliqué que sa Nation n'avait pas réussi à obtenir de financement de la SCHL, car elle ne dispose pas de service du



logement ayant la capacité de présenter une demande de financement. À elle seule, la SCHL dispose de 13 programmes de financement distincts pour la construction de logements, la réparation de logements existants et l'augmentation de la capacité de logement. Les participants au rassemblement virtuel sur les logements écoénergétiques sains ont indiqué que toutes les communautés autochtones éprouvent déjà des problèmes de capacité en personnel, et la navigation dans plusieurs applications différentes et la gestion de plusieurs exigences différentes en matière de demande et de rapports alourdit considérablement leur fardeau administratif.

Le manque de connaissance des programmes, la complexité des demandes de financement et la difficulté à établir des relations avec des partenaires et des entrepreneurs de confiance ont également été identifiés comme des obstacles importants dans le cadre des projets d'efficacité énergétique (Indigenous Clean Energy Social Enterprise, 2023).

Pour aggraver la situation, de nombreuses possibilités de financement ont des délais de candidature courts, ce qui peut encore plus mettre à rude épreuve des capacités déjà limitées par des priorités concurrentes. Lorsque les communautés autochtones parviennent à obtenir des fonds, les exigences de financement peuvent également rendre les processus administratifs et de gestion de projet plus complexes et plus longs, augmentant ainsi les besoins en capacité. Par exemple, un participant a expliqué que si des réparations sont nécessaires, les bailleurs de fonds s'attendent à ce que le conseil de bande lance un appel d'offres pour les travaux plutôt que de simplement faire appel à un entrepreneur pour effectuer les réparations.

La prévalence de ces défis a été appuyée par les discussions lors du rassemblement virtuel sur les logements écoénergétiques sains, où la majorité des participants ont indiqué que les capacités communautaires était l'un des principaux obstacles aux logements écoénergétiques sains. Les participants ont expliqué que l'augmentation des capacités communautaires doit se concentrer sur le leadership, le développement des compétences, la formation et la collaboration. Les participants aux entretiens ont fait écho à ces besoins, l'un d'eux donnant l'exemple du manque d'artisans et de techniciens locaux qualifiés pour installer des technologies écoénergétiques dans les communautés du Nord, créant ainsi une dépendance supplémentaire à des entrepreneurs externes. Un autre participant a souligné que les membres de la communauté ont besoin d'une formation sur l'entretien et la réparation de leurs logements, afin de prévenir leur détérioration, car beaucoup ont manqué l'apprentissage de ces compétences en raison des répercussions intergénérationnelles des pensionnaires autochtones et de la rafle des années 60. En ce sens, offrir des logements écoénergétiques sains ne consiste pas seulement à construire une maison, mais aussi à fournir un soutien supplémentaire pour renforcer les capacités et habiliter les communautés autochtones et les propriétaires de maison là où ils en ont besoin pour réaliser leurs intérêts autodéterminés.

Les capacités financières sont limitées

“Ta’n tujiw wesuwa’qa’tmk elt teliknaq ewle’jimk, ta’n msit taqoey ta’n ki’l tl-lukwetsk nisapita’tun ki’l telpitekeweyem ta’n poqnitpa’q kulaman na kisi-tepawtukwetsk na mijisin.” —Drew Plna’l, Teliknaqewey Nikanus, L’nui Mnikuk L’nue’kati (langue mi’kmaq)

« Face à la précarité énergétique, la première chose à faire est de baisser le thermostat la nuit pour pouvoir se permettre un repas. » —Drew Bernard, chef de l'énergie, Première Nation de Lennox Island



Les capacités financières limitées constituent également un défi pour les communautés autochtones. De nombreuses communautés et personnes n'ont pas les fonds nécessaires pour couvrir les coûts de réparation, de rénovation ou de construction de logements, et il existe souvent un écart entre le financement reçu et le coût réel d'un projet. Certains projets nécessitent également des activités de planification préalable avant de demander du financement, comme des relevés géotechniques, qui peuvent coûter entre 5 000 \$ et 10 000 \$. Ces coûts doivent être assumés sans garantie de succès de la demande de financement, ce qui représente un fardeau énorme pour les propriétaires et les communautés. Ces obstacles liés aux capacités financières sont bien documentés et repris dans de nombreux contextes différents, notamment dans le rapport d'Indigenous Clean Energy (2023) intitulé *Enabling Efficiency* [Promouvoir l'efficacité – en anglais seulement], qui a identifié les coûts initiaux élevés comme le principal obstacle aux projets d'efficacité énergétique.

Dans les Territoires du Nord-Ouest, il peut être plus avantageux pour les particuliers d'accepter un emploi moins bien rémunéré et d'avoir droit à un logement social plutôt que d'être propriétaire et de payer un prêt hypothécaire et les frais de chauffage.

Les lacunes en matière de capacités financières peuvent empêcher les communautés et les propriétaires d'effectuer les investissements initiaux nécessaires pour bénéficier des projets de logement et d'énergie à l'avenir. Un participant aux entretiens a donné l'exemple suivant : si un ménage investissait 2 500 \$ en une seule fois dans des rénovations énergétiques, il pourrait économiser 700 \$ par an. Bien que ces économies offrent des avantages à long terme, elles exigent que les propriétaires de maison aient à l'avance le capital initial. Les lacunes en matière de capacités financières peuvent également amener les communautés et les propriétaires à retarder les réparations nécessaires jusqu'à ce qu'ils soient admissibles à une aide financière. La *Loi sur les Indiens* n'autorise pas les propriétaires sur leurs terres de réserve à utiliser la valeur nette de leur maison pour effectuer les réparations nécessaires, ce qui crée une dépendance accrue à l'égard des fonds limités du gouvernement. Dans un exemple de ce qu'ils appellent la précarité énergétique, un membre de la communauté a retardé la réparation de sa chaudière jusqu'à ce qu'il devienne admissible à l'un de ces programmes, ce qui signifie qu'il n'a pas eu de chaudière en état de marche pendant deux ans et que son logement s'est davantage dégradé.

Des capacités financières limitées peuvent également signifier que les communautés et les propriétaires doivent faire des compromis pour déterminer ce qui sera financé ou comment ils accèdent au logement. Un participant a déclaré que le financement reçu des gouvernements territoriaux est principalement utilisé pour l'exploitation et l'entretien des logements, notamment pour le chauffage et le maintien des personnes dans leurs logements actuels, mais qu'il est insuffisant pour augmenter le parc de logements. De plus, le coût extrêmement élevé du chauffage des logements peut constituer un obstacle majeur à l'accession à la propriété. Dans les Territoires du Nord-Ouest, par exemple, il peut être plus avantageux pour les particuliers d'accepter un emploi moins bien rémunéré et d'avoir droit à un logement social plutôt que d'être propriétaire et de payer un prêt hypothécaire et les frais de chauffage.





Les participants du projet Bringing It Home d'Indigenous Clean Energy visitent le lotissement de petites maisons Flat Street à Tyendinaga, à Ontario à l'été 2025. (Cara Garneau/ICE)

5

Des solutions qui concrétisent les politiques en logements

Outre les obstacles et les défis mis en évidence lors des entretiens et des analyses documentaires, des exemples de réussite ont également été mis en évidence, notamment des exemples internationaux et canadiens d'actions gouvernementales, d'actions communautaires et de modèles de financement novateurs. Ces solutions démontrent qu'il est possible de réaliser des progrès significatifs lorsque le logement, la santé, l'énergie et le climat sont considérés comme des priorités interdépendantes plutôt que comme des domaines politiques distincts, et lorsqu'ils sont portés par le leadership autochtone.

Les communautés et les organisations autochtones sont déjà à l'avant-garde de la construction de logements plus sains, plus écoénergétiques et plus résilients face aux changements climatiques. Il est donc nécessaire de mettre en œuvre des politiques coordonnées, fondées sur la responsabilité et s'appuyant sur ces réussites. Des modèles de financement novateurs axés sur les résultats et les partenariats à long terme peuvent aider à traduire les engagements politiques en logements écoénergétiques sains, tout en créant des avantages connexes pour la santé, le climat et l'autodétermination.



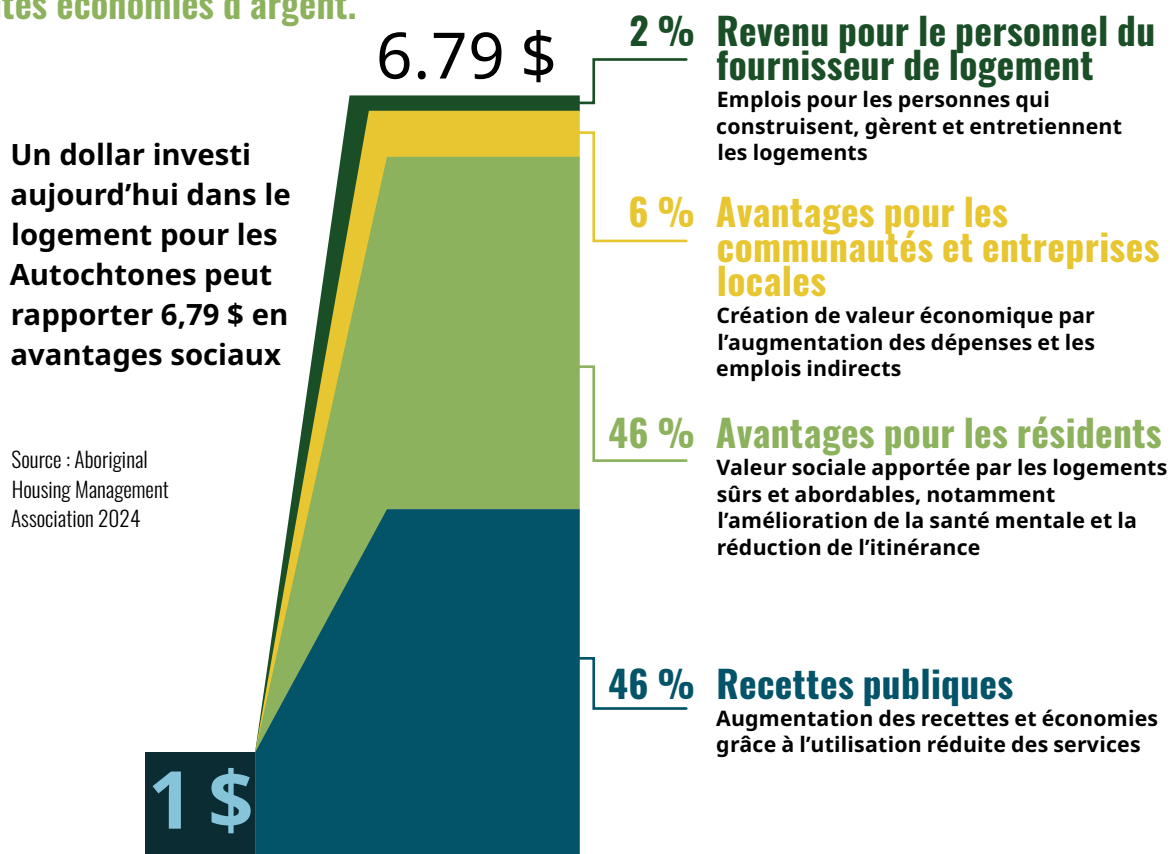
Promouvoir la responsabilité du gouvernement pour le logement des Autochtones

Un soutien efficace et coordonné des gouvernements peut permettre la construction et la rénovation de logements sains, résilients aux changements climatiques et efficaces du point de vue énergétique pour les peuples autochtones de partout au Canada. Les avantages connexes de tels projets, tant pour les communautés que pour les finances publiques, sont évidents.

Investir dans le logement autochtone soutient l'économie canadienne, profite aux communautés locales grâce à des possibilités de développement économique et, en raison de la diminution de l'utilisation des services gouvernementaux, permet de réaliser des économies, selon le rapport intitulé Les effets de la pénurie de logements sur les peuples autochtones au Canada (Comité permanent des affaires autochtones et du Nord, 2022). L'Aboriginal Housing Management Association estime que pour chaque dollar investi annuellement dans le logement autochtone, le retour social sur l'investissement est d'environ 6,79 \$, y compris des économies gouvernementales estimées à 3,12 \$ provenant de la diminution de l'utilisation des services gouvernementaux (Aboriginal Housing Management Association, 2024).

FIGURE 5 :

À long terme, les investissements dans le logement pour les Autochtones engendrent d'importantes économies d'argent.





Les responsables du projet « Bringing It Home » d'ICE lors de la Yale High Performance Tour à Harrison Hot Springs, en Colombie-Britannique, durant l'hiver 2023. (ICE)

Des exemples de réussite internationaux démontrent l'efficacité des politiques et illustrent les types d'outils politiques qui pourraient être appliqués au Canada. En 2016, l'Irlande a mis en place le Warm and Wellbeing Scheme, une initiative interministérielle en matière de politique sociale et de santé dont l'objectif général est d'améliorer les conditions de vie des personnes vulnérables, y compris celles qui sont exposées à la précarité énergétique et qui souffrent de maladies respiratoires chroniques (Gouvernement d'Irlande, 2024). Concrètement, l'initiative a permis d'améliorer gratuitement l'efficacité énergétique des logements admissibles, afin de créer des conditions de vie plus chaudes et plus saines. Parmi les effets positifs du programme, on a noté une amélioration des symptômes respiratoires, du fonctionnement physique, du bien-être émotionnel et une réduction de l'anxiété et de la dépression.

De même, la Nouvelle-Zélande a créé le programme Warm Up New Zealand : Le programme Heat Smart de 2009, administré par l'Energy Efficiency and Conservation Authority, a financé la modernisation de l'isolation et l'installation de systèmes de chauffage propres et efficaces. Une analyse coûts-avantages du programme a révélé des économies annuelles liées à la réduction des coûts d'hospitalisation pour maladies circulatoires et respiratoires. Lorsque ces résultats en matière de santé ont été combinés aux économies d'énergie estimées et à une analyse des impacts sur l'industrie, l'avantage net du programme a été estimé à 951 millions de dollars néo-zélandais (He Kāinga Oranga Housing and Health Research Programme, 2025).

Des recherches menées en Australie sur le climat, le logement, l'énergie et la santé des Autochtones ont également démontré l'importance de logements écoénergétiques sains, en particulier dans le contexte de la chaleur excessive et de la précarité énergétique (Quilty, 2022). Dans les communautés autochtones isolées qui sont confrontées à des logements de mauvaise qualité et à une instabilité énergétique, les chercheurs préconisent une réponse multisectorielle comprenant la sécurité thermique, un approvisionnement fiable en électricité, des travaux de rénovation, la participation de professionnels de la santé et la garantie que ces communautés bénéficient des technologies d'énergies renouvelables (Quilty, 2022).





Les participants du programme 20/20 Catalysts d'Indigenous Clean Energy sont photographiés à Bear's Inn, une propriété alimentée par l'énergie solaire et équipée d'un système de stockage par batterie de Reserve Power à Six Nations de la rivière Grand, en Ontario, à l'automne 2024. (Cara Garneau/ICE)

Voix locales et action communautaire en matière de logement autochtone

“...Ni’n ketloqo ketlamsitm na teliknaq westawiasik lukwaqn na mawi-mtuwe’k lukwaqn, ta’n pasik wen kisi-tl-lukwetew ta’n teliknaq, katu elt na ma’wt mawi-apanketask aq q ta’n mawi-we’tuwe’k taqoey ta’n kisi-tl-lukwutitesnu ta’n teliknaq ta’n pasik teken L’nue’kati asoqmtaqtek Kana’ta.” — Drew Plna’l, Teliknaqewey Nikanus, L’nui Mnikuk L’nue’kati (langue mi’kmaq)

« Je crois sincèrement que le travail d'efficacité énergétique est le travail le plus difficile que l'on puisse faire dans le domaine de l'énergie, mais c'est aussi la chose la plus gratifiante et la plus influente que nous puissions faire dans le domaine de l'énergie dans n'importe quelle communauté autochtone du Canada. » — Drew Bernard, chef de l'énergie, Première Nation de Lennox Island

Au Canada, de nombreuses communautés et organisations autochtones sont déjà à l'avant-garde des logements écoénergétiques sains, en concevant et en mettant en œuvre un éventail d'initiatives liées au développement de logements, à l'amélioration des résultats en matière de santé, à l'efficacité énergétique, à la résilience climatique et plus encore. Bien qu'il existe de nombreux projets et initiatives démontrant le succès des logements écoénergétiques sains pour les Premières Nations, les Inuits et les Métis au Canada, quelques exemples sont présentés ici.

Pendant six ans, Efficiency Nova Scotia a travaillé en partenariat avec 13 communautés Mi’kmaq de toute la Nouvelle-Écosse sur le projet d'efficacité énergétique des maisons Mi’kmaq (Efficiency Nova Scotia, 2023). Le programme a mis l'accent sur les améliorations en matière d'efficacité énergétique, notamment l'isolation, les pompes à chaleur et l'étanchéité à l'air dans plus de 1 000 maisons appartenant à la bande. Ensemble, ces améliorations ont permis d'économiser plus de 68 500 gigajoules d'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre de plus de 6 200 tonnes, ce qui représente une économie moyenne de 1 500 \$ par année sur les factures d'énergie par maison (Efficiency Nova Scotia, 2023). Le projet est financé par le gouvernement du Canada, le ministère des Ressources naturelles et des Énergies renouvelables de la Nouvelle-Écosse et le financement de la gestion de la demande réglementé par la Commission des services publics et de la réglementation de la Nouvelle-Écosse. La majorité des fonds sont consacrés à des thermopompes, et les fonds sont également utilisés pour la modernisation des sous-sols, des greniers, la ventilation des salles de bains et de ventilateurs récupérateurs de chaleur.





Kylea Smart, qui vit et travaille à Tyendinaga, en Ontario, et l'intendant de projet d'ICE Ay'Den Abraham, photographiés lors d'une visite de mini-maisons durant l'été 2025. (Cara Garneau/ICE)

En 2024, après avoir réalisé une évaluation et une revitalisation de son parc de logements, la Première Nation de Cawathil, en Colombie-Britannique, a effectué des réparations essentielles dans 22 maisons de la communauté, répondant ainsi aux besoins en logement et améliorant la qualité de vie des membres de la communauté (Services aux Autochtones Canada, 2024). Ce projet a été réalisé en partenariat avec le gouvernement du Canada, qui a fourni 3,1 millions de dollars par l'intermédiaire de SAC et 150 000 dollars par l'intermédiaire de la Société canadienne d'hypothèques et de logement depuis 2018.

Les Gardiens du cercle, un centre autochtone urbain géré par le Groupe de soutien aux femmes autochtones de Temiskaming et un organisme sans but lucratif, a également entrepris d'importants projets liés aux logements écoénergétiques sains, en mettant l'accent sur les femmes, les filles et les populations de genre divers. Au cours des dernières années, le groupe a formé six femmes autochtones n'ayant aucune expérience préalable en construction modulaire pour construire une maison passive de 56 mètres carrés en partenariat avec Tooketree à l'aide du financement de la phase 1 de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (Gardiens du cercle, 2025). Cette approche de renforcement des capacités a également permis aux femmes de pratiquer leur culture et de bénéficier du soutien d'une aînée tout au long du processus.

Forts de ce succès et grâce au financement de la phase 2 de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, Les Gardiens du cercle est actuellement en train de construire une usine de construction modulaire et une entreprise sociale à Kirkland Lake, en Ontario, dirigée par des femmes autochtones. Cet établissement servira également de centre de formation permanent pour les membres de la communauté locale (Gardiens du cercle, 2025). L'usine construira des maisons individuelles, des immeubles à logements multiples et des bâtiments communautaires conçus pour intégrer les technologies solaire, éolienne et géothermique. L'objectif ultime de l'usine est de répondre aux défis en matière de logement auxquels sont confrontées les communautés et d'offrir des logements abordables, une efficacité énergétique et des possibilités aux peuples autochtones dans le secteur du logement.

« On ne peut pas avoir l'un sans l'autre [la santé et le logement]. » — Participant à un entretien travaillant dans le secteur du logement autochtone

En Colombie-Britannique, Lu'ma Native Housing Society offre des logements abordables et sécuritaires aux peuples autochtones vivant en milieu urbain, ainsi qu'une vaste gamme de services et de programmes qui créent les conditions nécessaires à leur santé et à leur bien-être (Lu'ma Group of Companies, s.d.). Lu'ma Group of Companies comprend Lu'ma Medical Centre, qui offre des soins primaires intégrés et sécuritaires, et Indigicare Medicines Ltd., une pharmacie autochtone.

Lu'ma possède plus de 21 immeubles d'habitation comprenant 1 760 logements. La société a élargi son offre en matière de logement, afin d'inclure des programmes uniques destinés aux enfants en famille d'accueil, aux jeunes en transition vers l'âge adulte, des logements de transition avec soutien, un refuge pour les personnes en situation d'itinérance et des logements de courte durée pour les patients et leurs familles qui doivent se rendre à Vancouver pour recevoir des services médicaux essentiels.



On aseyl a...a enkowraji li kontraktewr/metchyi, on vu awayr...li zawaytaj iekonomik a ali a no prop Sitwayin. — Will Goodon, Minist di Lojmen ipi di la Propriyiti Minajmen, Federasyon Di Michif Dju Manitoba (langue michif, dialecte français)

« Nous nous efforçons d'encourager les entrepreneurs et les artisans Métis, nous voulons que les retombées économiques profitent à nos propres citoyens. » — Will Goodon, ministre du Logement et de la Gestion immobilière, Fédération Métisse du Manitoba

Afin de servir les citoyens Métis de la Rivière-Rouge, la Fédération Métisse du Manitoba a élaboré de nombreux programmes et initiatives au sein de son ministère du Logement et de la Gestion immobilière (Fédération Métisse du Manitoba, 2025c). Ces programmes comprennent une équipe d'intervention rapide pour soutenir les familles en situation d'itinérance ou à risque de le devenir, un programme d'accession à la propriété pour les premiers acheteurs, afin de les aider avec les mises de fonds et les frais de clôture, et des prêts ponctuels non remboursables dans le cadre de son Programme de prêts pour l'amélioration de l'habitat, qui peuvent être utilisés pour les réparations d'urgence, les aménagements pour l'accessibilité, les aménagements pour les aînés, les infrastructures électriques, d'égouts et d'eau, ainsi que les tests (Fédération Métisse du Manitoba, 2025e; Fédération Métisse du Manitoba, 2025a; Fédération Métisse du Manitoba, 2025b). Dans le cadre de l'Initiative d'innovation pour la construction de logements dans les communautés autochtones du Canada, la Fédération Métisse du Manitoba a mis sur pied Michif Manor, un concept de logement visant à mettre en œuvre des logements abordables et adaptés à la culture des familles Métisses de la Rivière-Rouge dont les proches reçoivent des soins à Winnipeg, en soutenant les pratiques culturelles de guérison (Fédération Métisse du Manitoba, 2025d).

La Fédération Métisse du Manitoba a également créé Mazoun, un projet de logement temporaire pour les jeunes Métis de la Rivière-Rouge qui quittent le système de protection de l'enfance, afin de leur fournir des services d'accompagnement adaptés à leur culture, ainsi que le premier programme de logement et de soutien spécifiquement destiné aux Métis de ce genre au Canada (Fédération Métisse du Manitoba, 2025d). La Fédération Métisse du Manitoba gère également de nombreuses propriétés résidentielles partout au Manitoba, y compris des logements pour aînés. Pour lutter contre les problèmes liés aux moisissures dans les maisons, la Fédération Métisse du Manitoba travaille également à la construction de maisons avec des charpentes en acier et une isolation en laine de roche.

À l'Île-du-Prince-Édouard, la Première Nation de Lennox Island travaille sur plusieurs projets d'énergies renouvelables, visant à améliorer l'efficacité énergétique à l'échelle de la communauté et à électrifier son système de chauffage. La Première Nation a installé 65 thermopompes, ce qui a été très bien accueilli par la communauté. Avant l'installation des thermopompes, les membres de la communauté



Les responsables du projet « Bringing It Home » d'ICE lors de la Yale High Performance Tour à Harrison Hot Springs, en Colombie-Britannique, durant l'hiver 2023. (ICE)



souffraient de coups de chaleur et savaient que les températures ne feraient qu'augmenter au cours des années à venir. Après l'installation des thermopompes, les membres de la communauté étaient ravis d'avoir la climatisation chez eux, sachant qu'ils pourraient vivre confortablement tout au long de l'été. La fierté des membres envers leur communauté a augmenté, grâce aux rénovations qui ont amélioré leurs logements et allégé leurs charges financières. Un membre du personnel de la Première Nation de Lennox Island a indiqué que des membres l'avaient contacté pour exprimer leur gratitude, car sinon ils auraient dû remplacer leurs chaudières à leurs propres frais. L'électrification du système de chauffage a eu un impact très positif sur les membres.

Le projet « Bringing it Home » d'Indigenous Clean Energy est une initiative dirigée par des Autochtones visant à permettre la construction et la mise en œuvre de logements sains, écoénergétiques et durables dans les communautés des Premières Nations, des Métis et des Inuits partout au Canada. L'initiative met l'accent sur le renforcement des capacités, afin de permettre aux communautés de diriger des projets de rénovation à l'échelle communautaire et des projets de construction de logements neufs de haute performance, tout en respectant leurs différences culturelles et climatiques uniques. Un pilier essentiel est la reconnaissance du fait que le logement est un déterminant crucial de la santé. Cela comprend des recherches participatives avec les communautés pour faire le suivi de la qualité de l'air intérieur et de la consommation d'énergie; des études sur les avantages des rénovations pour l'asthme, la santé mentale et le bien-être des ménages; la collecte de données pour appuyer une réforme plus large des politiques et du financement; et la valorisation des voix et des expériences des communautés. L'initiative démontre clairement que les communautés autochtones vont de l'avant et prennent des mesures en faveur de logements plus sains, malgré les obstacles systémiques. Aujourd'hui, elle aide des dizaines de communautés à lancer ou à développer leurs projets, et son objectif à long terme est d'en soutenir des centaines d'autres. En ce sens, il ne s'agit pas seulement de rénover des maisons, mais de reprendre le contrôle des systèmes de logement, d'améliorer les résultats en matière de santé, de dynamiser les économies locales et de créer des communautés résilientes aux changements climatiques, ancrées dans les valeurs et la vision autochtones.

Financement des logements autochtones

« Si nous voulons nous attaquer à la crise du logement et à la crise climatique, nous n'y parviendrons pas uniquement en utilisant du financement. » — Shaun Loney, auteur et entrepreneur, AKI Solutions Group

La Stratégie nationale sur le logement (SNL) du Canada est un plan de plus de 10 ans et de 115 milliards de dollars lancé en 2017 pour améliorer les conditions de logement des personnes les plus vulnérables (Gouvernement du Canada, 2025a) et représente une occasion importante de mieux soutenir les initiatives autochtones en matière de logements écoénergétiques sains. De plus, le lancement de Maisons Canada, une nouvelle agence fédérale de 13 milliards de dollars ayant pour mandat d'accélérer la construction de logements abordables, crée également une occasion cruciale d'obtenir de bons logements pour les Autochtones (Premier ministre du Canada, 2025).

Logement Coopératif National Autochtone Inc. (NICH), en collaboration avec SAC, a distribué avec succès 275,2 millions de dollars en financement fédéral pour appuyer 74 projets de logements dirigé par des Autochtones au Canada (Logement Coopératif National Autochtone Inc., 2025). Cette collaboration montre que lorsque les décisions de financement peuvent être prises par les peuples autochtones et les communautés autochtones, des logements sécuritaires et abordables peuvent être livrés plus efficacement.





Le coach de projet Ian Scholten et la responsable de projet Desiree Maurice, tous deux du programme Project Accelerator d'ICE, visitent le développement de mini-maisons de Flat Street à Tyendinaga, en Ontario, durant l'été 2025. (Cara Garneau/ICE)

Les participants aux entretiens ont partagé leurs expériences de création de mécanismes de financement alternatifs pour mieux soutenir des logements écoénergétiques sains. Le Fonds pour les logements du marché destinés aux Premières Nations en est un exemple, un fonds autosuffisant qui fonctionne grâce aux revenus de la fiducie. Le chef de la direction, Travis Seymour, a déclaré que le mandat du fonds est d'aider les Premières Nations à accéder au financement pour construire des maisons dans les réserves. Cet objectif vise à faciliter l'accession à la propriété, plutôt que le logement social ou subventionné dans les réserves, ce qui est souvent la norme.

Le Fonds pour le logement de marché des Premières Nations (FNMHF) offre actuellement deux programmes destinés aux Premières Nations qui souhaitent élargir leurs activités de logement axées sur le marché. Le premier programme est le programme de développement des capacités. Ce programme est conçu pour aider les Premières Nations à se qualifier pour le Programme d'amélioration des modalités de crédit du FNMHF (Fonds pour les logements du marché destinés aux Premières Nations, s.d.-b).

Le deuxième programme offert par le FNMHF est le programme d'amélioration des modalités de crédit. Ce programme est utilisé pour soutenir les Premières Nations qui sont en mesure de garantir en toute sécurité des prêts hypothécaires dans les réserves pour leurs membres. Les prêts peuvent être utilisés pour la construction d'un nouveau logement, la rénovation, le refinancement ou l'achat d'un logement existant (Fonds pour les logements du marché destinés aux Premières Nations, s.d.-a). Pour les Premières Nations approuvées pour ce programme, le FNMHF agit comme garant subsidiaire des prêts hypothécaires du marché. Si le propriétaire et la Première Nation ne sont pas en mesure de rembourser un prêt hypothécaire, le FNMHF fournira une garantie collective pouvant atteindre 10 % de la valeur totale des prêts hypothécaires. Un autre avantage de ce programme est que le Fonds offre une série de modèles de documents juridiques qui peuvent être utilisés pour faciliter le prêt entre la Première Nation, le prêteur et le propriétaire. Une fois qu'un programme de prêt est mis en place, le FNMHF peut offrir un soutien continu aux membres de la communauté en matière d'accession à la propriété, par le biais d'ateliers, de présentations et de rencontres individuelles.

Les membres des Premières Nations vivant dans une réserve ont généralement un accès limité au financement auprès de prêteurs privés en raison des régimes de gestion des terres énoncés dans la *Loi sur les Indiens* et de la nature communautaire des terres de réserve (Fonds pour les logements du marché destinés aux Premières Nations, s.d.a). Les programmes et les services offerts par le FNMHF sont conçus pour aider ces personnes à surmonter les obstacles à l'accession à la propriété dans les réserves.



Une autre initiative émergente est Yānonhchia' Housing Finance, une solution institutionnelle conçue et dirigée par une Première Nation pour faire face à la crise du logement, favorisant l'accès à la propriété privée grâce à un réseau établi d'institutions financières autochtones (Collin et autres, 2023; Yānonhchia' Housing Finance, 2025). Elle offre des capitaux abordables, des politiques de prêt, des pratiques exemplaires et un fonds de capital pour soutenir les prêts hypothécaires destinés aux membres des Premières Nations vivant dans les réserves. Ancrée sur le respect et le partenariat, l'initiative Yānonhchia agit en complément des autres acteurs de l'écosystème du financement du logement, favorisant des relations mutuellement bénéfiques, afin de maximiser les avantages pour les communautés des Premières Nations.

Outre ces dispositifs, il existe plusieurs autres types de prêts qui pourraient favoriser l'accession à la propriété pour les résidents des réserves. Un fonds de prêts renouvelables permet à la Première Nation de prêter de l'argent à ses membres et d'utiliser les intérêts perçus pour couvrir les frais d'administration des prêts. Une autre option de prêt est le prêt d'accès aux actifs (A2A), qui permet à un membre d'une Première Nation propriétaire d'un terrain de le louer à lui-même. Le particulier peut alors obtenir un prêt hypothécaire pour le bien loué auprès d'une institution financière (SCHL, 2019). Selon un participant aux entretiens, le système de location A2A est devenu populaire dans l'Ouest canadien et les communautés criées du nord du Québec ont été parmi les premières à l'adopter.

« Il y a beaucoup d'argent pour le logement, mais il est alloué à la sécurité publique. Il sert à réduire le nombre de personnes se rendant aux urgences, le nombre de personnes hospitalisées en psychiatrie, le nombre de personnes bénéficiant de l'aide sociale, le nombre de personnes impliquées dans le système de justice pénale. Des tonnes d'argent qui devraient être consacré au logement sont simplement désignées autrement actuellement. » —Shaun Loney, auteur et entrepreneur, AKI Solutions Group

Dans son document intitulé *The Winnipeg Model* [Le modèle de Winnipeg – en anglais seulement] (Encompass Co-Op, 2022), Shaun Loney propose une alternative aux approches de financement traditionnelles. Il suggère de passer de modèles de financement à des modèles d'approvisionnement, où les agences gouvernementales rémunéreraient des organismes à but non lucratif pour les services communautaires qu'ils fournissent, qui réduisent la pression sur les services gouvernementaux. La principale différence de ce modèle réside dans le fait que les gouvernements achètent des résultats plutôt que de financer des initiatives. Selon ce modèle, les gouvernements pourraient faire appel à des communautés autochtones, ou à des organisations soutenant les communautés autochtones, pour construire des logements écoénergétiques sains en achetant des résultats tels que la réduction des factures de services publics, la diminution des consultations médicales pour des problèmes liés à la moisissure, des réductions des interventions des services d'urgence et d'autres avantages connexes.

Le modèle de Winnipeg suggère que le ministère de la Justice du Manitoba pourrait acheter une réduction du nombre de comparutions devant les tribunaux et de peines d'emprisonnement, tandis que le ministère de la Santé du Manitoba pourrait acheter une réduction du nombre de visites aux urgences. Cette approche permettrait de réduire les coûts pour ces systèmes surchargés. La charge de travail du gouvernement augmente de façon constante et les ressources nécessaires à la maintenance des services augmentent en conséquence. Dans ce modèle, les agences gouvernementales rémunèrent un organisme sans but lucratif fournissant des services une fois que l'agence gouvernementale a constaté un avantage, en l'occurrence, une réduction de la charge de travail.

Cette approche invite également les fondations à fournir les investissements initiaux, car les fondations au Canada disposent de 136 milliards de dollars d'actifs et n'en distribuent que quatre pour



cent sous forme de subventions. À l'aide de ce modèle, les fondations fourniraient le capital initial aux organismes à but non lucratif pour fournir des services, puis factureraient le paiement aux agences gouvernementales, une fois la réduction des services réalisée. Cette approche n'impliquerait pas de réduire les budgets des services gouvernementaux, mais plutôt de réduire le besoin d'augmentations budgétaires futures (Encompass Co-Op, 2022).

Loney a expliqué que les modèles de financement actuels renforcent la dépendance des communautés autochtones envers le gouvernement, plutôt que de favoriser leur autonomie. Dans cette perspective, le financement est davantage axé sur le contrôle (c'est-à-dire la manière dont l'argent a été dépensé, le solde restant, le moment des dépenses) que sur les résultats. Le passage à une approche axée sur l'approvisionnement pourrait modifier cette relation en privilégiant des résultats holistiques, par exemple ceux liés à la santé, au logement et à l'énergie.

Une approche similaire axée sur les résultats a été lancée au Royaume-Uni par l'intermédiaire du Better Futures Fund, une initiative de 500 millions de livres sterling sur 10 ans qui investit dans des programmes de prévention locaux pour soutenir les enfants et les familles vulnérables et améliorer les résultats sociaux (Gouvernement du Royaume-Uni, 2025). En finançant des résultats mesurables plutôt que des activités, le programme permet aux autorités locales, aux organismes de bienfaisance et aux investisseurs sociaux de concevoir des solutions flexibles et holistiques adaptées aux besoins locaux (Bridges Outcome Partnership, 2025). Ce modèle pourrait servir d'inspiration pour la création d'un Fonds national autochtone pour les résultats au Canada, afin de soutenir des initiatives intégrées en matière de logement, de santé et d'énergie menées par les communautés autochtones.

Les participants ont suggéré d'autres modèles de financement, tels que l'utilisation d'obligations communautaires. Des organisations comme Tapestry Capital à Toronto émettent des obligations pour les organismes sans but lucratif. Les particuliers peuvent investir dans des obligations communautaires et recevoir un taux de rendement faible, tout en soutenant des causes sociales et environnementales, comme le logement abordable. Un participant aux entretiens a suggéré d'investir les fonds reçus du gouvernement fédéral dans une fiducie et d'utiliser les intérêts de la fiducie pour construire des logements et acheter des terres hors réserve. Ils ont expliqué que les logements dans les réserves reposent sur des prestations d'aide sociale, tandis que les terres hors réserves sont consacrées à la valorisation. Un autre participant a recommandé d'impliquer davantage de capitaux privés, en combinant les capitaux privés, les financements publics et la philanthropie.

De plus, un cadre potentiel d'obligations autochtones durables (une approche fondée sur des principes actuellement explorée par les dirigeants autochtones et financiers) a le potentiel non seulement de générer de nouvelles sources de financement pour les communautés autochtones pour des initiatives telles que le logement, mais aussi de produire des résultats environnementaux et sociaux positifs (Hungerford et Freyman, 2024). Le concept vise à normaliser la manière dont les obligations autochtones sont émises sur les marchés financiers, en s'assurant que les fonds sont utilisés de manière transparente et en accord avec les droits des Autochtones, l'autodétermination et l'avantage communautaire (Hungerford et Freyman, 2024).

Il existe de nombreuses voies financières pour soutenir le logement des Autochtones, et le chemin vers des logements écoénergétiques sains sera différent dans chaque communauté, reflétant les valeurs, les priorités et les systèmes de gouvernance locaux. Ce qui est essentiel, c'est que ces voies financières soient dirigées par les détenteurs de droits autochtones, afin de garantir qu'elles reflètent les besoins spécifiques de chaque communauté et favorisent l'autodétermination.



Facteurs de réussite

« Les Premières Nations qui tentent de résoudre ces problèmes sont probablement mieux outillées pour les résoudre que les responsables politiques qui vivent et travaillent à Ottawa. » — Travis Seymour, directeur général du Fonds pour les logements du marché destinés aux Premières Nations

Parmi les exemples d'actions gouvernementales appuyant la prestation de logements écoénergétiques sains, les synergies entre la santé, l'énergie, le climat et le logement sont essentielles pour élaborer des solutions efficaces. De plus, mesurer l'impact d'initiatives comme le programme « Warmth and Wellbeing Scheme » ou le programme néo-zélandais Le programme Heat Smart exige d'examiner les mesures de façon plus générale que celles associées à une seule pièce du casse-tête. Pour saisir pleinement le succès de ces initiatives, il est préférable de prendre en compte simultanément les résultats en matière de santé, d'énergie, de climat et de logement, afin de reconnaître précisément les avantages connexes.

Les exemples d'action communautaire présentés dans le présent rapport, bien qu'ils ne représentent qu'un petit échantillon des réussites obtenues par les communautés et les organisations autochtones à travers le Canada, illustrent l'importance des programmes dirigés par les Autochtones et adaptés aux besoins autodéterminés des communautés.

Par ailleurs, nombre de ces communautés ont noué de solides partenariats pour soutenir leurs initiatives et programmes à long terme, en comblant des lacunes spécifiques, qu'il s'agisse de l'accès au logement, des services de soutien complets, du renforcement des capacités ou d'autres domaines. Le leadership autochtone dans l'élaboration et la mise en œuvre de ces programmes veille à ce que les résultats soient alignés sur la géographie, la culture, l'histoire et les besoins uniques de la communauté. Les gouvernements et les organisations des Premières Nations, des Inuits et des Métis sont les mieux placés pour comprendre les enjeux auxquels les membres de leur communauté font face et trouver des solutions appropriées.

De nombreuses organisations, y compris le Groupe de travail pour l'habitation et le climat, le NICHl et l'Assemblée des Premières Nations, recommandent des projets de développement de logements dirigés par des Autochtones pour appuyer des solutions de logement culturellement appropriées qui assurent l'accès à un logement sécuritaire et adéquat et aident à faire avancer l'autodétermination et la réconciliation (Assemblée des Premières Nations de la Colombie-Britannique, 2023; Groupe de travail sur le logement et le climat, 2024; Collaboration nationale autochtone en matière de logement, s.d.). L'autosuffisance et la fierté engendrées par la construction de logements qui répondent aux besoins des membres, et qui peuvent être entretenus au sein de la communauté sans dépendre de matériaux ou de main-d'œuvre extérieurs, ont des effets positifs pour la santé des membres et le bien-être général de la communauté. Le modèle NICHl « par les Autochtones, pour les Autochtones » illustre le succès des approches dirigées par les Autochtones. Grâce à des partenariats collaboratifs avec des dirigeants autochtones, des fournisseurs de logement et les organisations locales, NICHl a démontré à quel point le financement peut passer rapidement et efficacement de l'annonce du gouvernement à la mise en chantier, garantissant ainsi que les logements sont conçus, construits et livrés conformément aux priorités de la communauté (Logement Coopératif National Autochtone Inc., 2025).

Des modèles de financement alternatifs offrent également des exemples de dispositifs qui s'écartent des structures de financement traditionnelles, afin d'aider les communautés autochtones à atteindre les résultats souhaités. Par exemple, le Fonds pour les logements du marché destinés aux



Premières Nations met l'accent sur le renforcement des capacités et propose un modèle dirigé par les Autochtones pour soutenir les Premières Nations et les membres des communautés à accéder au capital. Le modèle de Winnipeg se distingue également de ces dispositifs de financement traditionnels en se concentrant principalement sur l'obtention de résultats, ce qui, dans ce contexte, se traduirait par une amélioration holistique de la santé, une réduction des visites à l'hôpital, une réduction des coûts des soins de santé et d'autres indicateurs de bien-être.

Ces exemples de solutions reposent sur plusieurs facteurs de succès qui peuvent éclairer l'élaboration d'options politiques visant à soutenir ces résultats. Ceux-ci comprennent :

- Collaboration et partenariat intentionnels entre les agences gouvernementales, ainsi qu'entre les organismes gouvernementaux et les Nations, communautés et organisations autochtones.
- Engagements et accords à long terme avec les Nations, les communautés et les organisations autochtones.
- Programmes de financement offrant une certaine flexibilité dans l'atteinte des résultats, ou axés sur la priorisation des résultats.
- Reconnaissance et mesure des avantages connexes du programme « Logements écoénergétiques sains », afin d'éclairer l'élaboration des politiques, notamment en ce qui concerne les résultats en matière de santé et la réduction des émissions.
- Initiatives de renforcement des capacités et de partage des connaissances liées à la santé, à l'énergie et au logement.
- Élaboration conjointe de politiques et de programmes avec les dirigeants autochtones.

Les Catalysts 20/20 d'ICE visitent le Raónraon Hummingbird Healing Lodge, construit par No More Silence et alimenté à l'énergie solaire par Sacred Earth Solar, dans les Six Nations de la rivière Grand, en Ontario, à l'automne 2024. (ICE)



Conclusions

Les recherches présentées dans ce rapport démontrent qu'investir dans des logements écoénergétiques sains peut apporter des avantages sociaux en matière de santé, d'énergie, de logement et de climat. Une approche plus intégrée des politiques (tant au sein des gouvernements qu'entre différents ordres de gouvernement) peut aider à concrétiser ces avantages.

Des participants au programme « Bringing It Home » d'ICE assistent à un atelier du British Columbia Institute of Technology avec l'instructeur Cody Brentzen à Penticton, à Osoyoos, en Colombie-Britannique, durant l'été 2025. (Cara Garneau/ICE)



Les principales conclusions de notre analyse peuvent se résumer comme suit :

1. Des logements sains sont fondamentaux pour la santé, le bien-être et l'autodétermination des Autochtones.

Les données probantes issues de l'examen de la littérature, des entretiens avec les détenteurs de connaissances et des témoignages recueillis durant le rassemblement virtuel sur les logements écoénergétiques sains confirment que des investissements à long terme, flexibles et axés sur le codéveloppement dans des logements résistants aux changements climatiques, écoénergétiques et adaptés à la culture qui soutiennent le bien-être des occupants généreront des retombées positives à long terme en améliorant les résultats en matière de santé, en réduisant les coûts des soins de santé et de l'énergie, en faisant progresser la réconciliation et en créant des communautés plus résilientes.

2. Les approches gouvernementales actuelles restent fragmentées et ne parviennent souvent pas à habiliter le leadership autochtone, ce qui coûte des vies et des ressources.

Malgré une certaine reconnaissance des liens entre la santé, l'énergie, le climat et le logement des Autochtones, les politiques cloisonnées, les cycles de financement à court terme et les cadres administratifs rigides limitent l'innovation communautaire et entravent le progrès vers des solutions intégrées et adaptées aux spécificités de chaque communauté. Le renforcement des capacités est également essentiel pour habiliter et soutenir les Nations, les communautés et les organisations autochtones, afin de promouvoir des solutions de logements écoénergétiques sains. Chaque gouvernement détient une partie de la solution. Ce n'est qu'en collaborant avec les dirigeants autochtones que nous pourrions combler le fossé en matière de logement et assurer un avenir plus sain et plus résilient pour les sept prochaines générations.

3. Des approches holistiques en matière de logement qui intègrent la santé, l'énergie et le climat produisent les résultats les plus durables et les plus équitables.

Partout au Canada et à l'échelle internationale, les histoires de réussite reposent sur des modèles holistiques de logement fondés sur la responsabilité partagée, un financement flexible, le développement des capacités et la reconnaissance des avantages mutuels dans les domaines des politiques en matière de santé, de logement, d'énergie et de climat.

Les responsables de projet du programme Project Accelerator d'ICE réalisent un audit énergétique à Penticton, en Colombie-Britannique, lors de leur première session sur site durant l'été 2025. (ICE)





Les responsables du projet Bringing It Home d'Indigenous Clean Energy participent à un atelier pratique sur les techniques de rénovation mené par des mentors à Wakefield, Québec, à l'hiver 2023. (ICE)

Recommandations en matière de politiques

La résolution des iniquités en matière de logement dans les communautés autochtones ne peut et ne doit pas reposer uniquement sur l'investissement. Des politiques intelligentes et coordonnées, réorientant les approches existantes, sont nécessaires pour mettre en œuvre avec succès des solutions de logements écoénergétiques sains et générer des avantages connexes pour la santé, le climat et le bien-être des communautés.

Les modifications apportées aux politiques et aux mécanismes existants doivent : soutenir la souveraineté et l'autodétermination des Autochtones, intégrer une flexibilité permettant de s'adapter aux besoins des communautés, donner la priorité à l'établissement de relations à long terme et être menées dans un esprit de véritable cocréation. Une politique avisée exige également de respecter et de valoriser les connaissances et les modes de pensée, les systèmes de gouvernance, les pratiques culturelles et les protocoles autochtones. Bien que ces recommandations en matière de politiques visent principalement les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, ainsi que les agences gouvernementales associées au Canada, il est également essentiel qu'elles soient interprétées selon une approche fondée sur les distinctions pour travailler avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis et qu'elles soutiennent les relations de Nation à Nation.

Comme il a été souligné au début du présent rapport, les conclusions de ce projet nous ont conduits aux recommandations suivantes :



RECOMMANDATION 1 :

Coordonner et intégrer les actions gouvernementales

Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et leurs agences devraient améliorer leur coordination en créant un groupe de travail qui simplifierait l'accès aux ressources pour les Nations, les communautés et les organisations autochtones, en améliorant l'intégration de leurs politiques.

Cette collaboration permettrait de développer une approche à guichet unique – un point de contact qui réduirait les obstacles bureaucratiques et les fardeaux administratifs pour les communautés autochtones améliorerait l'accès au financement et le soutien pour des logements écoénergétiques sains, tout en allouant mieux les ressources disponibles pour soutenir le développement de solutions dirigées par les Autochtones.

Une telle approche s'aligne également sur les vues du monde autochtone, qui considèrent la santé, l'énergie, le climat et le logement comme des éléments holistiques et interdépendants. Une meilleure coordination devrait aussi renforcer les responsabilisations sur l'affectation et la gestion des fonds destinés au logement autochtone. Ces responsabilisations devraient privilégier les relations directes de Nation à Nation avec les gouvernements des Premières Nations, des Inuits et des Métis, plutôt que des modèles panautochtones qui pourraient ne pas refléter la gouvernance fondée sur les distinctions.

Afin de remédier au manque d'intégration des politiques et de rationaliser les processus, les gouvernements devraient :

- Réduire le fardeau qui pèse sur les communautés autochtones en élaborant un guichet unique pour le financement et le soutien des programmes et services liés au logement autochtone, à l'efficacité énergétique et aux logements résilients aux changements climatiques. Les communautés autochtones ayant besoin de soutien ou cherchant à obtenir des fonds devraient pouvoir identifier clairement où elles peuvent accéder à des ressources par l'intermédiaire d'un seul point de contact principal.
- Mettre sur pied un groupe de travail interministériel regroupant les principales agences gouvernementales impliquées au niveau fédéral (p. ex., Services aux Autochtones Canada, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Logement, Infrastructures et Collectivités Canada, Environnement et Changement climatique Canada, Santé Canada et Agence de la santé publique du Canada) et des représentants d'organisations autochtones. Le groupe de travail devrait :
 - Identifier les occasions de réaffecter ou de coordonner les fonds existants, afin de maximiser et de répartir plus efficacement les ressources disponibles, en assurant la reddition de comptes et en privilégiant les approches de Nation à Nation et fondées sur la reconnaissance des spécificités.
 - Adopter une approche collaborative pour relever les défis liés au logement des Autochtones.
 - Élaborer et mettre en œuvre une stratégie fondée sur la reconnaissance des distinctions, afin d'orienter l'élaboration des politiques et des programmes relatifs à la construction de logements écoénergétiques sains.
 - Simplifier les processus et regrouper les programmes existants, afin de créer un élan plus dynamique et maximiser l'impact.
 - Développer et travailler avec un conseil consultatif autochtone qui comprend des représentants des Premières Nations, des Inuits, des détenteurs de droits Métis, des communautés autochtones sans terres de réserve et des populations autochtones urbaines.



RECOMMANDATION 2 :

Élaborer conjointement des politiques et des programmes avec les dirigeants autochtones

Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et leurs agences devraient élaborer conjointement des politiques et des programmes pour soutenir les logements écoénergétiques sains avec les dirigeants autochtones, dans le respect de l'autodétermination des peuples autochtones. Cette élaboration conjointe garantira la pertinence culturelle et régionale, favorisant des solutions plus personnalisées et de meilleurs résultats.

Une approche de financement universelle ne permet pas de reconnaître la culture, l'histoire et le contexte géographique uniques des peuples autochtones à travers le Canada et ne répond pas à leurs besoins spécifiques. Pour garantir la pertinence culturelle et régionale, les gouvernements devraient :

- Élaborer une approche visant à garantir que toutes les agences gouvernementales et tous les programmes gouvernementaux sont responsables d'adopter une approche fondée sur les distinctions pour travailler avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis. Cette approche permettrait de s'assurer que les droits, l'histoire et la situation uniques des peuples autochtones sont pris en compte et intégrés de manière significative dans le financement et d'autres initiatives.
- Les gouvernements provinciaux et territoriaux devraient s'employer à mettre à jour les normes du code du bâtiment, afin de tenir compte de l'efficacité énergétique, de la santé, de la résilience climatique et des valeurs autochtones. Ce processus devrait inclure une collaboration avec les gouvernements, les communautés et les organisations des Premières Nations, des Inuits et des Métis pour s'assurer que les normes du code reflètent les réalités culturelles et géographiques uniques du logement autochtone, y compris dans les réserves, en milieu urbain et dans les régions du Nord et éloignées.
- Élaborer conjointement un document d'orientation sur les meilleures pratiques pour les ministères et agences fédéraux, provinciaux et territoriaux travaillant avec les Premières Nations, les Inuits et les Métis sur les logements écoénergétiques sains, en s'appuyant sur des exemples existants tels que le *Guide de prise de décisions pour les programmes fédéraux visant à mettre en œuvre des pratiques exemplaires à l'appui de l'autodétermination et du leadership autochtones en matière de climat* (Gouvernement du Canada, 2024) et *Le Comité mixte sur l'action climatique Premières Nations-Canada : Pratiques exemplaires pour les ministères fédéraux travaillant avec les Premières Nations sur le changement climatique* (Comité mixte sur l'action climatique Premières Nations-Canada, 2020). Le document devrait définir les principes fondamentaux, les responsabilités et les meilleures pratiques en matière de mobilisation, de conception et de mise en œuvre des programmes.
- Soutenir la formation sur l'espace éthique (Assemblée des Premières Nations, s.d.), la sécurité culturelle autochtone et la lutte contre le racisme pour tous les professionnels non autochtones qui travaillent à la mise en œuvre de logements écoénergétiques sains dans les communautés autochtones, y compris les employés du gouvernement, les fournisseurs de soins de santé, les professionnels du logement et les associations d'entrepreneurs externes, afin d'améliorer les pratiques tenant compte des traumatismes.
- Travailler à la création conjointe de programmes et d'initiatives de financement pour soutenir la mise en œuvre de logements écoénergétiques sains avec les Nations autochtones, les communautés et les organisations, y compris les critères d'admissibilité, les processus et les exigences en matière de production de rapports. Ces efforts devraient inclure :
 - Établir des partenariats entre Maisons Canada et les dirigeants des Premières Nations, des Inuits et des Métis ainsi qu'avec les organisations autochtones, afin de contribuer à



la mise en œuvre de logements abordables, sains et écoénergétiques pour les peuples autochtones à travers le Canada.

- Collaborer avec les organismes de gouvernance autochtone à l'échelle provinciale et régionale pour créer des programmes et des aides financières qui prennent en compte les particularités géographiques des communautés canadiennes. Ces particularités doivent être liées aux besoins et aux solutions spécifiques en matière de logements écoénergétiques sains dans ces communautés. Par exemple, les communautés côtières, arctiques et des Prairies évoluent dans des environnements différents, ce qui pose des défis distincts en matière de logement et de changements climatiques.
- Établir des partenariats avec les communautés autochtones sans terres de réserve, afin d'identifier les lacunes en matière de financement et de soutien disponibles dans ce contexte, en ce qui concerne la mise en œuvre de logements écoénergétiques sains. Une fois les lacunes identifiées, créer conjointement des programmes de financement et d'approvisionnement personnalisés et des soutiens pour remédier à ces lacunes.
- Établir des partenariats avec des organisations autochtones pour identifier les lacunes en matière de responsabilités et de soutien disponible pour les populations autochtones urbaines en ce qui concerne la mise en œuvre de logements écoénergétiques sains, en appliquant une approche fondée sur les distinctions. Une fois les lacunes identifiées, créer conjointement des programmes de financement et d'approvisionnement personnalisés et des soutiens pour remédier à ces lacunes.

RECOMMANDATION 3 :

S'engager à conclure des ententes d'investissement à long terme

Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux devraient conclure des accords pluriannuels en matière de logement avec les Nations, communautés et organisations autochtones, afin d'appuyer la planification durable à long terme et le développement de nouveaux logements écoénergétiques sains.

La nécessité de s'attaquer aux problèmes urgents de logement et de santé dans les communautés autochtones demeure constante d'une année à l'autre, mais le soutien fluctue continuellement dans le contexte des changements de mandats gouvernementaux à chaque cycle électoral. De plus, ces défis sont exacerbés par les changements climatiques.

Les gouvernements devraient remplacer les approches ponctuelles et fragmentaires par un financement sûr et fiable pour des solutions intégrées répondant aux enjeux liés à la santé, à l'énergie et au logement des Autochtones.

Bien que de tels engagements et ententes à long terme existent dans une certaine mesure, ils devraient être mis en œuvre à plus grande échelle. Plusieurs exemples pourraient être utilisés pour éclairer cette approche, y compris le Project Accelerator et l'Air Quality Project d'Indigenous Clean Energy. Plusieurs ressources sont disponibles pour obtenir des conseils supplémentaires, comme le *Home Energy Justice Forum Proceeding Report* (EcoTrust Canada, 2025), qui identifie les principales mesures à prendre pour faire progresser la justice énergétique, l'efficacité énergétique et la résilience climatique des Autochtones, ainsi que le rapport *Restoring the Flow* du Pembina Institute (2025), qui présente des politiques visant à soutenir les projets d'énergie propre menés par les Autochtones dans les communautés éloignées.

Pour soutenir la mise en œuvre de logements écoénergétiques sains et en optimiser les avantages, les gouvernements devraient :

- Investir dans des engagements et des ententes à long terme créés en collaboration avec



les Nations, les communautés et les organisations autochtones, et établir des priorités, afin de répondre aux besoins de logement en utilisant des pratiques tenant compte des traumatismes. Des échéanciers appropriés pour les initiatives devraient être déterminés en partenariat avec les bénéficiaires des fonds.

- Collaborer avec les Nations, les communautés et les organisations autochtones pour définir des approches progressives aux ententes de financement à long terme, afin de permettre un soutien plus cohérent et personnalisé à chaque phase d'une initiative, plutôt que de financer chaque phase d'un projet de manière fragmentaire au moyen de différents programmes.

RECOMMANDATION 4 :

Offrir des options de financement flexibles

Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et leurs agences devraient fournir une gamme d'options de modèle de financement, afin de permettre aux communautés autochtones de choisir le programme et le niveau de flexibilité qui les aideront à atteindre les résultats souhaités.

Ces options devraient aller de programmes de financement à durée indéterminée à des programmes qui répondent à des exigences précises, mais qui permettent de réduire les variations (p. ex., flexibilité quant aux échéanciers et aux exigences en matière de production de rapports). Des mécanismes de financement offrant différents niveaux de flexibilité peuvent être utilisés pour répondre aux besoins distincts et culturellement appropriés des Nations, communautés et organisations autochtones, selon un modèle « pour les Autochtones par les Autochtones ». Par exemple, certains groupes ont besoin de programmes de financement à durée indéterminée pour commencer à explorer des projets potentiels, alors que d'autres cherchent à financer des initiatives beaucoup plus spécifiques ou « prêts à démarrer ».

Accorder aux bénéficiaires la flexibilité nécessaire pour atteindre les résultats souhaités grâce à des programmes de financement est plus efficace pour élaborer des solutions que d'imposer des exigences qui ne sont pas alignées sur les défis rencontrés sur le terrain. Cette approche constitue également une étape vers un soutien plus global à l'autodétermination des Autochtones.

Pour permettre une flexibilité plus efficace, qui équilibre les priorités des agences gouvernementales et qui soutient l'autodétermination des Autochtones, les gouvernements devraient créer une gamme d'options de programmes de financement, notamment :

- Des programmes de financement à durée indéterminée qui aident les Nations, les communautés et les organisations autochtones à cerner leurs besoins, à explorer les options de projets et à déterminer les résultats souhaités. De tels programmes devraient également être utilisés pour aider les bénéficiaires à explorer les innovations et les nouvelles idées.
- Créer des programmes de financement offrant une plus grande flexibilité quant à la manière dont les fonds peuvent être dépensés pour des projets liés au logement et à l'énergie (p. ex., les matériaux utilisés, les critères d'acquisition et de passation de marchés pour les biens et services, etc.).
- Créer des programmes de financement spécifiques aux activités de préplanification, afin d'aider les bénéficiaires à se préparer à demander des fonds pour des projets « prêts à démarrer ». Ces programmes devraient couvrir les coûts des études initiales et de la recherche qui pourraient être nécessaires pour élaborer des plans et des propositions de projet plus complets.
- Explorer et mettre à l'essai un programme d'approvisionnement axé sur les résultats. Après une évaluation des résultats, ajuster et améliorer le programme et développer l'expérience organisationnelle en matière d'approches alternatives pour résoudre les problèmes de logement. Par exemple, grâce à la création d'un Fonds national autochtone pour les résultats,



en s'inspirant d'initiatives telles que Better Futures Fund du Royaume-Uni.

RECOMMANDATION 5 :

Mesurer les avantages et les impacts holistiques du logement

Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et leurs agences devraient mesurer les avantages et les répercussions holistiques des logements écoénergétiques sains, afin de garantir que les données recueillies soient éclairées par les perspectives autochtones, tout en respectant la souveraineté des données autochtones. Les cadres d'évaluation devraient être élaborés conjointement dès le départ, afin d'appuyer les décisions stratégiques futures et les allocations de financement dirigées par les détenteurs de droits autochtones.

Les avantages des logements écoénergétiques sains vont au-delà de la simple fourniture de logements et contribuent à la santé physique, mentale et spirituelle, ainsi qu'au bien-être communautaire, tout en offrant des possibilités de créer des logements écoénergétiques et résilients aux changements climatiques. Pourtant, dans les cas où les communautés autochtones ont dirigé le développement de logements écoénergétiques sains, leurs avantages ne sont pas toujours reconnus ou reconnus à leur juste valeur, ce qui peut avoir une incidence sur les décisions de financement.

Afin de mieux éclairer ces décisions, les gouvernements devraient :

- Permettre aux Nations, aux communautés et aux organisations autochtones de définir leurs propres paramètres de réussite et d'en rendre compte conformément à leurs propres protocoles et modes de connaissance. Cela pourrait inclure des indicateurs tels que la réduction des visites à l'hôpital, l'amélioration du bien-être et les économies d'énergie.
- Élaborer conjointement des cadres d'évaluation avec les détenteurs de droits autochtones dès le départ, afin de suivre les indicateurs, les impacts et les progrès. Par exemple, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux devraient habiliter les communautés autochtones à utiliser la narration et d'autres modes de partage des connaissances qui sont enracinés dans la communauté et la culture pour documenter les avantages dans leurs propres communautés.
- S'inspirer d'exemples internationaux, notamment ceux de la Nouvelle-Zélande et de l'Irlande (page 44), pour mesurer l'impact des logements écoénergétiques sains. Le but de cette évaluation est de reconnaître le rôle du logement en tant que déterminant social de la santé et les avantages pour la santé et le bien-être découlant des logements écoénergétiques sains.

RECOMMANDATION 6 :

Veiller à ce que les programmes de financement soient accessibles et adaptés aux capacités

Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et leurs agences devraient adapter les formats des programmes de financement pour régler les problèmes et les obstacles liés aux capacités communautaires, et ce, afin d'améliorer l'accès au financement, à la formation, au perfectionnement des compétences et à la création d'emplois au sein des communautés.

Les efforts de renforcement des capacités devraient prioriser à la fois la réduction des obstacles à l'accès au financement et l'amélioration de la capacité des communautés à mettre en œuvre des logements écoénergétiques sains. De nombreuses Nations, communautés et organisations autochtones sont



confrontées à des obstacles et à des défis liés à leurs capacités, notamment en ce qui concerne la disponibilité du personnel, l'accès aux ressources, les charges de travail élevées, etc. Souvent, ce sont les personnes qui manquent de capacité pour obtenir du financement pour soutenir leurs priorités et leurs initiatives qui en ont le plus besoin. Le renforcement des capacités est également nécessaire non seulement pour acquérir des fonds, mais aussi pour former et embaucher des membres de la communauté et développer des compétences tout au long du cycle de vie d'un projet.

Afin de mieux soutenir les communautés autochtones confrontées à des obstacles en matière de capacités, les gouvernements devraient :

- S'efforcer d'inverser le modèle actuel où les communautés autochtones sont censées rechercher et identifier les financements appropriés pour répondre à leurs besoins, et plutôt prendre l'initiative de contacter les communautés autochtones, afin d'identifier leurs besoins et de les mettre en contact avec les organismes ou les ressources appropriés. Les modalités pratiques de cette approche (p. ex., la mise à disposition de personnes-ressources en matière de financement, la création de réseaux) devraient être examinées plus en détail avec les organisations autochtones, afin de garantir leur conformité avec leurs protocoles et leurs besoins.
- Bâtir sur des modèles de programmes accessibles, tels que les programmes de prêt de détecteurs de radon à domicile offerts par les bibliothèques, qui rendent les tests abordables et largement accessibles. Lorsque les programmes de bibliothèque ne sont pas accessibles dans les communautés éloignées, les gouvernements pourraient fournir directement aux communautés plusieurs détecteurs de radon et de l'information connexe sur la santé. Des modèles similaires pourraient être adaptés pour améliorer l'accès à d'autres sources de soutien à des logements écoénergétiques sains.
- Intégrer le financement des initiatives de renforcement des capacités dans toutes les allocations de financement. La mise en œuvre de logements écoénergétiques sains devrait aller au-delà de la simple construction de logements pour inclure des programmes de formation pour les membres de la communauté qui cherchent un emploi, des programmes de développement des compétences pour les nouveaux propriétaires à la recherche d'un emploi, des programmes de perfectionnement des compétences pour les nouveaux propriétaires souhaitant se familiariser avec l'entretien de leur logement, et plus encore, conformément aux priorités de la communauté.

En mettant en œuvre ces recommandations de politique, les gouvernements canadiens auraient la possibilité d'aider les communautés autochtones à créer des logements écoénergétiques sains qui sont efficaces sur le plan énergétique, résistants au climat et favorables au bien-être de leurs occupants. Le succès repose sur l'établissement de partenariats solides : des approches à long terme, flexibles et élaborées conjointement, qui reconnaissent le rôle central du leadership autochtone dans l'atteinte des objectifs en matière de logement, de santé et de lutte contre les changements climatiques.



Glossaire

Approche fondée sur la reconnaissance des distinctions : Un cadre qui reconnaît les Premières Nations, les Inuits et les Métis comme des peuples autochtones distincts et porteurs de droits du Canada. Il souligne que les Premières Nations, les Inuits et les Métis ne constituent pas un groupe homogène, mais plutôt des communautés uniques ayant leurs propres histoires, cultures et relations avec la Couronne. Cette approche garantit que les droits, les priorités et la situation particulière de chaque groupe sont reconnus et respectés.

Approche pancanadienne : Une approche qui traite les peuples autochtones du Canada comme un seul groupe collectif, plutôt que de reconnaître les droits, les histoires et la situation distincts des Premières Nations, des Inuits et des Métis.

Bien-être : Le présent rapport utilise le terme bien-être dans un sens holistique, englobant les dimensions physiques, mentales, spirituelles, sociales, culturelles et économiques qui sont interconnectées et ancrées dans les relations avec la terre et toute la Création (Tsuji et autres, 2023; Alliance for Healthier Communities, s.d.; First Nation Health Authority, s.d.). Cependant, il n'existe pas de définition unique et universelle du bien-être pour tous les peuples autochtones, car chaque individu et chaque communauté entretiennent des relations, des enseignements et des histoires distincts (Tsuji et autres, 2023; First Nation Health Authority, s.d.).

Communautés autochtones : Ce terme est utilisé dans le présent rapport pour refléter les liens communautaires des peuples autochtones. Aux fins du présent rapport, ce terme reflète 1) une communauté officielle des Premières Nations, des Métis ou des Inuits, 2) les Autochtones vivant dans un logement fourni par un fournisseur de logements autochtones en milieu urbain, 3) les Autochtones vivant en milieu urbain qui sont liés par des groupes locaux ou des centres d'amitié, 4) les Métis vivant dans une région donnée en tant que membres d'une Nation métisse ou d'une association locale des Métis (Indigenous Clean Energy, 2023).

Logement autochtone : Dans ce rapport, le logement autochtone fait référence à un logement qui est habité par des Autochtones. Cela comprend, mais sans s'y limiter, les logements situés dans les réserves et hors réserve, les logements pour les Autochtones en milieu urbain et les logements dans les communautés constituées en vertu d'une charte ou les établissements Inuits.

Logements écoénergétiques sains : Nous appelons logements écoénergétiques sains des logements qui sont efficaces du point de vue énergétique, résistants aux changements climatiques et qui contribuent au bien-être de leurs occupants. Le terme « logement écoénergétique sain » n'est pas destiné à être une certification de logement comme une « maison à énergie carboneutre » ou une « maison passive », mais décrit plutôt un logement construit de manière à favoriser le bien-être communautaire et culturel, y compris les aspects de santé physique et mentale, tout en réduisant la consommation d'énergie et en améliorant le confort.

Logement malsain : Logement qui contribue à des résultats négatifs sur la santé, notamment des maladies chroniques, des blessures ou une détresse mentale ou spirituelle. Cela comprend, mais sans s'y limiter, les logements structurellement défectueux, contenant du plomb, de la moisissure, de l'amiante, présentant une mauvaise qualité de l'air ou étant surpeuplés.



Peuples autochtones : Terme collectif désignant les peuples originaux de l'Amérique du Nord et leurs descendants. Au Canada, cela comprend trois groupes distincts : les Premières Nations, les Inuits et les Métis.

Précarité énergétique : Situation dans laquelle les ménages n'ont pas les moyens de se procurer ou d'accéder de manière fiable aux services énergétiques nécessaires pour maintenir un niveau de vie sain, sécuritaire et confortable. Elle peut contraindre à des choix difficiles, comme baisser le chauffage pour pouvoir acheter de la nourriture. Dans les communautés autochtones, la précarité énergétique est influencée non seulement par le revenu, mais aussi par une qualité de logement inadéquate, la dépendance à des combustibles coûteux ou polluants et un accès limité aux infrastructures énergétiques.

*Une maison écoénergétique
modèle construite lors
du programme 20/20
Catalysts d'Indigenous
Clean Energy en 2024
à Wendake, au Québec.
(Alexandra Jurecko/ICE)*



Références

- Aboriginal Housing Management Association. 2024. *British Columbia Urban, Rural, and Northern Indigenous Housing Strategy*. https://ahmabc.org/wpcontent/uploads/2024/12/AHMA_BCURNI_Housing_Strategy_Report_December2024.pdf
- Aboriginal Housing Management Association. 2023. *Lived Experience & Stories of Extreme Heat Among Indigenous Households in British Columbia: Assessing the Response from Indigenous Housing Providers and the Aboriginal Housing Management Association*. West Vancouver (C.-B.) <https://ahma-bc.org/wp-content/uploads/2024/04/CNA-Report-Final.pdf>
- Absolon, Kathy 2010. « Indigenous Wholistic Theory: A Knowledge Set for Practice ». *First Peoples Child & Family Review*, 5(2), 74–87. <https://www.erudit.org/en/journals/fpcfr/2010-v5-n2-fpcfr05254/1068933ar/>
- Agence de la santé publique du Canada. 2024. *Tuberculose au Canada : 2012 à 2021 rapport approfondi*. <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/publications/maladies-et-affections/tuberculose-canada-rapport-approfondi-2012-2021.html>
- Agence de la santé publique du Canada. 2025. « Occasions de financement : Agence de la santé publique du Canada et Santé Canada ». <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/occasions-financement/occasions-financement-moyen-subventions-contributions.html>
- Alliance for Healthier Communities. s.d. « Model of Wholistic Health and Wellbeing ». <https://www.allianceon.org/Model-Wholistic-Health-and-Wellbeing>
- American Lung Association. 2019. *State of the Air 2019*. <https://www.lung.org/getmedia/a7050746-8c29-4bf5-9580-90cf82e5dcd0/sota-2019-full.pdf>
- Assemblée des Premières Nations. s.d. « Working Together: Bridging gaps to form long-term, equitable, consent-based relationships in the face of climate change ». <https://afn.ca/environment/environmental-protection-climate-action/joint-committee-on-climate-action/working-together/#:~:text=Ethical%20Space%20is%20an%20equity,and%20work%20together%20in%20harmony>
- Assemblée des Premières Nations. 2021. *Sector Update: First Nations Control of Housing*. Ottawa, ON. <https://www.afn.ca/wp-content/uploads/2021/07/Sector-Update-Housing-June-2021-EN.pdf>
- Assemblée des Premières Nations de Colombie-Britannique. 2023. *What We Heard from the 2023 Housing Forum*. Prince George, BC. <https://www.bcafn.ca/sites/default/files/docs/reports-presentations/BCAFN%20Housing%20Forum%20What%20We%20Heard%20Report%203.7.2024.pdf>
- Assemblée des Premières Nations et des Services aux Autochtones du Canada. 2023. *Closing the Infrastructure Gap by 2030: A Collaborative and Comprehensive Cost Estimate Identifying the Infrastructure Investment Needs of First Nations in Canada*. Ottawa, ON. <https://afn.bynder.com/m/367574a3a5cb5abe/original/1-AFN-Closing-the-Infrastructure-Gap-by-2030-National-Cost-Estimate-English-report-1.pdf>
- Assemblée des Premières Nations. 2025. *Le déficit en matière d logement*. <https://afn.ca/fr/economie-infrastructures/infrastructures/comblant-le-deficit-dinfrastructure/logement/>
- Bahadori, Katayoun, Mary M Doyle-Waters, Carlo Marra, Larry Lynd, Kadria Alasaly, John Swiston, Js Mark Fitzgerald. 2009. « Economic burden of asthma: a systematic review ». *BMC Pulmonary Medicine* 9, 24. <https://bmcpulmed.biomedcentral.com/articles/10.1186/1471-2466-9-24>
- Balestrery, Jean E. 2025. « Health and Wellbeing among Arctic Indigenous Peoples: Leveraging Legal Determinants of Health ». *The Arctic Institute — Center for Circumpolar Security Studies*. <https://www.thearcticinstitute.org/health-wellbeing-among-arctic-indigenous-peoples-leveraging-legal-determinants-health/>
- Banerji, Anna, Alison Bell, Elaine L. Mills, Jane McDonald, Kanta Subbarao, Greg Stark, Nicola Eynon, Vivian G. Loo. 2001. « Lower Respiratory Tract Infections in Inuit Infants on Baffin Island ». *Journal de l'Association médicale canadienne* 164 (13): 1847–1850. <https://www.cmaj.ca/content/164/13/1847>



- Banerji, Anna, Krista Lanctôt. 2009. « Risk Factors and Viruses Associated With Hospitalization Due to Lower Respiratory Tract Infections in Canadian Inuit Children ». *The Pediatric Infectious Disease Journal*. <https://doi.org/10.1097/INF.0B013E31819F1F89>
- Banerji, Anna, Val Panzov, Joan Robinson, Michael Young, Kaspar Ng, Muhammad Mamdani. 2013. « The cost of lower respiratory tract infections hospital admissions in the Canadian Arctic ». *International Journal of Circumpolar Health*. 72:1, 21595. <https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.3402/ijch.v72i0.21595%40zich20.2013.72.issue-S2>
- Banerji Anna, Val Panzov, Michael Young, Joan Robinson, Bonita Lee, Theo Moraes, Muhammad Mamdani, B Louise Giles, Depeng Jiang, Danny Bisson, Marguerite Dennis, Johanne Morel, Judith Hall, Charles Hui, Bosco Paes, James b Mahony. 2016. « Hospital admissions for lower respiratory tract infections among infants in the Canadian Arctic: a cohort study ». *CMAJ Open*. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/28018874/>
- Barbo, Geneveave, Sharmin Alam. 2024. « Indigenous people's experience of primary health care in Canada: a qualitative systemic review ». *HPCDP Journal*. <https://www.canada.ca/content/dam/phac-aspc/documents/services/reports-publications/health-promotion-chronic-disease-prevention-canada-research-policy-practice/vol-44-no-4-2024/indigenous-people-experiences-primary-health-care-canada-qualitative-systematic-review.pdf>
- Barn, Prabjit. 2014. *Evidence review: Home and community clean air shelters to protect public health during wildfire smoke events*. BC Centre for Disease Control. https://www.bccdc.ca/resource-gallery/Documents/Guidelines%20and%20Forms/Guidelines%20and%20Manuals/Health-environment/WFSG_EvidenceReview_CleanAirShelters_FINAL_v3_edstrs.pdf
- BC Housing. 2025. « Indigenous Housing Fund Program Overview ». <https://www.bchousing.org/projects-partners/Building-BC/IHF>
- BC Hydro. 2025. « Programs for Indigenous Communities ». https://www.bchydro.com/powersmart/local_government_district/indigenous-community-offers.html
- Beugin, Dale, Dylan Clark, Sarah Miller, Ryan Ness, Ricardo Pelai, Janna Wale. 2023. *Arguments en faveur d'une adaptation aux chaleurs extrêmes : les coûts de la vague de chaleur de 2021 en Colombie-Britannique*. L'Institut climatique du Canada. Ottawa, ON. <https://institutclimatique.ca/wp-content/uploads/2023/06/Arguments-en-faveur-d-une-adaptation-aux-chaleurs-extremes.pdf>
- Bledsoe, Arthur, Emily He, Rosa Brown. 2025. *Restoring the Flow - Policies to support Indigenous-led clean energy in remote communities*. Pembina Institute. <https://www.pembina.org/pub/restoring-flow>
- Blue, Raidin, Jessica McIlroy, Besty Agar. 2024. *Beyond Energy Efficiency: Deep Retrofits Save More than Just Money*. Pembina Institute. <https://www.pembina.org/pub/beyond-energy-efficiency>
- Breton, Cleo. *Urban Indigenous Housing in BC: Municipal Response through Housing Policies and Plans*. University of British Columbia, Aboriginal Housing Management Association, Housing Research Collaborative. Vancouver, BC. <https://housingresearchcollaborative.scarp.ubc.ca/files/2020/11/Urban-Indigenous-Housing-in-BC.pdf>
- Bridges Outcomes Partnerships. 2025. « UK Government launches £500m outcomes-focused Better Futures Fund ». 14 juillet. <https://bridgesoutcomespartnerships.org/uk-government-launches-500m-outcomes-focused-better-futures-fund/>
- Bureau de la vérificatrice générale du Canada. 2024. *Le logement dans les collectivités des Premières Nations*. Ottawa, ON. https://www.oag-bvg.gc.ca/internet/docs/parl_oag_2024_03_02_f.pdf
- Bureau du directeur parlementaire du budget. 2021. *Dépenses fédérales pour les soins de santé aux Premières Nations et aux Inuits*. Ottawa, ON. <https://www.pbo-dpb.ca/fr/publications/RP-2122-005-S--federal-spending-first-nations-inuit-health-care--depenses-federales-soins-sante-premieres-nations-inuits>
- Caisse d'épargne de la ville de Vancouver. 2025. « Put Your Money Where It Advances Reconciliation ». <https://rethink.vancity.com/community/reconciliation>
- Campbell, Jonathan R., Placide Nsengiyumva, Leslie Y. Chiang, Frances Jamieson, Hadeel Khadawardi, Henry K.-H. Mah, Olivia Oxlade, Hayden Rasberry, Elizabeth Rea, Kamila Romanowski, Natasha F. Sabur, Beate Sander, Aashna Uppal, James C. Johnston, Kevin Schwartzman, Sarah K. Brode. 2022. « Costs of Tuberculosis at 3 Treatment Centers, Canada, 2010-2016 ». *Emerging Infectious Diseases*, 28(9), 1814-1823. <https://doi.org/10.3201/eid2809.220092>



- Carrière, Gilles, Evelyn Bougie, Dafna Kohen, Michelle Rotermann, Claudia Sanmartin. 2016. « Acute Care Hospitalization by Aboriginal Identity in Canada, 2006 through 2008 ». *Health Reports* 27 (8): 3–11. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/82-003-x/2016008/article/14647-eng.pdf>
- Centre de collaboration nationale de la santé autochtone. 2017. « Le logement : un déterminant social de la santé des Premières Nations, des Inuits et des Métis ». <https://www.ccnsa.ca/fr/publicationsview.aspx?sortcode=1.8.21.0&id=20>
- Chambre des communes. 2017. *Point du rupture : la crise de suicides dans les communautés autochtones*. Ottawa, ON. https://publications.gc.ca/collections/collection_2017/parl/x35-1/XC35-1-1-421-9-fra.pdf
- Chen, Hao, James M. Samet, Philip A. Bromberg, Haiyan Tong. 2021. « Cardiovascular health impacts of wildfire smoke exposure ». *Part Fibre Toxicol* 18, 2. <https://link.springer.com/article/10.1186/s12989-020-00394-8#citeas%0D>
- CleanBC. 2025. « Programs and Resources for Indigenous Communities ». <https://www.betterhomesbc.ca/indigenous-support/>
- Climate Central. 2023. *After the Storm: Health risks from damp, moldy homes*. https://assets.ctfassets.net/cxgxtg8r5d/6itwyGIDPgXSMLaQX53iuK/d7ee9672ce13ff8c688f9c67d7414966/FINAL_After_the_Storm_2023_EN_.pdf
- Collin, Dominique, Lawrence L. Schembri, Jean Vincent. 2023. « Homeownership critical to solving Indigenous housing crisis. » Fraser Institute. 10 août. <https://www.fraserinstitute.org/commentary/homeownership-critical-solving-indigenous-housing-crisis>
- Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées. 2021. *Logement autochtone : en route vers chez soi*. Chambre des communes Canada. Ottawa, ON. <https://www.noscommunes.ca/Content/Committee/432/HUMA/Reports/RP11348049/humarp05/humarp05-f.pdf>
- Comité permanent des ressources humaines, du développement des compétences, du développement social et de la condition des personnes handicapées. 2022. *Les effets de la pénurie de logements sur les peuples autochtones au Canada*. Chambre des communes Canada. Ottawa, ON. <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/441/INAN/Reports/RP11862143/inanrp03/inanrp03-e.pdf>
- Corntassel, J, Chaw-win-is, T'lakwadzi. 2009. « Indigenous Storytelling, Truth-telling, and Community Approaches to Reconciliation ». *ESC: English Studies in Canada*, 35(1). <https://dspace.library.uvic.ca/server/api/core/bitstreams/c58aeadb-f233-4eea-a85f-ca3f7dd61335/content>
- Cour suprême du Canada. 2016. « Daniels c. Canada (Affaires indiennes et du Nord canadien) ». 14 avril. <https://decisions.scc-csc.ca/scc-csc/scc-csc/fr/item/15858/index.do>.
- Dales, Robert E., Hans Zwanenburg, Rick Burnett. 1991. « Adverse Health Effects among Adults Exposed to Home Dampness and Molds ». *American Review of Respiratory Disease* 143 (3): 505–509. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/2001058/>
- Davis-Alphonse, Chastity. 2023. « Empowering First Nations in BC With Clean, Sustainable Energy Sources ». *BIV Magazine*. 21 juin. <https://www.biv.com/news/biv-magazine/empowering-first-nations-bc-clean-sustainable-energy-sources-8272222>
- Ecotrust Canada. 2025. *Home Energy Justice Forum Proceedings Report*. Vancouver, BC. 27 mai. https://ecotrust.ca/wp-content/uploads/2025/08/EnergyProceedingsReport_EC_2025-web.pdf
- Efficiency Manitoba. s.d. « About Us ». <https://efficiencymb.ca/about/>
- Efficiency Nova Scotia. 2023. *Mi'kmaw Home Energy Efficiency Project*. Dartmouth, NS. https://assets.ctfassets.net/hro74sf4x6k2/2YEEViox9xqFq8PCvj72S/2f4d14e8ae8d22d3a070c5e4999ff982/MHEEP-Impact-Report-2023_English.pdf
- Encompass Co-op. 2022. *The Winnipeg Model: New Financial Tools to Address Homelessness*. <https://static1.squarespace.com/static/64e448d362c4b05c9e46ad00/t/65afe9966f79d458de69ce33/1706027508188/The+Winnipeg+Model.pdf>



- Environnement et Changement climatique Canada. 2025. « Le gouvernement du Canada appuie 13 projets d'énergie propre dirigés par des Autochtones dans le cadre du Fonds de leadership autochtone du Fonds pour une économie à faibles émissions de carbone ». Communiqué de presse. 8 juillet. <https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/nouvelles/2025/07/le-gouvernement-du-canada-appuie-13-projets-denergie-propre-diriges-par-des-autochtones-dans-le-cadre-du-fonds-de-leadership-autochtone-du-fonds-po.html>
- Fédération Métisse du Manitoba. 2025a. « First Time Home Purchase Program ». <https://www.mmf.mb.ca/first-time-home-purchase-program>
- Fédération Métisse du Manitoba. 2025b. « Home Enhancement Loan Program (HELP) ». <https://www.mmf.mb.ca/home-enhancement-loan-program-help>
- Fédération Métisse du Manitoba. 2025c. « Housing & Property Management ». <https://www.mmf.mb.ca/housing-property-management>
- Fédération Métisse du Manitoba. 2025d. « Indigenous Home Innovation Initiative ». <https://www.mmf.mb.ca/indigenous-home-innovation-initiative>
- Fédération Métisse du Manitoba. 2025e. « Rapid Services ». <https://www.mmfrapidservices.com/>
- Financement du logement Yänonhchia'. 2025. « About us ». <https://yahf.ca/about-us/>
- First Nations Health Authority. s.d. « First Nations Perspective on Health and Wellness ». <https://www.fnha.ca/wellness/wellness-for-first-nations/first-nations-perspective-on-health-and-wellness>
- First Nations Health Authority. 2024. « Housing IS Health Care ». <https://www.fnha.ca/about/news-and-events/news/housing-is-health-care>
- Florez Bossio, Camila, Ryan Ness. 2024. *High and dry: The rising tide of flood risks and the insurance dilemma*. Policy Options. <https://policyoptions.irpp.org/magazines/march-2024/high-and-dry-the-rising-tide-of-flood-risks-and-the-insurance-dilemma/>
- Fond pour les Habitations du Marché des Premières Nations. s.d.-a. « Ce que nous offrons – Amélioration des modalités de crédit ». <https://www.fnmhf.ca/our-services/credit-enhancement/>
- Fond pour les Habitations du Marché des Premières Nations. s.d-b. « Ce que nous offrons – Développement du potentiel ». <https://www.fnmhf.ca/our-services/capacity-development-support/>
- Foster, Camilla. 2025. « This is How Living in a Cold Home Can Impact Your Health ». *The Independent*. <https://www.independent.co.uk/life-style/health-and-families/uk-cold-front-heating-home-health-b2700169.html>
- Gilliland, Wyatt. 2025. « Groundbreaking First Nations Housing Class Action Suit Begins ». *Investigative Journalism Bureau, University of Toronto*. 9 mai. <https://ijb.utoronto.ca/news/decision-awaited-in-groundbreaking-first-nations-housing-class-action-suit/>
- Gouvernement britannique. 2025. « Largest fund of its kind to support vulnerable kids & families ». 14 juillet. <https://www.gov.uk/government/news/largest-fund-of-its-kind-to-support-vulnerable-kids-families>
- Gouvernement du Canada. 2023. « The United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples ». 21 juin. https://www.justice.gc.ca/eng/declaration/decl_doc.html
- Gouvernement du Canada. 2024. « Decision-making guidance for federal programs to implement best practices in support of Indigenous self-determined climate leadership ». 8 avril. <https://www.canada.ca/en/environnement-climate-change/services/climate-change/indigenous-partnership/decision-making-guidance.html>
- Gouvernement du Canada. 2025a. « Canada's National Housing Strategy ». 27 août. <https://housing-infrastructure.canada.ca/housing-logement/ptch-csd/index-eng.html>
- Gouvernement du Canada. 2025b. « Delivering on Truth and Reconciliation Commission Calls to Action ». 17 septembre. <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/eng/1524494530110/1557511412801>
- Gouvernement Nunatsiavut. 2025. *Sungiutisannik Nunatsiavummi: An Inuit Approach to Climate Change Mitigation and Adaptation in Nunatsiavut*. <https://nunatsiavut.com/wp-content/uploads/2025/03/ADAPT-NUNATSIAVUT.pdf>
- Government of Ireland. 2024. « Warmth and Wellbeing Scheme ». <https://www.gov.ie/en/departement-of-climate->



[energy-and-the-environment/publications/warmth-and-wellbeing-scheme/](#)

Groupe de travail pour l'habitation et le climat. 2024. *Blueprint for More and Better Housing: How Federal, Provincial and Municipal Governments Can Ensure We Build 5.8 Million Homes That Are Affordable, Low-Carbon and Resilient*. <https://housingandclimate.ca/wp-content/uploads/2024/03/Blueprint-for-More-and-Better-Housing-Mar-2024-EN.pdf>

Hannah, Alan. 2022. *Systemic Barriers for First Nations People: Security of Tenure in Canada*. The Office of the Federal Housing Advocate. https://www.homelesshub.ca/sites/default/files/attachments/Hanna-systemic_barriers_for_First_Nations_people-security_of_tenure.pdf

He Kāinga Oranga Housing and Health Research Programme. 2025. « Evaluation of Warm Up New Zealand: Heat Smart Programme ». <https://www.healthyhousing.org.nz/our-research/past-research/evaluation-warm-new-zealand-heat-smart-programme>

Hostland, Craig Rodney. 2015. *Environnements durables pour la maison : Proactively Addressing Sickness-Related Damp and Moldy Environments to Reduce the Impact on the BC Health Care System*. Doctor of Philosophy (PhD) thesis, University of British Columbia (Okanagan). <https://dx.doi.org/10.14288/1.0220722>

Housing, Infrastructure and Communities Canada. 2024. « Departmental Response to Auditor General's Report on Housing in First Nations Communities ». <https://housing-infrastructure.canada.ca/pd-dp/parl/2024/06/inan/inan-a-eng.html>

Hungerford, Geordie, Monika Freyman. 2024. *Shaping and Indigenous Sustainable Bond Framework: Summary of October 2024 Roundtable Meetings and Recommendations*. https://addendacapital.com/Portals/0/Thought%20leadership%20paper_Indigenous%20Sustainable%20Bond%20Framework_April24.pdf

Hurley, Mary C. 2000 (révisé 2002). *The Crown's Fiduciary Relationship with Aboriginal Peoples*. PRB 00-09E. Direction de la recherche parlementaire, Bibliothèque du Parlement, Gouvernement du Canada. 10 août. <https://publications.gc.ca/Collection-R/LoPBdP/BP/prb0009-e.htm>

Indigenous Clean Energy. 2021. *Energy Foundations*. <https://indigenouscleanenergy.com/wp-content/uploads/2022/06/Energy-Foundations-Report-FINAL.pdf>

Indigenous Clean Energy. 2023. *Enabling Efficiency: Pathways and Recommendations Based on the Perceptions, Barriers, and Needs of Indigenous People, Communities, and Organizations*. Prepared for Natural Resources Canada. Ottawa, ON. <https://indigenouscleanenergy.com/wp-content/uploads/2023/12/Enabling-Efficiency-Report-December-2023.pdf>

Indigenous Clean Energy. 2025. « Enabling Energy Efficiency - Now and for Future Generations ». <https://indigenouscleanenergy.com/our-programs/bringing-it-home/>

Inuit Tapiriit Kanatami. 2024. « ITK Encouraged by Budget 2024 Investments in Inuit Housing, Infrastructure and Food Security ». <https://www.itk.ca/itk-encouraged-by-budget-2024-investments/>

Ismaila, Afisi S., Aryn P. Sayani, Mihaela Marin, Zhen Su. 2013. « Clinical, economic, and humanistic burden of asthma in Canada: a systematic review ». *BMC Pulmonary Medicine*. <https://link.springer.com/content/pdf/10.1186/1471-2466-13-70.pdf>

Ismaila, Afisi S., Lucie Blais, Tam Dang-Tan, Shiyuan Zhang, Amelie Forget, Fatima-Zohra Kettani, Diane Corriveau, Catherine Lemiere. 2019. « Direct and indirect costs associated with moderate and severe asthma in Quebec, Canada ». *Canadian Journal of Respiratory, Critical Care and Sleep Medicine*. <https://www.tandfonline.com/doi/citedby/10.1080/24745332.2018.1544839?scroll=top&needAccess=true>

Jetty, Radha. 2020. « Tuberculosis among First Nations, Inuit and Metis children and youth in Canada: Beyond medical management ». *Paediatr Child Health*, 26(2): e78-e81. <https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC7962700/>

Joint Committee on Climate Action. 2020. *Joint Committee on Climate Action: Best Practices for Federal Departments Working with First Nations on Climate Change*. <https://afn.bynder.com/m/53c4261c38cf481e/original/JCCA-Best-Practices-for-Federal-Departments-working-with-First-Nations-on-Climate-Change.pdf>

Kantamneni, Abhilash, Brendan Haley. 2024. *Archetypes of Experiences with Energy Poverty in Canada*. Efficiency Canada, Carleton University, Ottawa, ON. <https://www.efficiencycanada.org/wp-content/uploads/2024/04/Archetypes-of-Experiences-with-Energy-Poverty-in-Canada-Report.pdf>

Keepers of the Circle. 2025. « Indigenous Women-Led Modular Factory ». <https://keepersofthecircle.com/modular->



factory

- Kovesi, Thomas, Gary Mallach, Yoko Schreiber, Michael McKay, Gail Lawlor, Nick Barrowman, Anne Tsampalieros, Ryan Kulka, Ariel Root, Len Kelly, Michael Kirlew, J. David Miller. 2022. « Housing Conditions and Respiratory Morbidity in Indigenous Children in Remote Communities in Northwestern Ontario, Canada ». *Journal de l'Association médicale canadienne* 194 (3): E80–E88. <https://www.cmaj.ca/content/194/3/E80>
- Larcombe, Linda A., Pam Warkentin, Matthew Singer, Simon Denechezhe, Joe Dantouze, Evan Yassie, Jason Bussidor, Casandra Dolovich, Pamela Orr. 2022. « Radon Gas Concentrations in On-Reserve Housing in Two Northern Manitoba First Nation Communities ». *Wellbeing, Space and Society* 3 (5 Suppl 2): 100090. <https://doi.org/10.1016/j.wss.2022.100090>
- Logement Coopératif National Autochtone Inc. 2025. « NICHI se réjouit d'avoir distribué avec succès 281,5 millions de dollars en faveur du logement autochtone dans les communautés urbaines, rurales et nordiques ». <https://nichi.ca/fr/nichi-se-rejouit-davoir-distribue-avec-succes-2815-millions-de-dollars-en-faveur-du-logement-autochtone-dans-les-communautes-urbaines-rurales-et-nordiques/>
- Logement Coopératif National Autochtone Inc. 2024. « Annonce de financement ». <https://nichi.ca/fr/financement-de-lallocation/>
- Loppie, Charlotte, Fred Wien. 2022. *Comprendre les inégalités en santé vécues par les peuples autochtones à la lumière d'un modèle de déterminants sociaux*. Centre de collaboration nationale de la santé autochtone. https://www.ccsa.ca/Publications/Lists/Publications/Attachments/10373/RPT-Health_Inequalities_FR-web.pdf
- Lovekin, Dave, Dylan Heerema. 2019. *The true cost of energy in remote communities*. Pembina Institute. <https://www.pembina.org/pub/diesel-true-cost>
- Lu'ma Group of Companies. s.d. « Lu'ma Native Housing Society ». <https://www.lnhs.ca/luma-native-housing-society>
- Lysenko, Olga, Katarina Yaramenka, Érika Mata, Fernando Burgoa Francisco, Andrea Gabaldon Moreno, Matilda Lidfeldt, Francisco Verdugo González. 2024. « Positive Climate and Health Impacts from Upscaled Use of Heat Pumps and Solar Panels in Technology Packages in EU-27 by 2050 ». *Sustainable Production and Consumption* 44: 221–233. <https://doi.org/10.1016/j.spc.2023.12.007>
- McCarthy Tétrault. 2025. « First Nations Housing Class Action ». <https://www.mccarthy.ca/en/first-nations-housing-class-action>
- Métis Nation British Columbia. 2024. « Métis Rent Supplement Program ». <https://www.mnbc.ca/work-programs/programs-services/Métis-housing-rent-supplement-program>
- Métis Nation British Columbia. 2024. « Ma Niĭi Seniors Home Renovation Program ». <https://www.mnbc.ca/work-programs/programs-services/ma-niki#:~:text=The%20Ma%20N%C3%AE%C4%B7i%20Seniors%20Home,age%20in%20place%20with%20dignity>
- Miles, Rosalin M., Maddison I. Chow, Gemma Tomasky, Shannon S. D. Bredin, Kai L. Kaufman, Darren E. R. Warburton. 2023. « Wholistic versus Holistic: Words Matter for Indigenous Peoples ». *The Health & Fitness Journal of Canada*, 16(3), 3–7. <https://hfjc.library.ubc.ca/index.php/HFJC/article/view/830>
- Ministère des Finances Canada. 2024. *Budget de 2024: Un avenir équitable pour les Autochtones*. Ottawa, ON. <https://www.budget.canada.ca/2024/report-rapport/chap6-fr.html>
- Naderifar, Mahin, Hamideh Goli, Fereshteh Ghaljaie. 2017. « Snowball Sampling: A Purposeful Method of Sampling in Qualitative Research ». *Strides in Development of Medical Education* 14(3). https://www.researchgate.net/publication/324590206_Snowball_Sampling_A_Purposeful_Method_of_Sampling_in_Qualitative_Research
- Nations Unies. 1989. *Convention of the Rights of the Child*. General Assembly resolution. 20 novembre. <https://www.ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/convention-rights-child>
- Nunavut Housing Corporation. 2024. « About NHC ». <https://www.nunavuthousing.ca/about>
- Organisation mondiale de la santé. 2009. *WHO Guidelines for Indoor Air Quality: Dampness and Mould*. Genève, Suisse. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/books/NBK143946/#:~:text=Healthy%20indoor%20air%20is%20recognized,their%20health%20and%20well%2Dbeing>
- Orr, Pamela H., Martha Ainslie, Linda A. Larcombe. 2024. « Housing and Respiratory Health among Indigenous Peoples in Canada ». *Canadian Journal of Respiratory, Critical Care, and Sleep Medicine*, 8 (5): 229–34. <https://doi.org/10.1080/24745332.2024.2377187>



- Partenariat canadien pour la santé des enfants et l'environnement. 2024. *Un appel collectif à l'action pour assurer la bonne qualité de l'air intérieur dans les écoles et les milieux de garde à l'enfance*. 24 avril. <https://healthyenvironmentforkids.ca/2024/04/24/un-appel-collectif-a-laction-pour-assurer-la-bonne-qualite-de-lair-interieur-dans-les-ecoles-et-les-milieux-de-garde-a-lenfance/>
- Partenariat canadien pour la santé des enfants et l'environnement et Association canadienne de droit et société. 2024. *Analyse environnementale des programmes de soutien à la qualité de l'air intérieur dans les écoles et les services de garde d'enfants au Canada*. <https://healthyenvironmentforkids.ca/2024/04/25/analyse-environnementale-des-programmes-de-soutien-a-la-qualite-de-lair-interieur-dans-les-ecoles-et-les-services-de-garde-denfants-au-canada/>
- Premier ministre du Canada. 2025. « Le premier ministre Carney lance l'organisme Maisons Canada pour accélérer la construction résidentielle au pays ». Ottawa, ON. <https://www.pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiqués/2025/09/14/premier-ministre-carney-lance-lorganisme-maisons-construction>
- Première Nation Tseshahat. 2018. *Tseshahat First Nation Housing Funding Guide*. <https://tseshahat.com/wp-content/uploads/2018/12/TFN-Housing-Funding-Programs-guide.pdf>
- Priest, Naomi, Yin Paradies, Matthew Stevens, Ross Bailie. 2012. « Exploring Relationships between Racism, Housing and Child Illness in Remote Indigenous Communities ». *Journal of Epidemiol Community Health* 66(5): 440–47. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/21118951/>
- Quilty, Simon. 2022. « Climate, Housing, Energy and Indigenous Health: A Call to Action ». *The Medical Journal of Australia*, 217(1), 9–12. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.5694/mja2.51610>
- Rathebe, Phoka C., Khathutshelo Vincent Mphaga, Daniel M. Masekameni. 2025. « Climate change and environmental radioactivity: a review of studies on climate conditions in variation on indoor radon concentrations ». *Environ Monit Assess*, 197(4):446. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/40113619/>
- Reed, Graeme, Shari Fox, Danika Billie Littlechild, Deborah McGregor, Diana Lewis, Jeese N. Popp, Kristine Wray, Norma Kassi, Raymond Ruben, Sarah Morales, Steven Lonsdale. 2024. *For Our Future: Indigenous Resilience Report*. Ressources naturelles Canada. Ottawa, ON. https://changingclimate.ca/site/assets/uploads/sites/7/2024/03/Indigenous-Resilience-Report_Final_EN.pdf
- Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord. 2019. *2019 Stratégie de logement pour l'Inuit Nunangat*. Ottawa, ON. <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1554820296529/1554820324561>
- Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord. 2021. « L'Accord auxiliaire sur le logement de la Nation métisse permettra de fournir 500 millions de dollars sur 10 ans ». <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1548426109089/1636047297154>
- Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord. 2022. *Le Canada et la Fédération Métisse du Manitoba annoncent des investissements dans le logement prévus dans le Budget de 2022*. <https://www.canada.ca/fr/relations-couronne-autochtones-affaires-nord/nouvelles/2022/08/le-canada-et-la-federation-metisse-du-manitoba-annoncent-des-investissements-dans-le-logement-prevus-dans-le-budget-de-2022.html>
- Rennie, Donna, Chandima Karunanayake, Joshua Lawson. 2019. « Damp Housing Is a Risk Factor for Atopic Asthma in a First Nations Population of Adults ». *European Respiratory Journal* 54 (suppl 63): PA2772. <https://doi.org/10.1183/13993003.congress-2019.PA2772>
- Ressources naturelles Canada. 2024a. *L'état des forêts au Canada : rapport annuel 2024*. <https://ressources-naturelles.canada.ca/sites/admin/files/documents/2025-08/StateofForestReport-2024-FR.pdf>
- Ressources naturelles Canada. 2024b. « Wah-ila-toos: Possibilités de financement ». <https://www.edo.ca/downloads/wahilatoos2024fr.pdf#:~:text=Le%20programme%20est%20mis%20en%20%C5%93uvre%20par%20les,qui%20font%20progresser%20la%20transition%20vers%20l%E2%80%99%C3%A9nergie%20propre>
- Ressources naturelles Canada. 2025. *La stratégie canadienne pour les bâtiments verts : Transformer le secteur canadien du bâtiment pour un avenir carboneutre et résilient*. Ottawa, Ontario. https://ressources-naturelles.canada.ca/efficacite-energetique/efficacite-energetique-batiments/strategie-canadienne-batiments-verts-transformer-secteur-canadien-batiment-avenir-carboneutre-resilient?_gl=1*1e3z4kd*_ga*MTM1Mzk4Mzc2NC4xNzUwNzg5MTIz*_ga_C2N57Y7DX5*czE3NjQ1MTg3ODkkbzEzJGcwJHJHxNzY0NTE4Nzg5JGo2MCRsMCRoMA



- Riva, Mylène, Pierrich Plusquellec, Robert-Paul Juster, Elhadji A. Laouan-Sidi, Belkacem Abdous, Michel Lucas, Serge Dery, Éric Dewailly. 2014. « Household Crowding Is Associated with Higher Allostatic Load among the Inuit ». *Journal of Epidemiology & Community Health* 68 (4): 363–369. <https://doi.org/10.1136/jech-2013-203270>
- Riva, Mylène, Christopher Fletcher, Philippe Dufresne, Karine Perreault, Gina Muckle, Louise Potvin, Ross S. Bailie. 2020. « Relocating to a New or Pre-Existing Social Housing Unit: Significant Health Improvements for Inuit Adults in Nunavik and Nunavut ». *Canadian Journal of Public Health* 111, 21–30. <https://doi.org/10.17269/s41997-019-00249-6>
- Santé Canada. 2025. *Radon Gas: It's in Your Home*. Gouvernement du Canada. https://www.canada.ca/content/dam/hc-sc/migration/hc-sc/ewh-semt/alt_formats/hecs-sesc/pdf/pubs/radiation/radon_brochure/radon-brochure-eng.pdf
- SCHL. 2019. « Un meilleur accès au financement de l'habitation pour les Premières Nations ». <https://www.cmhc-schl.gc.ca/salle-de-presse/news-releases/2019/un-meilleur-acces-au-financement-de-lhabitation-pour-les-premieres-nations>
- Services aux Autochtones Canada. 2023. « Comparution devant le Comité permanent des affaires autochtones et du Nord au sujet du Budget principal des dépenses de 2023-24, 29 mai 2023 ». Ottawa, ON. <https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1692803257628/1692803297737>
- Services aux Autochtones Canada. 2023. « Rôles et responsabilités en matière du logement des Premières Nations ». Gouvernement du Canada. 1^{er} janvier. <https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1476904944575/1535115608897>
- Services aux Autochtones Canada. 2024a. *Évaluation du Programme de logement dans les réserves*. Gouvernement du Canada. Gatineau, QC. <https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1720186594125/1720186628408>
- Services aux Autochtones Canada. 2024b. « À propos des soins de santé aux Autochtones ». Gouvernement du Canada. <https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1626810177053/1626810219482>
- Services aux Autochtones Canada. 2024c. « La Chawathil First Nation et le Canada collaborent pour effectuer avec succès des réparations domiciliaires ». Communiqué de presse. Gouvernement du Canada. 29 avril. <https://www.canada.ca/fr/services-autochtones-canada/nouvelles/2024/04/la-chawathil-first-nation-et-le-canada-collaborent-pour-effectuer-avec-succes-des-reparations-domiciliaires.html>
- Services aux Autochtones Canada. 2024d. « Fonds d'équité en santé autochtone ». Gouvernement du Canada. 9 août. <https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1721758041536/1721758068269>
- Services aux Autochtones Canada. 2025. « À propos du Programme des services de santé non assurés ». Gouvernement du Canada. 8 juillet. <https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1576790320164/1576790364553>
- Service des coroners de la Colombie-Britannique. 2022. *Extreme Heat and Human Mortality: A Review of Heat-Related Deaths in B.C. in Summer 2021*. 7 juin. https://www2.gov.bc.ca/assets/gov/birth-adoption-death-marriage-and-divorce/deaths/coroners-service/death-review-panel/extreme_heat_death_review_panel_report.pdf
- Shared Value Solutions. 2024. *Indigenous Housing and Climate Resilience Report*. Guelph, ON. Prepared for the Canadian Climate Institute. <https://climateinstitute.ca/wp-content/uploads/2025/01/Indigenous-Housing-Climate-Resilience-Report.pdf>
- Société canadienne d'hypothèques et de logement. 2024. *Mould in Housing: A Resource Guide for First Nation Housing Providers*. https://assets.cmhc-schl.gc.ca/sites/cmhc/professional/industry-innovation-and-leadership/industry-expertise/indigenous-housing/develop-manage-indigenous-housing/maintenance-solutions/mould-in-housing/pdfs/mould-resource-guide-en-acc.pdf?_gl=1*1usi7tv*_gcl_au*MTg4MjU2NTIyNS4xNzUyMDkyMTM5*_ga*MTc4NTgyMzY0OC4xNzUyMDkyMTM5*_ga_CY7T7RT5C4*czE3NTIwOTIxMzkkbzEkZzEkdDE3NTIwOTIzNDQkajYwJGwwJGgw
- Société canadienne d'hypothèques et de logement. 2025a. « Funding for Indigenous Housing ». <https://www.cmhc-schl.gc.ca/professionals/project-funding-and-mortgage-financing/funding-programs/indigenous>
- Société canadienne d'hypothèques et de logement. 2025b. « Urban, Rural and Northern Indigenous Housing Strategy ». <https://www.cmhc-schl.gc.ca/professionals/project-funding-and-mortgage-financing/funding-programs/indigenous/urban-rural-northern-indigenous-housing-strategy>



- Statistique Canada. 2022. « Indigenous population continues to grow and is much younger than the non-Indigenous population, although the pace of growth has slowed ». <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220921/dq220921a-eng.htm?indid=32990-1&indgeo=0>
- Stout, Roberta. 2017. *LE MILIEU BÂTI : Comprendre l'influence de l'environnement physique sur la santé et le bien-être des Premières Nations vivant sur réserve* Centre de collaboration nationale de la santé autochtone. <https://www.nccih.ca/docs/emerging/RPT-Built-Environment-Stout-FR.pdf>
- Surrey Urban Indigenous Leadership Committee. 2021. *Skookum Lab: An Indigenous Reflection of our Social Innovation Journey*. <https://surreyindigenousleadership.ca/wp-content/uploads/2023/12/skookum-lab-reflections-2.pdf>
- Thomson, Harriet, Stefan Bourzarovski, Carolyn Snell. 2017. « Rethinking the measurement of energy poverty in Europe: A critical analysis of indicators and data ». *Indoor Built Environ* 7: 879-901. <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/28919837/>
- Tsuji, Stephen R J., Aleksandra M Zuk, Andrew Solomon, Ruby Edwards-Wheesk, Fatima Ahmed, Leonard J S Tsuji. 2023. « What is Wellbeing, and What is Important for Wellbeing? Indigenous Voices from across Canada ». *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 20(17):6656. <https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC10487260/#sec4-ijerph-20-06656>
- Wale, Janna, Maria Shallard, Ian Scholten, Chad Bonnetrouge. 2024. *Plus qu'une question de durabilité: la force des logements autochtones*. Institut climatique du Canada. Ottawa, ON. <https://institutclimatique.ca/publications/maisons-autochtones-ecoenergetiques-saines/>



Remerciements

Pairs réviseurs

Gary Wilson, président et président du conseil - Aboriginal Housing Aboriginal Housing Management Association; membre du conseil - National Autochtone Collaborative Housing inc.; chef de la direction et agent du développement économique - Tiičma Enterprises

Dre Julia Christensen, professeure agrégée - département de géographie et de planification, Université Queen's

Mary Pupo, directrice de l'énergie et du développement durable - Otipemisiwak Métis Government, Alberta

Will Goodon, ministre du Logement et de la Gestion immobilière - Fédération Métisse du Manitoba

Contributeurs de l'Institut climatique du Canada

Jaella Bernstien, spécialiste principale des communications

Dale Beugin, vice-président directeur

Claudine Brulé, chargée de la communication et des affaires externes

Kirsten Cole, directrice, communication et affaires externes

Dean Evangeliou, directeur des affaires externes

Aiman Ghori, responsable de la production et du marketing

Julia Kilpatrick, vice-présidente des affaires externes

Maëlle Martin-Richon, spécialiste principale du numérique, communication

Krystal Northey, chargée de projet, affaires publiques

Andrew Patrick, directeur adjoint, communication

Contributeurs d'Indigenous Clean Energy

Harmony Blackbird, responsable des communications

Corey Cote-Diabo, directeur de l'efficacité et des transports

Lina Forero, responsable principale des communications

Cara Garneau, coordonnatrice des communications

Chris Henderson, directeur général fondateur

James Jenkins, directeur général

Contributions aux entretiens de la phase 2

Abhi Kantamneni
Dylan Heerema
Gordon Hart

Jalili Saad
Jessica Nadjiwon
Keith Smith

Dre Laura Tozer
Margaret Coady
Dre Mylene Riva

Sara Fralin
Dr Tom Kovesi
Leona Humchitt

Contributions aux entretiens de la phase 6

Lenny Kishi
Andrea Foster
Bertha Cormier
Charles Pender
Cole Chretien

Gary Wilson
Michael Sadler
Michelle Bonner
Shaun Loney
Sheldon Pollett

Travis Seymour
Will Goodon
Dre Julia Christensen
Dre Linda Larcombe
Dr Michael Schwandt

Drew Bernard
Jeffrey Beach
Samara Lewis
Darius Mali

Conceptions graphiques

Couverture : [Indigenous Marketing Solutions](#)

Conception et disposition : [Laurie Barnett](#), graphiste

Logo et éléments de la marque Indigenous Research :
[Dessins de Plume](#)

Citations recommandées

Shallard, Maria, Carlyn Allary, Kayla Fayant, Chad Bonnetrouge, Joanne Shantz, Olivia Shotyk, Jeremy Shute. 2025. *Bâtir la force grâce à l'abri : prescriptions politiques pour des logements autochtones écoénergétiques sains*. Institut climatique du Canada. Ottawa (Ontario).



Autres remerciements

Nous tenons à saluer et à reconnaître les innombrables organisations et personnes autochtones et alliées qui travaillent sans relâche pour faire avancer le changement et améliorer le logement et la santé des Premières Nations, des Inuits et des Métis d'un bout à l'autre du pays.

Un merci tout particulier à Bruce Dudley, Janna Wale, Avery Velez, Ian Scholten, Kate Harland, Dre Mylene Riva, Leona Humchitt, Jason Dion et Jordyn Burnouf. Nous tenons à remercier chaleureusement toutes les organisations et les personnes que nous avons rencontrées et qui ont contribué à l'élaboration de cette recherche en partageant leurs expériences vécues et leur expertise précieuse. Cela comprend des organisations internationales comme l'Autorité irlandaise de l'énergie durable et Wilya Janta en Australie, dont le travail est une source d'inspiration.



Mígwech
Algonquin

Mikwetc
Atikamekw

Masi
Dene

Huy tseep q'u
Hul'qumi'num

Kuei
Innu-Aimun

ᑭᓄᓐᓂᓐᓂᓐ
Inuktitut

Maarsii
Michif

Wela'lin
Mi'kmaq

Niá:wen
Mohawk

ᑭᓄᓐ
Oji-Cree

Miigwech
Ojibwe

Miigwetch
Ojibwe West

Kinanâskomitzin
Plains Cree

Kúkwstumckacw
Ucwalmícwts

Merci
en diverses langues autochtones